





# diplomatie

## LA VISITE EN FRANCE DU PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

### LE DISCOURS DE M. CARTER AU PALAIS DES CONGRÈS

#### Cinq tâches à l'ordre du jour de la démocratie

Voici les principaux extraits du discours prononcé mercredi soir 4 janvier par le président Carter au Palais des Congrès :

M. Carter a commencé son allocution par un vibrant éloge de la démocratie, « la norme de notre civilisation occidentale ». Il a posé un défi à l'égard de notre ordre démocratique. Certains mettent en doute l'efficacité des principes démocratiques dans les circonstances actuelles. Des voix s'élèvent dans le monde en développement pour demander si, dans la lutte menée pour éliminer la pauvreté, les notions de liberté d'expression, de liberté individuelle et de liberté de choix de gouvernement ne devraient pas être mises de côté. D'autres voix, au sein du monde industrialisé, demandent si la démocratie nous donne les moyens de faire face au rythme frénétique du changement qui intervient dans la vie moderne. Nous avons entendu des avertissements selon lesquels une société démocratique ne peut s'imposer la modération et l'autodiscipline nécessaires pour affronter des problèmes économiques persistants. Nous avons entendu dire que les éléments disparates de nos sociétés ne peuvent s'unir au sein d'un système démocratique. Partout dans le monde, les gouvernements ont commencé à donner l'impression d'être distants, impersonnels, incompétents. Nombreux sont ceux qui se demandent si un gouvernement, quel qu'il soit, est en mesure d'entendre leur voix lointaine et solitaire.

Ces problèmes sont très réels. Nous devons admettre leur existence. Mais nous devons également reconnaître l'obligation que la société démocratique impose à ceux qui en font partie : celle de proclamer une foi inébranlable dans les principes de nos nations démocratiques et notre conviction que ces principes sont toujours valables — pour les riches comme pour les pauvres, au Nord comme au Sud, à l'Est comme à l'Ouest, aussi actuels aujourd'hui qu'ils l'étaient lorsque nos ancêtres signèrent la Déclaration d'indépendance et les vœux la Déclaration des droits de l'homme.

Nous défendons ces principes parce qu'ils sont justes et parce qu'il n'est pas de but plus élevé pour l'État que de préserver ces droits pour ses citoyens. Mais nous les défendons aussi dans la conviction qu'il n'est pas contradictoire de défendre nos valeurs démocratiques et de relever les défis que doivent affronter nos sociétés modernes.

La démocratie n'est pas simplement une forme de gouvernement, c'est aussi le système qui accorde le mieux à la nature humaine. C'est le moyen le plus efficace d'organiser la société pour le bien de tous.

Là où l'État exerce en tout sa domination, seuls les maigres talents du bureaucrate peuvent s'épanouir librement. En revanche, la diversité plurale d'une démocratie laisse le champ libre au développement d'une vaste gamme de talents — dans l'administration, les arts, le travail, la technologie, les sciences et le commerce. La démocratie permet de donner libre cours à l'énergie créatrice innée de chacun de nous.

En dépit de leurs considérables ressources humaines et naturelles, des nations dotées d'autres systèmes politiques n'ont pas obtenu des succès comparables. C'est la raison pour laquelle le grand courant de l'émigration dans le monde va des États qui détiennent les droits fondamentaux à leurs citoyens vers les nations libres de l'Ouest. C'est la raison pour laquelle l'Inde a réaffirmé son adhésion au régime de gouvernement par le peuple ; c'est pourquoi le Portugal, l'Espagne et la Grèce ont rejoint les rangs des nations démocratiques européennes.

#### « Satisfaire les exigences de nos peuples »

Le chef de la Maison Blanche a ensuite défini cinq tâches, qui sont à l'ordre du jour de la démocratie :

« En premier lieu, il s'agit d'élaborer les moyens grâce auxquels les gouvernements et les institutions sociales seront en mesure de satisfaire plus rapidement et dans de meilleures conditions les exigences plus grandes formulées par nos peuples en matière de leadership et de services. L'heure de l'expérience est arrivée. Les expériences sont déjà en cours et se déroulent conformément aux traditions et aux besoins particuliers de chaque pays. »

Parmi ces « expériences », M. Carter a cité le cas de la France où, « à l'affirmé », vous assurez le bon fonctionnement d'une jeune Constitution en répartissant équitablement le pouvoir entre l'exécutif et le législatif ; le chef de la Maison Blanche s'est également référé à l'ouvrage

Démocratie française du président de la République.

« La deuxième des tâches incombant à la démocratie a trait au défi économique. Nous ne devons pas nous contenter de relancer la croissance, d'entraver l'inflation et de réduire le chômage. Nous devons également démontrer que notre système économique démocratique est capable de s'adapter aux exigences qui lui sont imposées. Cela nous oblige à prouver à nouveau que nous possédons la discipline nécessaire pour servir nos intérêts futurs autant que présents, de sorte que les groupes qui s'opposent sur la scène nationale n'engendrent pas le chaos et la discorde, mais une nouvelle harmonisation des efforts en vue d'un bien commun. »

« Mon pays peut et veut se joindre à ses partenaires afin de développer cette force et d'engager l'économie planétaire sur la voie menant à la croissance et à une plus grande prospérité. »

« L'Amérique s'emploiera à maintenir la force du dollar, à injecter un nouveau pouvoir d'achat dans l'économie grâce à d'importants abaissements d'impôt, à réduire le chômage et à maîtriser l'inflation. »

Nous travaillons avec nos partenaires économiques, dans le cadre des négociations commerciales de Genève, à accélérer la réalisation d'un accord qui améliorera le système de marchés ouverts, élargira les échanges et créera de nouvelles opportunités. Nous sommes convaincus que, suivant en cela l'exemple français, nous consacrons tous nos efforts à l'établissement d'un programme d'ensemble dans le domaine de l'énergie en vue de limiter nos importations de pétrole étranger, de réduire une dépendance injustifiée et d'atténuer le déficit de notre balance commerciale.

« La France et l'Amérique, ainsi que les autres démocraties industrielles, émergent actuellement de la récession économique des dernières années. Nous sommes certains que certains de nos problèmes en matière de développement, en mesure de porter immédiatement notre attention sur les conditions d'une croissance non inflationniste. D'autres doivent d'abord attendre que nous ayons pu éliminer les causes profondes de nos problèmes afin de réduire l'inflation. »

« À mesure qu'un plus grand nombre de pays seront en mesure d'adopter une croissance accrue, nos économies créeront des emplois plus nombreux. Le chômage diminuera. »

« La confiance en une croissance régulière réduira les pressions économiques. Cela nous rendra plus sages et nous aidera à faire face aux changements survenus à l'intérieur de nos sociétés ; nous nous aiderons à régler d'une façon plus efficace l'énergie et elle facilitera, pour les pays disposant d'excédents de paiements, l'ouverture de leurs marchés aux pays développés comme à ceux en voie de développement. »

M. Carter a ensuite mentionné toute une série d'efforts nécessaires, dont certains-ci : « Nous devons prendre des mesures pour éviter d'exporter nos difficultés économiques vers d'autres pays, riches ou pauvres. »

« Un certain nombre de ces efforts, se situant dans une coopération continue avec nos autres partenaires économiques par des voies telles que les réunions économiques « au sommet » que la France fut la première à proposer. Cette coopération doit tenir compte de l'individualité de chaque nation, sans négliger le fait que le niveau de notre bien-être économique s'élève ou s'abaisse de la même façon dans tous nos pays. »

#### « Pourvoir à notre sécurité mutuelle »

La troisième tâche inscrite au nouvel ordre du jour de la démocratie est de pourvoir à notre sécurité mutuelle.

« Notre problème capital en matière de sécurité, aujourd'hui, consiste à maintenir intacte notre volonté de conserver la puissance militaire dont nous avons besoin, tout en recherchant toute occasion de bâtir une paix meilleure. La puissance militaire sans la détente peut conduire à un conflit ; mais la détente sans la puissance militaire peut conduire à une défaite. Nous devons donc maintenir une force de défense forte. »

« La France et l'Amérique prouvent, l'une et l'autre, que la paix, dans une démocratie, peut et doit apporter son soutien à la poursuite de ces objectifs conjoints qui sont la force et la paix. »

« Les engagements du gouvernement et du peuple américains quant à la sécurité de l'Europe sont absolus. Nous ne devons pas nous laisser aller à ce que nous maintiendrions en Europe les forces nécessaires pour faire face à ces engagements. Nous savons aussi que la France de maintenir et de perfectionner les forces qui sont essentielles à la défense. »

« Mais nous voyons aussi le besoin de dépasser le stade de

l'affrontement, de résoudre les différends entre l'Est et l'Ouest, et de progresser vers le contrôle des armements, voire le désarmement. (...) à rechercher le plus tôt possible un accord sur une interdiction totale des essais nucléaires (...), une réduction substantielle du commerce international des armes conventionnelles. (...) »

« Bien que les attitudes de la France et des États-Unis quant à ces problèmes puissent parfois différer, nous désirons bâtir une paix plus stable et le même. Et au cours de tous ces efforts, nous nous consulterons et coopérerons étroitement avec vous, comme ce sera aussi le cas pour nos autres alliés — car, si nous reconnaissons l'interdépendance de chaque nation, nous sommes pourtant conscients de nos intérêts et de nos engagements mutuels. »

#### Un soutien sans réserve à l'Europe

« La quatrième tâche qui figure sur le nouvel ordre du jour de la démocratie, c'est l'effort des Européens pour façonner leur propre avenir. Car le but que nous vous êtes fixés, vous et vos associés au sein de la Communauté européenne, n'est rien moins que la transformation de l'Amérique de relations entre des États issus de traditions anciennes, d'une histoire spécifique pour chacun, et légitimement fière de leurs réalisations nationales. »

« Les États-Unis apporteront un soutien sans réserve à tout ce que vous et vos partenaires de l'Europe des Neuf êtes en train de faire pour renforcer la coopération européenne — car nous tenons la force et l'unité de l'Europe pour un avantage et non une menace à notre endroit. Les seules choses qui pourraient menacer réellement nos intérêts seraient la faiblesse économique et la division. »

#### S'adapter aux changements de l'univers

Le cinquième et dernier point qui figure sur le nouveau calendrier de la démocratie concerne la coopération qu'il nous faut établir entre nous pour nous adapter aux changements de notre univers.

« Les mêmes facteurs qui nous ont conduits à nos succès économiques, dans le temps des deux dernières générations — la science et la technologie, l'éducation et la santé, la volonté et la sagesse de chacun, hommes et femmes — ont aussi changé les rapports entre les démocraties industrielles et le monde en développement. »

« Les nations européennes, ensemble ou séparément, ont aussi un rôle grandissant à jouer au-delà des limites de leur continent, tout particulièrement dans la remise en ordre des relations entre le Nord et le Sud. (...) »

« À l'heure actuelle, d'importantes ressources se trouvent

ainsi sous le contrôle de pays en développement — comme l'a clairement démontré la crise de l'énergie. La politique économique ne peut plus être arrêtée par une poignée de pays seulement. (...) »

« Nous avons compris depuis longtemps qu'une plus grande égalité individuelle pourrait être à l'origine d'une prospérité accrue au sein de nos sociétés respectives. Nous voyons aussi maintenant comment une plus grande égalité entre les nations est capable de promouvoir la prospérité de l'économie mondiale, y compris la nôtre. Aucun pays ni même aucun petit groupe de pays ne peut plus façonner seul son destin. (...) »

« Il y a six jours, j'ai quitté les États-Unis pour une tournée à l'étranger qui a eu constamment pour thème la vitalité universelle de la démocratie. En Pologne, en Iran, en Inde, en Arabie Saoudite, en Égypte et aujourd'hui en France, j'ai souligné le fait que le concept que nous devons mener à l'heure actuelle ne consiste pas seulement à établir la paix mais également à protéger l'individu du pouvoir de l'État. (...) »

« Demain, avec le président Giscard d'Estaing, je quitterai Paris pour me rendre sur les plages de Normandie. Si les noms d'Omaha, Utah, Juno, Gold reviennent à jamais dans la mémoire de nos deux peuples, c'est parce qu'ils nous rappellent de quel prix nous avons payé nos libertés et combien précieuses nos libertés sont. (...) »

« Nous sommes cependant fiers de nos sacrifices de nos combattants n'ont jamais besoin d'être renouvelés, et nous savons que la guerre ne sera pas inévitable aussi longtemps que nous transmettrons notre attachement aux valeurs des peuples libres renforcées et renouvelées — à chaque nouvelle génération. »

(Traduction établie par les services de l'Ambassade des États-Unis.)



#### M. CHIRAC CONFIRME QU'IL NE PARAITRA PAS AUX CÉRÉMONIES

La mairie de Paris a publié, mercredi 4 janvier, le communiqué suivant : « En l'absence d'une réponse de l'ambassadeur des États-Unis, M. Jacques Chirac a pris la décision de ne pas se rendre à la cérémonie de la réception au château de Versailles. (...) »

« M. Chirac a précisé que le président Carter ne pouvait modifier son emploi du temps et n'aurait pas le temps de venir saluer, à travers ses élus, la population de la capitale qui le reçoit. Le maire de Paris ne peut que déplorer cette attitude, contraire à toutes les traditions, et s'abstenait, en conséquence, de participer aux cérémonies données en l'honneur du président Carter. (...) »

En revanche, on indique au Centre des démocrates sociaux que M. Lecanuet, président du C.D.S., aura un aperçu avec

M. Carter ce jeudi au cours de la réception au château de Versailles.

Judi matin, au micro d'Europe 1, M. Lecanuet a critiqué « le comportement ambigu » de M. Mitterrand. Il a accusé le dirigeant socialiste de « jouer le double jeu » en tendant « hier la main aux communistes et en obtenant demain l'audience qu'il sollicite auprès du président américain ». « Il essaie, a-t-il dit, de se servir de la gauche et de l'extrême gauche. Le président du C.D.S. a ajouté que « les communistes n'ont pas souhaité de rencontrer et qu'il y a, là encore, un singulier divorce d'attitudes. »

## Les entretiens franco-américains

(Suite de la première page.)

Cette nouvelle discussion a été préparée mercredi par deux séries de conversations, d'une part, entre MM. de Guiringaud et Vance, et d'autre part, entre MM. Jean François-Poncet et Brzezinski, conseiller du président américain pour la politique étrangère.

Simultanément, M. Barre et M. Rossi, ministre du commerce extérieur se sont entretenus des affaires économiques internationales avec MM. Strauss, conseiller de la Maison Blanche, et Cooper, sous-secrétaire américain au commerce. La conversation aurait surtout porté sur les négociations du GATT. M. Barre aurait insisté sur les problèmes non

tarifaires posés par la liberté des échanges.

M. Lecat, porte-parole de l'Élysée, a déclaré que les entretiens de mercredi s'étaient déroulés dans une atmosphère « très cordiale et dans un esprit très ouvert ». Le tête-à-tête des deux présidents a eu lieu en anglais avec l'assistance d'un interprète pour une part, sans témoin pour le reste.

Deux séries de sujets ont été abordées : 1) Les relations Est-Ouest, les négociations américano-soviétiques sur la limitation des armements stratégiques (SALT), la sécurité en Europe et la poursuite de la détente ; 2) Le problème de la paix au Proche-Orient, à la lumière notamment des entretiens de M. Carter à Ryad et à Assouan et des messages adressés jeudi et dimanche par M. Sadate à M. Giscard d'Estaing. MM. de Guiringaud et Vance ont parlé des mêmes sujets, ainsi que la non-prolifération et la coopération dans la corne de l'Afrique.

#### Les négociations sur le Proche-Orient

« Les deux présidents ont échangé toutes les informations disponibles sur tous les sujets traités », a dit M. Lecat. Ceci vaut surtout, semble-t-il, pour le Proche-Orient. Selon une haute personnalité américaine, MM. Carter et Sadate sont convenus au cours de leur entretien d'Assouan que l'objectif principal du comité politique (créé lors du dernier entretien Begin-Sadate et qui réunira à la fin janvier, à Jérusalem, les ministres des affaires étrangères américain, égyptien et israélien), doit être de parvenir à une déclaration de principe sur la paix. Cette déclaration servirait de « cadre » aux discussions futures, afin de parvenir à une « paix globale » (« comprehensive peace »).

Les difficultés dans la phase actuelle viennent de ce que Égyptiens et Américains sont favorables à une « déclaration générale » alors que M. Begin — avec lequel M. Carter s'est entretenu par téléphone après l'entrevue d'Assouan — veut une prise de position plus complexe et plus détaillée. Selon cette même personnalité, les Américains pensent qu'il sera « plus facile de faire des progrès si un accord est réalisé dès le départ sur une déclaration de principes » et que « cela permettra d'élargir la participation aux conversations ». Les Américains pensent en effet qu'il est « possible » et même « probable » que d'autres parties (il n'est pas

#### « Hello, Jimmy »

M. Carter avait été accueilli mercredi à 15 heures à Orly par le président de la République.

« Votre voyage équivaut des souvenirs, comporte une signification et revêt une grande importance », avait dit M. Giscard d'Estaing.

« Les souvenirs, ce sont ceux des services que nos deux peuples se sont alternativement rendus en faveur de l'indépendance et de la liberté (...). La signification est celle d'une coopération communautaire à la liberté (...). L'importance de votre voyage tient au fait que nos conceptions de l'avenir du monde sont voisines. »

Dans sa réponse, M. Carter avait évoqué la nature « rare et particulière » des relations franco-américaines. « Nous sommes venus en Normandie pour préserver votre liberté et donc la nôtre », a-t-il dit.

Les deux présidents se sont ensuite rendus à l'Arc de Triomphe, et ont descendu à pied une partie des Champs-Élysées. Une foule amicale lançait des « Hello » et des « Hello, Jimmy », tandis que le président américain serrait quelques mains.

Dans le « salon doré » de l'Élysée, où s'est ensuite déroulé l'entrevue au « sommet », M. Giscard d'Estaing a en outre son hôte des attentions particulières. Il a présenté à M. Carter l'original de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. M. Giscard d'Estaing avait fait sortir du Louvre un tableau (la Mère) du peintre américain Whistler.

MAURICE DELARUE.

Formation rémunérée

Jeunes de moins de 25 ans

demandeurs d'emploi

amenez-vous pour répondre aux besoins croissants des Entreprises dans des domaines spécifiques

suivez l'un des stages de formation rémunérés organisés par Le Refuge Formation et Bedaux Entreprise et Formation.

gestionnaire de production

assistant de contrôle de gestion

secrétaire de direction

assistant de responsable de la formation

aide-comptable premier degré

durees des stages de 5 à 7 mois

inscriptions immédiates pour session de janvier 78


à la fin de la formation théorique, stage pratique rémunéré en Entreprise

le refuge formation

Institut de Formation Professionnelle Continue

30, rue de Chabrol, 75010 Paris ☎ 246.92.51

**STERN** depuis 1840  
 GRAVEUR cartes de visite, invitations  
 La distinction d'une gravure traditionnelle  
 "Société" pour cartes et papiers à lettres de belle qualité  
 Atelier : 47 Passage des Panoramas - PARIS 2<sup>e</sup> - Tél. 236.94.48 - 508.96.45

**SOLDES**  
  
**ALEXANDRE**  
 FOURRURES 376, rue St Honoré Paris (1<sup>er</sup>)

**L'ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE PARIS**  
 organise sous le haut patronage de la CHAMBRE DE COMMERCE  
 FRANCO-ARABE et avec le concours de la FONDATION, une  
**Semaine Islamique**  
 DU 16 au 20 JANVIER 1978  
 79 Avenue de la République 75011 Paris (métro Saint Maurice)  
 • 5 TABLES RONDES animées par Mlle CHARLES DOMINIQUE  
 MONTAUDO - AL-HALLAQ - ARKOUN - ARABEZZI  
 AUSTRY - BALUSSEAU - BEN BOUTA - BENCHIKHI  
 BERRADA - BLAMONT-BLANC - BLUMEREAU-BOISOT  
 BONNIN - BOURLET - BRUN - CHEVALIER  
 DEMEULENARRE - DESPRAIRES-DEWITT-DOUILLET  
 DUBOIS-HALFF - LELONG-LEVEAU-LOUCEL-MACKEN  
 MONTELEONE - MOROIS - REAY - ZAKEL - PROST  
 RODRIGON - SARKIS - TAMBE - TROPEAU - TURKI  
 sur des thèmes économiques, culturels et linguistiques.  
 • CENTRE D'INFORMATION - ANIMATION CULTURELLE  
 Pour recevoir le programme détaillé, écrire ou téléphoner à  
 FESCIP 79 Av de la République 75011 Paris - Tél : 508.50.08

**MONDIAL MOQUETTE**  
**PRIX CHOIX STOCK**  
**OFFRE LIMITEE**  
**REMISE 10% EXCEPTIONNELLE**  
**à la caisse sur tout le stock**  
**Moquette, Aiguilleté Plastiques, Tapis etc.**

**POSES ASSUREES**  
**APPORTEZ VOS DIMENSIONS**  
 PARIS 19<sup>e</sup> : 114, rue Darniermont  
 Tél : 606-05-73  
 SAINT-DENIS : 73, rue de la République - Tél : 820-92-93  
 BAGNOLET : 191-193, avenue Pasteur - 5<sup>e</sup> arr. Pte des Lilas  
 Tél : 381-10-48  
 BOULOGNE : 82 Bis, rue Gallieni - Tél : 605-45-12  
 COIGNIERES (N 10) : près Treppes route du Pont d'Aulneuil  
 Tél : 451-70-12  
 FOSSES-SURVILLIERS : Zone Industrielle de Fosse, Pres gare S.N.C.F. - Tél : 471-03-44  
 MAISONS-ALFORT : 129, rue Jean Jaurès, RN 5  
 Tél : 375-44-70  
 SARCÈLLES : 29, av. Division Leclerc, RN 15 route de Chantilly  
 Tél : 950 00 77  
 PARIS 13<sup>e</sup> : 40, quai d'Austerlitz  
 Face gare d'Austerlitz  
 Tél : 524-72-38  
 PARIS 14<sup>e</sup> : 90, bd Jourdan  
 50 m Porte d'Orléans  
 Tél : 330 30-62  
 PARIS 19<sup>e</sup> : 144, bd de La Villette - M<sup>e</sup> Colonel-Pabian et J. Jaurès - Tél : 203-00-78

## DIPLOMATIE

### LA TOURNÉE DU PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

#### APRÈS LA RENCONTRE D'ASSOUAN

**M. Begin : il ne peut y avoir d'autodétermination des arabes palestiniens au sens du droit et de la pratique internationale**

De notre correspondant

Jérusalem. — La rencontre Carter-Sadat d'Assouan, qui avait suscité les appréhensions de ceux qui redoutent en Israël de nouvelles pressions américaines et dans laquelle certains voyaient même une façon de courtoisie envers les négociations bilatérales qui s'ouvraient le 15 janvier à Jérusalem, a finalement renforcé nombre d'observateurs dans leur conviction que le président égyptien et le premier ministre israélien sont déjà parvenus à un accord tacite sur les principes généraux de la paix. Le chef du gouvernement n'a pas caché sa satisfaction au sujet des déclarations des présidents Carter et Sadat à l'issue de leur entretien. Il n'a pas été question d'un « état palestinien », a souligné M. Begin. Le président Carter s'est contenté d'évoquer la nécessité de trouver une « solution au problème palestinien sous tous ses aspects ». Ce qui laisse la porte ouverte à toutes les interprétations.

#### Un « danger mortel » pour Israël

Pour le gouvernement israélien, la solution du problème passe par l'octroi de l'autonomie aux Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, prévu dans le plan Begin. Le premier ministre a toutefois ajouté : « Il ne peut pas y avoir d'autodétermination telle qu'elle est définie dans le droit et la pratique internationale pour le problème des Arabes palestiniens. Il existe une autodétermination pour les Arabes dans l'existence de l'État et d'un État souverain », a-t-il dit. « Il y a maintenant plusieurs millions de Palestiniens américains aux États-Unis, et ils ne demandent pas la création d'un État indépendant à la frontière du désert et des États-Unis. Nous suggérons l'autonomie pour les Arabes palestiniens et la sécurité pour les Juifs palestiniens. »

Pour nous, autodétermination veut dire État indépendant et nous n'allons pas accepter un tel danger mortel pour Israël, l'O.L.P. s'en emparerait en un rien de temps.

#### Révéle par la télévision israélienne

**LE PLAN DE M. BEGIN SUR LE SINAI PRÉVOIT UNE DIVISION EN TROIS SECTEURS**

Tel-Aviv (A.F.P.). — La télévision israélienne a révélé, mercredi soir 4 janvier, le plan israélien de règlement du conflit arabo-israélien. Le projet, qui prévoit la totale évacuation du Sinaï, divise le territoire en trois secteurs : le premier, à l'ouest, aura le caractère de territoires contrôlés actuellement par Israël au-delà des lignes antérieures à la guerre de six jours, notamment au salient de Rafah. Le second secteur, au centre, sera totalement démilitarisé, et le troisième, une bande de territoire parallèle aux anciennes frontières israéliennes, sera placé sous le contrôle de l'O.N.U. C'est dans ce troisième secteur que se trouvent les points de peuplement juifs créés par Israël au-delà des lignes antérieures à la guerre de six jours, notamment au salient de Rafah.

Israël demande que tout en étant sous souveraineté égyptienne, ces points de peuplement soient soumis à la juridiction civile israélienne et qu'ils soient autorisés à y placer des unités qui assureront leur défense. Le commentateur militaire de la télévision a souligné à ce propos que « les suggestions israéliennes sur ce dernier point sont délinées de manière très vague ». La façon dont le souverain égyptien sera compatible avec la présence de forces israéliennes dans les points de peuplement n'est pas du tout claire, ajoute-t-il.

Israël demande aussi que certaines bases aériennes qu'il avait construites dans le Sinaï restent partiellement à sa disposition pendant un certain temps. Elles pourraient être sous contrôle de l'O.N.U. et ne servirait qu'à des fins civiles. Selon la télévision israélienne, ce projet a été fondé sur les assurances égyptiennes quant à l'internationalisation des détroits de Tirin et de la délimitation de la plus grande partie du Sinaï. Si les Égyptiens reviennent sur ces assurances, le projet ne sera plus valable, a précisé le commentateur.

**TASS : le président américain n'a pas trouvé chez les Arabes de partisans de la politique de M. Sadat.**

(De notre correspondant.)

Moscou. — Dans un commentaire intitulé « Collusion anti-arabe », reproduit par de nombreux journaux de ce jeudi 5 janvier, l'agence Tass analyse pour la première fois la tournée du président Carter au Proche-Orient. « On rattache cette tentative d'assouan à la politique des concessions unilatérales faites à Tel-Aviv. Dans sa diplomatie du Proche-Orient, Washington soutient Tel-Aviv qui professe une politique d'agression faisant fi des revendications légitimes des pays arabes et des droits légitimes du peuple arabe de Palestine. Carter s'est d'ailleurs déclaré nouveau solidaire avec la position d'Israël en déclarant qu'il s'oppose à la création d'un État palestinien. » Après avoir constaté que, comme il ressort des informations de la presse, le président américain n'a pas réussi à trouver dans le monde arabe de partisans de la politique de Sadat, l'agence Tass insiste une nouvelle fois sur la nécessité de réunir la conférence de Genève.

(Interim.)

Des dirigeants de l'O.L.P. ont accueilli avec ironie, mercredi 4 janvier, l'évocation des « droits légitimes des Palestiniens » faite par M. Carter à Assouan. M. Mahmoud Labadi, porte-parole de l'Organisation, a notamment déclaré à Beyrouth : « Que M. Carter nous dise où il souhaite voir se concrétiser ces droits : sur la Lune ou sur la Terre ? » Le président américain reste dans le vague et semble ne pas savoir ce qu'il veut réellement. Il ne s'agit pas d'une superpuissance de ne pas pouvoir formuler une politique sur un problème précis.

#### CONNU POUR SES POSITIONS MODÉRÉES

**Le représentant de l'O.L.P. à Londres est assassiné dans son bureau**

L'O.L.P. a, dans un communiqué publié à Beyrouth, imputé mercredi soir 4 janvier la responsabilité morale du meurtre de son représentant à Londres, M. Saïd Hammami, aux autorités britanniques « tant que ces dernières n'auront pas identifié les criminels ».

Dénonçant ce « crime ignoble », l'O.L.P. affirme que les « assassins criminels sadistes, ennemis du peuple palestinien, n'échapperont pas au châtiment et que la révolution palestinienne les traquera ainsi que les instigateurs du crime ». Le communiqué ajoute que le comité exécutif de l'O.L.P. et le comité central du Fath ont perdu en la personne de M. Hammami un « militant éminent » et un « diplomate chevronné ».

De notre correspondant

Londres. — M. Saïd Hammami, représentant de l'Organisation de libération de la Palestine à Londres, où il était installé depuis sept ans, a été abattu, mercredi après-midi 4 janvier, de trois balles de revolver. Son assassin, décrit par la police comme un « jeune homme brun », bien que poursuivi par plusieurs étudiants arabes travaillant dans les locaux de la Libération arabe à Green Street, a réussi à se perdre dans la foule d'Oxford Street.

L'assassin avait pris rendez-vous avec M. Hammami en donnant pour nom le point de rencontre voulu révéler. Après avoir fait fonctionner la sonnette de sécurité, il fut admis dans le bureau de l'O.L.P. où se trouvait le dirigeant de l'O.L.P. Les deux hommes étaient seuls. Usant d'un revolver muni d'un silencieux, l'assassin tira par trois fois. Atteint à la tête, M. Hammami succomba aussitôt. Il avait, quand on le retrouva, un cigare (allumé) entre les doigts. L'assassin bouscula les étudiants dans le corridor, frappa l'un d'eux de son revolver et s'enfuit dans la rue. La police n'exclut pas la possibilité d'une ou plusieurs complaisances, sans apporter toutefois d'autres précisions. Pour le moment, elle n'établit pas de lien entre l'assassinat de M. Hammami et l'explosion samedi d'une bombe dans une automobile, qui avait provoqué la mort de deux membres de l'ambassade de Syrie. Il est en tout cas établi que l'assassinat avait été soigneusement préparé.

Dans la soirée, la protection accordée aux missions diplomatiques d'Israël et des pays arabes fut renforcée et la surveillance des aéroports intensifiée sur ordre de Lord Carrington. Une brigade antiterroriste a immédiatement commencé son enquête. Apparemment, les locaux de la Libération arabe, où M. Hammami avait son bureau, n'étaient pas protégés, et un seul homme gardait la porte de la pièce où il recevait ses visiteurs. Le représentant de l'O.L.P. était, en effet, un homme d'un âge avancé, connu et apprécié des milieux politiques et des journaux auxquels il écrivait régulièrement des lettres de mise au point présentant l'organisation sous son jour le plus « respectable ». A plusieurs reprises, il avait refusé tout lien avec les groupes terroristes se réclamant de l'O.L.P., précisant que l'organisation elle-même désapprouvait le terrorisme.

En 1974, il avait donné une interview à l'agence Chronique, qui plaçait en faveur de pourparlers de paix entre Israël et les Palestiniens. M. Hammami recommandait la coexistence pacifique entre Israël et un « mini-État » palestinien à établir sur la rive occidentale du Jourdain et la bande de Gaza, formule qui, pour beaucoup, était considérée comme un compromis inacceptable. M. Hammami pensait que les Juifs et les Palestiniens arabes devaient « apprendre à vivre ensemble » dans des États séparés avant d'envisager la création d'un seul État.

De toute évidence, M. Hammami était un modéré et, selon le Guardian, on déclare de source arabe à Londres qu'il était « l'homme d'Arafat » et que son assassinat est un « coup direct » porté au leader de l'O.L.P.

HENRI PIERRE

Né à Jaffa en 1941, M. Saïd Hammami avait quitté la Palestine à la suite de la création de l'État d'Israël en 1948. Il avait fait ses études primaires en Jordanie et supérieures à Damas. En 1967, il rejoignait la branche militaire du Fath, principal mouvement palestinien, et participait à plusieurs opérations militaires, notamment sur les hauteurs sud-ouest du Golan et dans la vallée du Jourdain. Après les affrontements jordanico-palestiniens de septembre 1970, il fut nommé représentant de l'O.L.P. au Liban.

مكتبة من الأصل

صحة من الامم

TS-UNIS

ASSOUAN

Le président américain n'a pas trouvé chez les membres de la présidence de M. Sadate...

(Le notre correspondant) — Dans un communiqué, le président américain a déclaré qu'il n'a pas trouvé chez les membres de la présidence de M. Sadate...

Des dirigeants américains ont déclaré qu'ils n'ont pas trouvé chez les membres de la présidence de M. Sadate...

POSITIONS MODERES — T.O.L.P. à Londres — Dans son bureau...

correspondant

Le président américain n'a pas trouvé chez les membres de la présidence de M. Sadate...

LE CONFLIT ENTRE HANOI ET PHNOM-PENH

Le Cambodge invite plusieurs diplomates en poste à Pékin à se rendre dans sa capitale

De notre correspondant

La radio cambodgienne n'accordait, dans ses émissions du jeudi 5 janvier, qu'une place secondaire au conflit avec le Vietnam, son bulletin d'informations commençant par la célébration du deuxième anniversaire de l'adoption de la Constitution du Kampuchéa démocratique...

Pékin. — Plusieurs ambassadeurs en poste à Pékin représentant des pays scandinaves, africains et asiatiques (Suède, Danemark, Finlande, Mali, Tanzanie et Népal) ont été invités par le Cambodge à se rendre cette semaine à Phnom-Penh...

S'agissant d'une coïncidence dans certains cas, cette tournée à l'intention des diplomates n'en est pas moins un geste particulièrement significatif...

Des indices convaincants font en outre penser que Hanoi a été pris de court par cet appel soudain au monde extérieur...

ALAIN JACOB.

ASIE

Inde

DES FANATIQUES HINDOUS SERAIENT RESPONSABLES DE LA CATASTROPHE AERIEENNE DE BOMBAY

Bombay (A.F.P.). — Un groupe terroriste indien, rattaché à la secte fanatique hindoue Anand Marg, aurait provoqué la catastrophe aérienne de Bombay (deux cent treize morts), le 1<sup>er</sup> janvier.

Ce groupe — l'Organisation révolutionnaire du peuple pour la vérité universelle — avait adressé le 28 décembre, à l'agence de Londres de la compagnie Air India, un message menaçant de faire sauter un de ses appareils...

Le groupe terroriste est considéré comme l'agent d'exécution de la secte Anand Marg, dont le chef, P. B. Sarkar, est en prison depuis un an et demi, accusé d'avoir assassiné plusieurs de ses partisans...

Chine

M. Hu Yao-pang, proche collaborateur de M. Teng Hsiao-ping, a été nommé au poste-clé de directeur du département d'organisation du comité central du P.C. chinois...

M. Chao Chan-pien a été nommé ministre de la sécurité en août, en remplacement de M. Hua Kuo-feng...

Japon

Un consortium d'une quinzaine de banques japonaises va accorder à l'Indonésie un prêt de 75 millions de dollars pour combler le déficit de son économie...

Pologne

A VARSOVIE, LES CONVENTIONS SUR LES DROITS DE L'HOMME ont été publiées par le Journal officiel du 29 décembre, date de la visite du président Carter...

République Sud-Africaine

DANS UN RAPPORT publié à Genève le jeudi 5 janvier, la Commission internationale des juristes estime que les mesures cruelles et répressives du gouvernement sud-africain ne font qu'aggraver la colère et l'émigration...

Union soviétique

L'UNION SOVIETIQUE comptait 260 millions d'habitants le 1<sup>er</sup> janvier 1978, annoncent les Izvestia. L'accroissement en un an est de 0,85 % soit 2 200 000 personnes. — (A.F.P.)

Les meubles de style... bien sûr  
CHALET  
RUSTIQUE  
126, rue Legendre PARIS 17<sup>e</sup>  
Tél. : 228.16.72 • PARKING

LECTURE RAPIDE  
Méthode TELEC : amélioration vitesse de lecture et CONCENTRATION INTELLECTUELLE  
Stage de 3 jours : 12 - 19 - 26 Janvier  
Autres sessions : Février - Mars - Juin  
conditions particulières pour les inscriptions individuelles  
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS  
CPM Centre Malesherbes - 108 Boulevard Malesherbes  
Paris 75017 - Tél. : 766.51.34

Je ne suis pas plus bête qu'un homme.  
Je cherche du travail.  
Je ne sais plus quoi faire !

Lisez le numéro de janvier de  
**COSMOPOLITAN**  
Vous n'y trouverez pas de solution miracle mais, région par région, des idées auxquelles vous n'avez peut-être pas pensé.

LE MINISTRE DE LA CULTURE ET DE L'ENVIRONNEMENT LANCE "LES CAHIERS"

Chaque mois vous trouverez dans les "Cahiers de la Culture et de l'Environnement" des dossiers de fond (dans le N° 3 : l'archéologie en France, l'aide au théâtre, des sujets d'actualité (dans le N° 3 : l'évolution de la législation sur la pêche, la lutte contre les déchets), des comptes-rendus d'expériences pilotes et de recherches menées en France ou à l'étranger (dans le N° 3, écoutez, entendez les sourds-muets).

les cahiers  
DE LA CULTURE & DE L'ENVIRONNEMENT  
N° 3  
mensuel, 50 francs  
Une civilisation à la recherche de ses sources : l'archéologie en France.  
Garder la France propre : une loi, un comité, une agence pour l'abandon et la récupération des déchets.  
De la pêche. 5 millions de pêcheurs à la ligne : l'évolution de la législation.

Je désire m'abonner pour six mois au prix préférentiel de 60 F au lieu de 72 F. Je régle cette somme à réception de la facture.  
Nom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
A retourner à la Documentation Française - 29-31 quai Voltaire - 75340 Paris Cedex 07 CCE M

A TRAVERS LE MONDE

Allemagne fédérale

LE PARQUET FEDERAL DE KARLSRUHE a annoncé l'arrestation le 23 décembre à Bad-Neuenahr, d'un homme et d'une femme domiciliés aux Pays-Bas et soupçonnés d'espionnage en R.F.A. au profit d'une puissance de l'Est...

Haïti

UNE LENTE AMELIORATION DE LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME est constatée en Haïti, indique la Commission internationale des juristes, dont le siège est à Genève. Un nouveau tribunal de sûreté de l'Etat a été créé, sur le modèle de la Cour de sûreté de l'Etat française...

Iran

LE PREMIER MINISTRE IRANIEN, M. DJAMCHID AMOUEZGAR, a été élu le mercredi 4 janvier secrétaire général du « Rastakhiz » (Renouveau national), seule formation politique autorisée dans le pays. Il succède au docteur Mohammed Baheri...

les fonctions de secrétaire général pour la première fois en octobre 1970, succédant à M. Hoveyda, ancien premier ministre. Il avait renoncé à ce poste en devenant premier ministre, en août dernier, mais le chah a décidé que le même homme devait assurer la direction du gouvernement et celle du parti. — (Reuter.)

Italie

UN ATTENTAT CONTRE LE SIEGE ROMAIN DU JOURNAL IL CORRIERE DELLA SERA a fait un blessé grave, le 4 janvier après-midi. Deux jeunes gens arrivés sur une motocyclette ont jeté plusieurs cocktails Molotov dans le hall d'entrée du quotidien avant de prendre la fuite...

Mozambique

LE GOUVERNEMENT DE MAPUTO a annoncé mercredi 4 janvier sa décision de nationaliser les banques étrangères — toutes portugaises — « afin de contrôler les ressources financières du pays et de canaliser les capitaux dans un sens favorable au développement économique ». — (A.F.P.)

Ouganda

LE MARECHAL IDI AMIN a lancé, le mercredi 4 janvier, une violente attaque contre la hiérarchie chrétienne d'Ouganda, lui reprochant de « se livrer à des activités politiques sous couvert de religion, et de menacer ceux de ses fidèles qui veulent se convertir à l'islam ». — (A.F.P.)

Pérou

QUATRE PAYSANS ONT TROUVE LA MORT, le 28 décembre, au cours d'affrontements avec la police dans le village de Huarez, dans le nord

du pays, a annoncé, le 3 janvier, le ministre de l'Intérieur. Selon le communiqué, trois policiers en mission dans ce village ont été attaqués par des paysans armés, et l'un d'eux gardé en otage. Des affrontements violents se sont produits lorsqu'une troupe de police est venue rétablir l'ordre. Le ministre a accusé des éléments d'extrême gauche de la Vanguardia revolucionaria d'être à l'origine de ces événements. — (A.F.P.)

Pologne

A VARSOVIE, LES CONVENTIONS SUR LES DROITS DE L'HOMME ont été publiées par le Journal officiel du 29 décembre, date de la visite du président Carter. Les deux conventions, l'une sur les droits civils et politiques, l'autre sur les droits économiques, sociaux et culturels, adoptées par l'ONU en 1966, la Pologne les a ratifiées en mars 1977. Dans un communiqué, les dissidents polonais estiment que la publication de ces conventions au Journal officiel aura un « effet énorme » sur la vie du pays. — (Reuter.)

République Sud-Africaine

DANS UN RAPPORT publié à Genève le jeudi 5 janvier, la Commission internationale des juristes estime que les mesures cruelles et répressives du gouvernement sud-africain ne font qu'aggraver la colère et l'émigration...

Union soviétique

L'UNION SOVIETIQUE comptait 260 millions d'habitants le 1<sup>er</sup> janvier 1978, annoncent les Izvestia. L'accroissement en un an est de 0,85 % soit 2 200 000 personnes. — (A.F.P.)



حکذا من الاجل

Le Monde

# politique

## LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

### M. Mitterrand dénonce la « démagogie » de M. Raymond Barre

M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, a reçu la presse mercredi après-midi 4 janvier au Palais-Bourbon afin de lui présenter le programme commun de gouvernement de la gauche signé en 1972 et complété par les propositions socialistes lors de son actualisation en 1977.

M. François Mitterrand a notamment déclaré : « Avec ce début d'année commence la campagne électorale, qui, je l'espère, sera une compétition d'idées, de programmes et de projets. Le parti socialiste est un parti prêt à gouverner, c'est-à-dire en mesure de proposer un programme d'action, de le proposer à ses partenaires de la gauche et de préparer le gouvernement de la France dans le cadre des engagements qu'il a pris. Prêt à gouverner, le parti socialiste a tenu à présenter le programme sur lequel il aura à s'engager devant les électeurs. Il s'agit du programme commun tel qu'il a été signé en 1972, compte non tenu de l'évolution des données et des chiffres, intervenus depuis. C'est 1978 présente par rapport à 1972 un certain nombre de problèmes nouveaux dans une situation aggravée, mais tout le reste du programme commun demeure présent et actuel. S'y ajoutent dans le texte publié aujourd'hui, un accord n'ayant pu

intervenir entre les partis de gauche, les propositions socialistes destinées à actualiser ce programme. S'y ajoutent également les propositions nouvelles sur lesquelles un accord a été réalisé depuis 1972. Tel est le projet que le parti socialiste entend, le jour venu, proposer à ses partenaires pour assurer le gouvernement de la France. [...]

Le chef du parti socialiste est celui de l'union de la gauche autour du programme commun, mais il ne peut engager que lui-même, même s'il souhaite que chacun à gauche se détermine au nom de l'intérêt public, et notamment de l'intérêt des travailleurs. Le P.S. ira donc au premier tour sur cette base, et, dans le cas d'une victoire au second tour, victoire qui ne sera assurée qu'au prix d'une discipline républicaine, c'est-à-dire la discipline de la gauche, à laquelle les socialistes se plieront. — Le P.S. parce qu'il est et sera le premier parti de la gauche, fera les propositions nécessaires afin que soit constitué un gouvernement sur ces bases. La discussion sera alors ouverte, mais nous aurons dès aujourd'hui annoncé la couleur. »

#### Le SMIC

Énumérant les principales dispositions sociales contenues dans ce programme commun réactualisé, M. Mitterrand a notamment indiqué que l'allocation vieillesse devrait s'établir autour de 1 300 F.

A propos du SMIC, il a souligné que, après des rencontres avec les organisations syndicales, et afin de prendre en compte la manœuvre de l'argent, il sera recommandé de ramener le chiffre de 2 400 F par mois pour quarante heures. M. Mitterrand a évoqué ensuite les mesures économiques, et notamment l'extension du secteur public. Il a déclaré à ce sujet : « Nous restons ouverts à la discussion quant à la constitution des groupes, de leur étendue et de leurs filiales. Nous sommes tous d'accord pour nationaliser ces dernières, mais c'est la notion de nationalisation qui nous sépare. Pour ce qui est de la nationalisation de la sidérurgie, le premier secrétaire a indiqué que son parti était prêt à examiner cette question, « dans un délai de dix-huit à vingt-quatre mois ».

M. Mitterrand a poursuivi : « La volonté du P.S. est de ne pas laisser disparaître par les obstacles que ses adversaires se créent d'accumuler sur sa route. Le P.S. représente aujourd'hui l'axe de la politique française. Voilà qui explique qu'il soit le cible de l'artillerie de la majorité et la quelle s'est ajoutée l'artillerie du parti communiste, véritablement pour les mêmes raisons. [...] Les propositions socialistes s'inscrivent dans un projet plus vaste que celui de 1972 ; projet qui vise à instaurer l'autogestion de la société par chacun. » Le leader socialiste a annoncé que son parti publierait prochainement une

plate-forme qui ne retiendrait que les grandes lignes du programme commun actualisé et traiterait de plusieurs sujets supplémentaires, dont l'énergie nucléaire.

#### « Nous ne sommes plus en monarchie »

Présentant ensuite l'ouvrage consacré aux Comptes fantastiques de la droite (voir analyse de Gilbert Mathieu ci-dessous), il a notamment déclaré : « Depuis qu'il est entré en politique, M. Barre brûle les étapes pour en arriver au plus bas niveau de la démagogie. On pouvait attendre mieux de lui. » C'est pourquoi, a-t-il précisé, il fera les propositions faites par les responsables de la majorité. Il leur opposera de les reprendre à leur compte. Mais s'ils veulent se rabattre sur un nouveau programme de droite — le programme de droite — alors nous réexaminerons tous ces deux mille crêches et penserons que M. Barre ne s'était peut-être après tout qu'un Messier-bis. Si, pour faire sérieux, il nous présente un programme au rabais, alors il nous trompe l'opinion. En fait, M. Giscard d'Estaing, Chirac et Barre amènent le tapis depuis trois ans. [...] L'ancien candidat à la présidence a poursuivi : « On nous dit que le gouvernement entendrait faire des propositions au-delà des élections, comme s'il était assuré de sa propre durée. Chacun sait ce que nous ce type

d'engagement. Quant au président de la République, il aurait décidé de couvrir le projet gouvernemental et prétendrait décrire ce qu'il appelle le « bon choix » pour la France. Mais, en entrant en campagne, le président devient un citoyen comme un autre, qui n'a pas plus de droits que le plus modeste citoyen de la plus petite commune de France. Cela ne l'autorise pas plus qu'un autre à décider un bon choix. Nous ne sommes pas retournés en monarchie, où un monarque doté de l'onction sainte pouvait dire au pays ce qui est bien, bon ou mauvais. »

Dans la confrontation électorale, M. Giscard d'Estaing est l'agriculteur ou l'un des maçons. C'est déjà beaucoup. Être le maçon qui donne des conseils à l'agriculteur, alors que c'est lui qui a mis la maison par terre, ne prédisposent pas à emporter le marché. Le président risque de redevenir simplement le chef d'une majorité qu'il a prise majoritairement. Il lui sera difficile d'apparaître comme un arbitre s'il s'emploie à être, pendant deux mois, un partisan. »

Répondant ensuite aux questions des journalistes, M. François Mitterrand a notamment estimé qu'il n'y avait pas de plus grand pas en avant dans la décapitation des relations entre partenaires de gauche que d'affirmer que l'on respecterait les contrats que l'on signe. Il s'est refusé à accom-

plir un quelconque geste « générateur de démagogie et d'échec ». Il a estimé pourtant qu'avant de se réunir à la fin de la semaine, le parti communiste « doit être assuré de la volonté du parti socialiste de gouverner à gauche avec la gauche et qu'il doit avoir connaissance des propositions que le P.S. fera après les élections pour doter un gouvernement de gauche d'un programme sérieux. »

« On ne peut, a-t-il affirmé, jouer des rivalités et des concurrences. Il faut faire passer l'intérêt des travailleurs avant les petites histoires de l'un ou de l'autre. Il n'est pas possible de tromper l'opinion née de l'union de la gauche autour du programme commun. Il n'y a point de désaccord assez grand pour justifier l'échec de la gauche. »

En ce qui concerne sa prochaine rencontre avec le président Carlier (« si il y a eu, a-t-il affirmé, aucune demande de parti et d'autre, mais de bons esprits se sont rencontrés »), M. Mitterrand a évoqué la baisse provoquée à la Bourse par l'annonce de cet entretien. Il a déclaré : « La Bourse n'est pas tout à fait innocente, mais elle est de santé fragile. Mais qui sont les mauvais médecins ? Ce n'est pas nous qui l'avons enrôlée. Elle s'écroule dans un système capitaliste. Je trouve la Bourse un peu imprudente de remonter quand M. Barre parle. En un an, elle a baissé d'environ 15 %. Qui était alors au pouvoir ? »

### D'importants compléments du texte de 1972

(Suite de la première page.)

Sur le fond, les ajouts ne sont pas moins substantiels. Les uns traduisent l'accord auquel étaient parvenus les négociateurs des trois partis : indemnisation des chômeurs aux deux tiers du SMIC (il n'y a qu'un seul salaire au foyer ; réduction progressive de la durée du travail de quarante à trente-cinq heures par semaine ; nouveau financement de la sécurité sociale, notamment pour les industries de main-d'œuvre et plus de l'Etat ; construction de dix cent mille logements sociaux ; (essentiellement H.L.M. locatives) par an sur le total de sept cent mille logements prévus ; refus des licenciements pour cause économique sans reclassement préalable ; salaire fiscal pour les P.M.E. ; blocage des prix à la consommation (et non plus seulement à la production) d'un certain nombre de « produits de masse » ; égalité complète des droits pour le féminin ; contrôle des multinationales ; extension de la représentation proportionnelle pour les élections municipales dans les villes moyennes. [...]

Les autres compléments concernent les propositions que fait le P.S. à ses partenaires — et à l'opinion — sur les points où le désaccord persiste entre partis de gauche, ainsi que sur les sujets qui n'ont guère été abordés entre eux. C'est dans cette catégorie qu'il faut situer les trois « ouvertures » faites par M. Mitterrand, mercredi, en direction du P.C.F. et de ceux des syndicalistes qui jugent le P.S. trop timoré.

La fixation du SMIC à 2 400 F en mars, d'abord. Le leader socialiste, à novembre, a justifié ce glissement par les « perspectives actuelles de hausses des prix » et par le « fait de ses dialogues avec les organisations syndicales ». En fait, le volonté de réduire les divergences avec le P.C.F.,

avant l'ouverture de la conférence nationale communiste du week-end, a joué aussi, puisque nombre d'experts économiques du P.S. répugnaient à cette concession par crainte de ses conséquences inflationnistes éventuelles.

Le même motif politique joue aussi pour le nouveau barème présenté en matière d'impôt sur la fortune. Alors que le P.S. parlait récemment encore de taux variant entre 0,5 et 2 %, pour des fortunes allant de 2 à 10 millions, un taux supérieur au-delà de 10 millions, étant laissé « à une loi ultérieure », le programme actualisé élève le taux de 8 % (souligné par le P.C.F.) pour les fortunes supérieures à 50 millions. Enfin, s'agissant des filiales industrielles à « caractère stratégique », M. Mitterrand a admis que les trois critères cités par le programme actualisé permettaient d'en nationaliser beaucoup plus que les quatre cas indiqués par le P.S. en septembre : la liste à retenir, a-t-il indiqué, sera précisément l'un des objets du dialogue avec nos partenaires « s'il reprend, comme je le souhaite ».

#### Les propositions du P.S.

Au-delà de ces trois ouvertures, les compléments apportés par le P.S. au texte de 1972 enrichissent celui-ci sur de nombreux points : objectif de réduction des inégalités (salariales ou non) ; minimum vieillesse de 1 300 F (+ 42 %) en mars ; gratuité des transports pour les chômeurs non indemnisés à 80 % ; deux cent dix mille emplois publics nouveaux sur les cinq cent mille prévus globalement pour résorber le chômage ; concession (mais non revente) des sols acquis par la puissance publique ; élévation des crédits de sociétés nationales par les conseils d'administration de ces firmes (où siègent les représentants des travailleurs) ; dans les entreprises, conseils d'atelier et de

service (demandés par le C.F.D.T.) ; objectifs précisés pour une « nouvelle croissance » : « moins de 6 % l'an ; politiques agricoles détaillées (notamment sur les questions foncières) ; reprise du programme de nationalisation de filiales des neuf groupes industriels que le P.S. avait peu à peu élargi pendant l'été puis l'automne ; mesures sociales et financières diverses pour aider les handicaps à trouver normalement leur place dans la société ; droit de vote aux élections municipales accordé aux immigrés ; amélioration de l'aide publique aux tiers-mondistes ; politique de coopération plus précise ; protection plus sérieuse du droit des citoyens à l'information. [...]

En insérant dans le programme commun lui-même toutes ces propositions, qu'il se situent, a dit M. Mitterrand, dans la perspective plus vaste à terme du socialisme, le P.S. entend montrer que, loin d'avoir abandonné le programme commun, il continue à en faire sa charnière, veut l'émanciper et est prêt pour ce faire à dialoguer avec ses partenaires.

Répondant à l'annonce à l'objection que lui adressera la majorité : « Combien estis cordés-là ? », M. Mitterrand a répondu que le P.S. cherchait à être très proche des propositions. Sans tomber sous la critique de « démagogie », qu'il formule lui-même à l'encontre de M. Giscard d'Estaing et de ses ministres, le P.S. indiquera les moyens de financer toutes ces propositions, alors que la majorité échoue à multiplier les promesses sans dire jamais comment elle paiera. [...]

On sera donc mis à même, d'ici peu, de mesurer l'impact économique du programme actualisé et ses conséquences matérielles ou probables. Pour l'instant, on peut dire que le nouveau texte, appartenant à la même famille de propositions que le précédent, aura assurément les

mêmes effets. Le temps a si mollement permis aux responsables politiques et aux experts de mieux réfléchir aux moyens d'éviter les « dérapages » que ne pouvait manquer de provoquer le texte de 1972 et de combler les lacunes qui le caractérisaient. Reste à savoir, chiffres en mains, si la relance qui est proposée par la consommation populaire et l'investissement sélectif, ne comporte pas trop de risques inflationnistes et commensuraux.

GILBERT MATHIEU.

#### M. RENÉ ANDRIEU (P.C.) : bricolage.

Dans son éditorial de l'Humanité du 5 janvier, M. René Andrieu analyse en termes sévères les divers aspects de la fréquence de presse de M. Mitterrand et les propositions socialistes d'actualisation du programme commun. Il écrit notamment : « En publiant unilatéralement ce texte à la veille de notre conférence nationale, il s'agit d'un manifeste voulu nous mettre devant le fait accompli et montrer que le parti socialiste n'entendait pas la reprendre avec nous la discussion sur le programme [...] ».

« Le parti socialiste campe sur ses positions, et même ouvre un peu le feu à l'extérieur. C'est à dire qu'il refuse toujours à nationaliser les filiales des neuf groupes industriels, mais encore il semble être le copain de certaines dispositions qui figuraient dans le programme commun de 1972, ou qu'il avait acceptées au cours de la négociation sur la mise à jour [...] ».

« Tout se passe comme si les dirigeants socialistes avaient hâtivement bricolé le programme commun tout en continuant, pour des raisons électorales, à se réclamer d'une fidélité absolue à son égard [...] ».

### Système collectif de défense et de dissuasion

« Il est significatif, qu'un ce qui concerne la défense nationale, les dirigeants socialistes aient fait entendre une phrase aussi importante que celle-ci, qui figurait pourtant dans le texte actualisé accepté par les trois partis : « Tout en refusant de s'associer également à la constitution de toute nouvelle organisation militaire intégrée » (p. 113). Alors on rêve d'un retour dans l'OTAN ou d'une armée européenne ? Dans ce cas, mieux vaudrait le dire clairement. [...] René Andrieu dans l'Humanité du 5 janvier, en commentaire du texte du P.S. En réalité, le débat entre socialistes et communistes sur ce point précis est ancien et il tient à l'ambiguïté même de la rédaction du programme commun de 1972 — largement repris dans les nouvelles propositions du P.S. — qui prévoit notamment le refus de réintégrer l'OTAN, mais aussi la possibilité d'associer les forces françaises à un système de sécurité collective européenne. [...]

Lors des négociations de l'été dernier sur l'actualisation du programme commun, la délégation communiste avait vivement reproché à M. Mitterrand de ne pas croire à « l'efficacité d'une défense française autonome » et de préconiser une protection « par la force des alliances ». Les communistes s'étaient également opposés aux représentants des radicaux de gauche qui n'avaient pas écarté l'éventualité d'une armée dans le cadre de la Communauté européenne au cas, par exemple, où les Etats-Unis se retireraient de l'Europe. Les représentants du P.C.F. avaient alors répliqué que le base de l'accord demeurerait le maintien de la France dans l'alliance atlantique à l'exclusion de toute volonté de réintégrer une communauté européenne de défense. [...]

Malgré la question de fond, que René Andrieu ne soulève pas dans son commentaire et qui continue, de toute évidence, d'opposer socialistes et communistes, semble être la force de dissuasion nucléaire. Le P.C.F. s'est prononcé pour le maintien en

état de l'arme nucléaire et l'introduction de certains perfectionnements technologiques pour constituer une dissuasion « tous azimuts ». Ce qui veut dire précisément, comme l'a confirmé M. Louis Baillet, président de la commission de la défense du P.C.F., que les communistes ne suspendraient pas les essais nucléaires souterrains et qu'ils ne formeront pas la base de Mururoa. Or, dans ses nouvelles propositions, le P.S. consensu au maintien en état de l'arme nucléaire — après avoir préconisé, en 1972, l'arrêt immédiat de la fabrication de la « force de frappe » — mais il continue de se prononcer pour « l'arrêt immédiat des expérimentations ». Ce qui revient à s'introduire la modernisation progressive d'une panoplie qui vieillira toute d'innovation technologique et, donc, à proposer davantage le maintien en l'état de la dissuasion que son maintien en état ou sa « maintenance opérationnelle », comme le réclament les communistes. [...]

Quelles que soient les nuances du vocabulaire, qui sont importantes dans la mesure où elles révèlent des divergences profondes de points de vue, le P.S. persiste à donner sa préférence à la « décision finale », aux Français. Une suggestion émise par le P.C.F. qui y voit comme une atteinte — par le doute — de la volonté gouvernementale de dissuasion. [...]

Sur un point précis, enfin, le P.S. a amorcé une évolution que l'on devinait depuis plusieurs mois. Il préconise une durée totale du service militaire supérieure à six mois (puisque celui-ci sera précédé par une préparation militaire et suivi de périodes de réserve), au lieu d'une durée de quatre à six mois comme le suggère le projet socialiste de 1972. Les communistes ne feront pas de cette proposition une nouvelle preuve de discordance entre eux et le P.S., puisque les études de leur commission interne de défense les ont conduits à concevoir un système analogue. — J. L.

#### BIBLIOGRAPHIE

### « Les Comptes fantastiques de MM. Giscard d'Estaing, Barre et Chirac »

« Ne promettez jamais, ne faites jamais de pronostics... » On est tenté de répéter le conseil aux hommes politiques, après la lecture du petit livre humoristique que M. Mitterrand a rendu public le mercredi 4 janvier. Composée pour l'essentiel du rapet de promesses faites depuis 1974 par le président de la République et ses principaux ministres, il fait sourire par la seule comparaison des déclarations officielles à ces événements qui les ont suivies, les auteurs associant parfois leurs propos de commentaires caustiques.

L'effet — bien connu des chansonniers — est assuré. Quelques exemples : le président de la République et M. Durand ont fait, en 1975, du « maintien d'un haut niveau d'emploi » la préoccupation majeure du gouvernement ; depuis, le chômage s'est accru de plus de 800 000 personnes (+ 120 %). Et il y a maintenant trente mois qu'est l'augmentation de l'emploi à ne pas franchir, que M. Giscard d'Estaing avait fixé à 800 000 en mai 1975.

Inflation : M. Chirac voulait la ramener à 7 % l'an, dès le printemps 1975 ; elle a été, selon l'indice officiel, de 11,6 % cette année-là, de 9,9 % en 1976 et du même ordre en 1977 (il l'on réintroduit la modification de T.V.A. opérée en janvier). Les budgets de l'Etat, qui devaient être équilibrés, ont enregistré 70 milliards de francs de déficit en trois ans. Le commerce extérieur, dont l'équilibre était vanté par M. Giscard d'Estaing au printemps 1976, a connu 36 milliards de francs de déficit en deux ans.

La croissance, annonçait le président de la République en 1974, après la hausse du pétrole, serait « vraisemblablement » de 5 % par an. M. Chirac pronostiquait 4,5 à 5 % pour 1975 et M. Fourcade 4,2 %. La réalité n'a pas été de 9 à 11 % en deux ans, mais de 1,3 %, sept fois moins. Dès août 1975, M. Chirac apercevait « le sort du tunnel » : le chômage a pourtant frappé 300 000 salariés supplémentaires par la suite. En juillet dernier, M. Giscard d'Estaing voyait — pour la quatrième fois — la France « sortir de la crise » et cela « à la fin de l'année ». L'O.C.D.E. et la plupart des

conjoncturistes n'imaginent plus, eux, l'année nouvelle moins mesurée que la précédente.

Pendant plus de cent pages, a-t-on ainsi promis et déçus. La crise mondiale a déjoué tant d'espérances ! Au moins aurait-elle dû, à partir de 1976, modérer l'inflationnisme. Mais l'inflationnisme officiel a la vie dure, même quand il s'agit de « gérer l'imprévisible ».

Les auteurs terminent leur livre par un chiffrage des décisions annoncées par le pouvoir pour 1978. L'idée est heureuse, mais la démonstration moins convaincante. 45 milliards de dépenses budgétaires seraient à ajouter à l'actuel lo de finances, ainsi que 13 milliards aux charges de la Sécurité sociale, estimant les auteurs ; en contrepartie desquelles le gouvernement aurait prévu une recette nouvelle. De sorte que le déficit de l'ensemble des finances publiques serait cette année non pas de 15 milliards mais de 73.

La démonstration ne convainc pas pleinement. Pour deux raisons : les dépenses totalisées

sont loin d'avoir été toutes calculées de façon précise ; les gros chapitres sont clairement chiffrés, mais d'autres restent dans l'ombre ; ce qui fait craindre, fût-ce à tort, quelque exagération. Second motif : les auteurs postulent que la majorité, une fois passée les élections, se se doterait d'une ressource nouvelle. Or s'il a souvent eu, dans le passé, recours à plusieurs types de recettes auxquelles elle pourrait être tentée de faire de nouveau appel : relèvement des cotisations sociales, majoration des péages d'autoroutes (ou création de péages en sites urbains), et recettes de poche (P.M.U., lotto, tabac, etc.), voire relèvement de certains impôts directs.

La démonstration tentée par le P.S. aurait été plus forte si le coût social ou fiscal du respect — même partiel — des promesses de la majorité avait été mis en évidence. — G.M.

« Les Comptes fantastiques de MM. Giscard d'Estaing, Barre et Chirac », 128 p., 7 F. Secrétariat du P.S. à la formation, 12, cité Malesherbes (75008).

AVANT EXPROPRIATION

# Durer

74, CHAMPS-ÉLYSÉES  
(Immeuble du Claridge)

## LIQUIDATION TOTALE

(par autorisation Préfectorale - Loi du 30 décembre 1966)

**Chaussures, Couture,  
Maroquinerie, Bagages**

ouvert de 10 heures à 19 heures

# POLITIQUE

## LA PRÉPARATION

### Les principaux compléments apportés par le P.S.

Le texte initial du programme commun de la gauche comportait un préambule signé du P.C. et du P.S. La version actualisée présentée par M. Mitterrand mercredi s'ouvre par une préface où le leader socialiste écrit : « Le P.S. entend manifester sa fidélité aux engagements pris : ceux de 1972 et les améliorations qui y ont été apportées en 1977. »

« Les socialistes auraient préféré — est-il besoin de le dire ? — que la signature des trois partenaires de l'union de la gauche figure au bas de ce document. Cela n'a pas été possible jusqu'ici, on le sait, et nous le regrettons hautement. Publier maintenant ce document, ce n'est pas la figer. Ce n'est pas renoncer à l'espoir de voir nos partenaires revenir s'asseoir à la table des négociations et reprendre en commun le travail interrompu. Nous continuons à vouloir et à espérer la conclusion d'un accord entre les trois partenaires de l'union de la gauche. Nous le disons solennellement. »

Mais « les travailleurs, les exploités, tous ceux qui souffrent des rigueurs de la crise n'ont pas le temps d'attendre » la fois suivante. L'intensité et la gravité de la crise dans laquelle la société et l'économie française sont plongées ne doivent pas être un motif pour renoncer. Elles rendent au contraire plus nécessaires et plus urgentes les transformations prévues dans le programme commun. »

Faute de pouvoir citer intégralement les principaux compléments apportés par le P.S. au programme commun de 1972, nous en commençons ci-dessous une analyse, en suivant les quatre parties du document.

#### I. — Vivre mieux, changer la vie

##### SMIC à 2 400 F

● **SMIC.** — « En avril 1978, le taux du SMIC sera fixé par le gouvernement, après concertation avec les organisations syndicales, en tenant compte du rythme de l'inflation », dit le texte. M. Mitterrand a expliqué mercredi que cela signifiait 2 400 francs pour quarante heures par semaine et 137 % par rapport à l'actuel (1 750 F).

● **Régime des salaires.** — Elle interviendra selon des « taux dégressifs jusqu'à atteindre zéro au niveau de quatre fois le nouveau SMIC (6 000 francs) ». Autrement dit, le pouvoir d'achat sera garanti pour les salariés couverts par les conventions collectives. L'objectif est de réduire la hiérarchie des salaires « par une hausse plus rapide des bases rémunératrices », l'éventualité des revenus et des fortunes étant abaissée grâce à la réforme fiscale, la politique des prix, la lutte contre la spéculation et la fraude.

● **Préstations familiales.** — Hausse de 50 % en deux temps : 25 % dès l'arrivée au pouvoir, 25 % sur l'exercice 1979.

● **Aide aux handicapés.** — 1200 francs par mois, révalorisés par la suite. La prévention, le dépistage systématique, les soins, pris en charge à 100 % par la Sécurité sociale, seront assurés sous la responsabilité du ministère de la Santé.

● **Retraite.** — On aura « du droit à la retraite fixée immédiatement à soixante ans (cinquante-cinq ans pour les femmes et les travailleurs effectuant des tâches pénibles ou insalubres) avec pension complète. Maximum de la retraite vieillissante porté à 1 800 francs par mois (+ 42 % par rapport à l'actuel), somme majorée tous les semestres jusqu'à atteindre 80 % du SMIC.

● **Durée du travail.** — Progressivement réduite de quarante heures à trente-cinq heures par semaine, avec priorité pour les travaux pénibles, répétitifs ou dangereux.

● **Congés payés.** — Leur durée minimale sera portée à cinq semaines.

● **Conditions de travail.** — « Interdiction du travail ou renforcement pour tous les travaux dangereux, pour les femmes enceintes et les jeunes de moins de dix-huit ans. Passage à cinq équipes pour abaisser la durée hebdomadaire dans les branches fonctionnant actuellement avec quatre équipes en service continu. »

##### Cinq cent mille emplois nouveaux par an

● **Emploi.** — La page unique du chapitre initial est remplacée par trois pages et demi reprenant le texte de 1972 et le complétant avec toutes les propositions élaborées par le P.S. depuis deux ans. Pour « éliminer le chômage, objectif essentiel », cinq cent mille emplois en moyenne devront être

créés chaque année, en priorité dans la production. La première année, « cent cinquante mille emplois seront créés pour améliorer la qualité du service public (éducation, culture, santé, loisirs, sports, postes et télécommunications) et soixante mille emplois seront mis par l'Etat à la disposition des collectivités locales. »

A cet effet, la consommation publique sera relancée, ainsi que de façon sélective — les investissements — les contrats de programme du secteur nationalisés comporteront des clauses précises de création d'emplois, et les investissements ayant cet effet seront « facilités ». Il en ira de même s'agissant de l'aide financière aux P.M.E. A l'inverse, les projets d'investissements français à l'étranger qui auraient pour effet de démanteler le potentiel national en portant atteinte à l'emploi et au développement industriel « seront interdits ». Tout jeune à la recherche d'un premier emploi devra bénéficier d'une formation professionnelle (celle-ci étant massivement développée).

● **Aide aux chômeurs.** — L'indemnité minimale aux chômeurs sera portée à deux tiers du montant du salaire net, le reste de la famille (50 %, soit 1 200 F, dans les autres cas). Les chômeurs non indemnisés à 90 % bénéficieront de la gratuité des transports locaux. Également dans le temps des dettes des chômeurs.

● **Santé.** — En attendant la gratuité complète des soins, versement aux malades d'une indemnité journalière, égale au minimum à 75 % du SMIC (1 800 F par mois en mars) et à 100 % (2 400 F) en cas d'accident du travail.

● **Financement de la Sécurité sociale.** — L'effort demandé aux entreprises dans les industries de main-d'œuvre, en particulier les P.M.E., sera allégé, « l'assiette des cotisations ne devant pas être limitée aux salaires, mais étendue aux autres éléments de l'activité de l'entreprise ». Le budget de l'Etat concourra pour une part plus importante aux ressources.

##### Sept cent mille logements par an et politique foncière

Le changement de titre du chapitre est significatif des intentions du P.S. : « L'urbanisme, le logement, les équipements collectifs » devient « Le cadre de vie et une nouvelle qualité de la vie », thème qui débute sur un appel à l'esprit de responsabilité des citoyens, qui peut être encouragé par la création d'équipements, de lieux de rencontre et de communication, la formation des travailleurs dans les domaines culturels et sociaux, l'encouragement à « la vie indépendante des associations... Un nouveau développement de l'artisanat et du petit commerce dans les cités et villages. »

#### II. — Démocratiser l'économie, développer le secteur public planifier le progrès

Cette troisième partie comporte, elle aussi, de nombreux compléments, que M. Mitterrand a par fois précisés oralement mercredi.

##### Extension des droits des travailleurs

● **Limitation du droit de licenciement.** — « Tout licenciement individuel pour motif économique qui ne serait pas accompagné d'une mesure de reclassement préalable dans des conditions équivalentes, sera interdit. » En ce qui concerne les licenciements pour faute grave, l'insuffisance professionnelle, « la juridiction du travail exigera que les chefs d'entreprise apportent la preuve de la faute alléguée et de sa gravité ». Le travailleur victime d'un licenciement reconnu abusif ou irrégulier devra être réintégré dans son emploi s'il le demande.

Le lock-out sera interdit, de même que la constitution de polices ou de milices intérieures aux entreprises ou l'inscription dans des fichiers de renseignements non professionnels susceptibles de nuire au travailleur ou de porter atteinte à sa liberté.

● **Contrôle des travailleurs.** — Consultation régulière des travailleurs sur leurs conditions de travail et la marche de l'entreprise. Constitution de comités centraux de groupe réunissant des représentants des diverses entreprises du groupe. Extension des pouvoirs des comités d'hygiène et de sécurité.

##### Election des présidents de sociétés nationales et conseils d'atelier

● **Gestion démocratique du secteur nationalisé.** Dans chaque entreprise nationale la mise en œuvre de l'administration sera composée de représentants élus des travailleurs (au moins le tiers du conseil), de représentants des syndicats, associations, familles, de consommateurs ou de défense de l'environnement, élus locaux ou régionaux (coopératives) et de représentants désignés par le gouvernement (ne pouvant être majoritaires). Le conseil élira son président sur des listes d'aptitudes proposées par le nouveau pouvoir démocratique, et désignera, selon les cas, le ou les directeurs généraux de l'entreprise.

● **Conseils d'ateliers ou de services.** Développement progressif de formes nouvelles de participation des travailleurs à la gestion et à la direction de l'entreprise, par exemple de conseils d'atelier ou de service. Intervenant dans le respect des orientations du plan démocratique assurant la cohérence générale du développement, cette évolution « s'inscrit dans la perspective de l'autogestion, c'est-à-dire de la gestion toujours plus large de la société tout entière par les travailleurs eux-mêmes, par les citoyens eux-mêmes. »

● **Contrats de programme du secteur public.** L'autorité chargée du Plan négociera, au nom de l'Etat, les contrats de programme à moyen terme qui présenteront les objectifs des entreprises industrielles nationales et les moyens de les atteindre (avec, éventuellement, obligations de service public et compensations correspondantes).

##### Les nationalisations nouvelles

Après avoir décrit les huit missions que le P.S. assigne au secteur public, le texte indique qu'à côté des nationalisations, « la propriété sociale revêtira des formes diverses : sociétés nationales ou d'économie mixte,

coopératives mutuelles, entreprises d'économie sociale et à but non lucratif, etc. »

La « petite phrase » sur la possibilité pour les travailleurs de demander la nationalisation de leur entreprise est maintenue. Mais elle est précédée d'un rappel des « principes affirmés par la Constitution » qui, dit le texte, doivent être « respectés » : ce qui exclut des nationalisations ne s'inspirant pas des grands motifs énumérés par le texte constitutionnel.

S'agissant des neuf groupes industriels visés par le programme de 1972, le texte du P.S. indique que, dès l'installation du gouvernement, « la totalité de leurs biens (société de participations) seront transférés à la collectivité nationale », ce qui « constitue l'application intégrale du programme commun ». Deviendront sociétés nationales « toutes les sociétés dans lesquelles un ou plusieurs de ces neuf groupes possèdent au moins 50 % du capital » (soit trente-huit sociétés industrielles et quatre-vingt-neuf sociétés à vocations diverses). « Plus des trois quarts des personnels appartenant aux groupes et à leurs filiales majoritaires appartiendront, dès lors, à une entreprise nationale. »

La totalité des participations (majoritaires ou minoritaires) détenues par les neuf groupes, et qui touche près de mille cinq cents entreprises, deviendra propriété de la collectivité nationale. En revanche, les actions détenues par des groupes ou des personnes non visées en 1972 ne seront pas concernées.

En outre, les sociétés issues de restructurations postérieures à 1972 seront nationalisées : Alsath-Atlantique, Carbone-Lorraine, I.M.T. et les A.T.O. Enfin, « un nombre restreint d'autres filiales des neuf groupes », représentant un élément nécessaire à la mise en œuvre de la stratégie industrielle et ayant un caractère de monopole ou de service public, seront transformées en sociétés nationales. Elles seront choisies en fonction des critères suivants :

— entreprises dominantes sur des marchés publics stratégiques tels que, par exemple, le matériel militaire, le téléphone, le nucléaire ;

— entreprises essentielles au développement national des technologies de pointe ;

— entreprises essentielles à la création d'un pôle industriel public capable d'entraîner le développement d'un secteur économique (machine-outil, biens d'équipement).

M. Mitterrand a refusé d'indiquer combien de firmes concernaient le « nombre restreint » évoqué, estimant que ce qui devait principalement faire l'objet de la négociation qu'il souhaitait avec ses partenaires. Le 19 septembre, le comité directeur en avait déjà évoqué quatre : Thomson-C.S.F., C.I.T.-Alcatel, Pharmuka et Comancher (quatre-vingt-cinq mille salariés au total).

Pour empêcher les minorités de bloquer les transformations ultérieures, un projet de loi sera déposé en vue de modifier leurs prérogatives actuelles.

Dans la sidérurgie, le contrôle de l'Etat se fera en concurrence de 70 % du capital des sociétés soit par transformation des prêts publics en prises de participation, soit par acquisition directe. L'appropriation totale pourra intervenir au vu des résultats d'un plan de conversion et d'emploi de deux ans.

M. Mitterrand a précisé, à propos de l'industrie pharmaceutique, que la nationalisation complète de ce secteur demanderait l'objectif à terme, mais que, dans les cinq ans, seuls quelques groupes passeraient sous contrôle public.

Le paragraphe unique du texte

de 1972 concernant l'indemnisation n'est pas modifié.

« M. Mitterrand a précisé que cela signifiait pour le P.S. que plusieurs formes pourraient être utilisées « selon les circonstances » : transformation des actions en obligations participatives (formule moins coûteuse pour l'Etat qu'il avait initialement présentée en octobre 1976), rachat par et simple en vingt ans (solution retenue par le parti communiste, ou transformation des prêts publics en participation au capital.)

Dans toutes les sociétés contrôlées à plus de 50 % par la puissance publique seront appliquées les mesures d'extension des droits des travailleurs prévues pour le secteur public.

##### Plan, politique industrielle et agricole

Le troisième chapitre, consacré à la planification démocratique, voit son volume triplé, notamment par une définition de la « nouvelle croissance » à mettre en œuvre. Celle-ci devra « contribuer à un plus grand épanouissement de l'homme » et ne plus être dominée par la recherche du profit. Elle sera caractérisée par « le progrès de la consommation des biens et services, dont devront bénéficier en priorité les catégories les plus exploitées et défavorisées, le développement prioritaire des équipements et services collectifs, la réduction des inégalités, la réduction du plan emploi, l'élévation de la qualité de la vie, l'amélioration de la qualité et l'allongement de la durée d'usage des produits, la protection de l'environnement et la mise en valeur de la nature. »

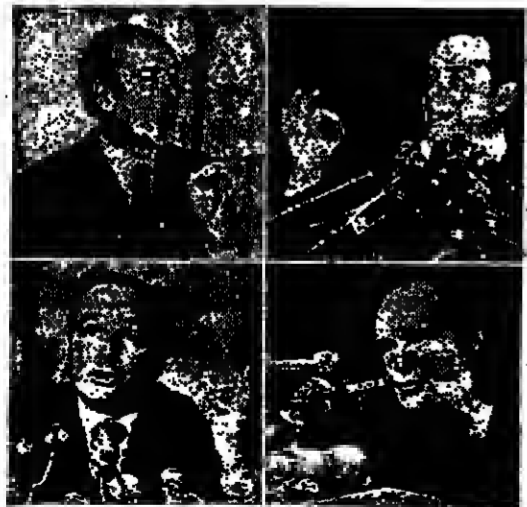
Elle nécessitera « un taux de croissance élevé », que M. Mitterrand a chiffré à 5 % environ (« en tout cas pas plus de 6 % »).

Le texte explique comment sera préparé démocratiquement le Plan (consultation des organisations syndicales et professionnelles dans les entreprises, des entreprises des organismes d'usage, des collectivités territoriales, participation à l'élaboration dans les entreprises, les régions, les arbitrages étant « rendus au niveau national pour assurer la cohérence » de l'ensemble. Sa mise en œuvre « recourra largement à la méthode du contrat négocié. Ainsi de grands programmes industriels de développement (énergie, transports, machines-outils, mécanique chimie, aéronautique, électronique, sidérurgie, etc.) seront élaborés comme parties intégrantes du Plan. Ils pourront fournir l'orientation et le cadre pour la conclusion de contrats de programmes entre l'Etat et les entreprises publiques. Des contrats s'inspirant des mêmes objectifs seront également négociés avec les entreprises privées. »

● **La liberté d'initiative.** Le savoir-faire, la souplesse des petites et moyennes entreprises, des entreprises artisanales, seront encouragés et stimulés dans l'industrie, l'agriculture, le commerce.

● **Dans le cadre de la planification décentralisée,** la politique financière, budgétaire et des prix recourra largement, dans son application, aux méthodes contractuelles afin de garantir les moyens de financement correspondant aux choix de développement nationaux, régionaux et locaux.

● **Aménagement du territoire.** — Le chapitre sur le sujet est, lui aussi, triplé. Il précise les axes d'action pour chaque type de région (bassins miniers, région parisienne, zones rurales, régions frontalières ou littorales, Corse). Il développe ensuite la liste des moyens qui seront appliqués à cet effet : localisation d'activités et d'investissements, financement d'infrastructures et d'équipements collectifs... Des contrats de plan avec les grandes entreprises préciseront leur localisation, les



OLIVIER GIRARD  
**LEURS QUATRE VÉRITÉS**

Un livre impartial et mordant sur les mensonges politiques.

« L'auteur n'épargne rien ni personne ni à droite ni à gauche ni au centre. »  
Le Monde.

Stanké

هكذا من الأصل

PARATION

par le P.S.

le secteur public

DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

au programme commun

créations d'emplois, les moyens de lutte contre la pollution... La création d'entreprises sera favorisée, ainsi que le développement des P.M.S. afin de contribuer à l'équilibre de l'emploi dans les régions. Des systèmes nationaux de subventions seront introduits par « mise en place de dotations globales aux collectivités pour la création et le fonctionnement des équipements et services collectifs ».

● **Politique industrielle.** — Le chapitre 5 est développé pour préciser les projets du P.S. sur les grands secteurs industriels : sidérurgie, imprimerie, textile, chimie, électronique, aéronautique, énergie, industrie spatiale, machines-outils. A propos de l'industrie énergétique, le texte indique qu'un « plan équilibré et diversifié » assurera « une grande maîtrise des approvisionnements en pétrole et en gaz, une meilleure exploitation des ressources charbonnières et hydroélectriques et la production d'énergie nucléaire dans des conditions garantissant la sécurité des travailleurs et des populations ».

● **Politique agricole.** — C'est ici un nouveau chapitre qui est présenté à ce pays (dix pays au lieu de deux). Il développera longuement des objectifs poursuivis, les mesures retenues pour l'installation des jeunes, l'organisa-

tion des marchés, la réduction des inégalités de revenus, la protection sociale, le sort des salariés, la coopération et le crédit, les zones défavorisées... La forêt, l'agrandissement de la politique foncière, le texte précise comment la réorganisation proposée des SAFER « garantira la sécurité des exploitants sur leur outil de travail pour que la terre ne soit plus objet de spéculation, mais d'abord instrument de travail mis en propriété ou en location, au service des producteurs qui en ont le plus besoin ».

● **P.M.E., commerce, artisanat.** — Une brève introduction au chapitre 6 justifie le rôle de ces petites et moyennes entreprises, qui « contribuent à l'équilibre et au dynamisme de l'économie » en « satisfaisant des besoins très importants et en créant des emplois ». Le texte prévoit d'instaurer pour les chefs d'entreprises individuelles, commerçants et artisans, un salaire fiscal fondé sur la connaissance des revenus réels. Une réforme de la taxe professionnelle évitera les distorsions entre redevables et encouragera la création d'emplois. La nouvelle politique du crédit apportera à ces entreprises des conditions respectant leur liberté de choix.

● **Fiscalité, budget.** — Ce chapitre 9 est peu modifié. Il précise que le prélèvement conjoncturel (« la seriette ») sera « adapté » pour lutter efficacement contre l'inflation, qu'un impôt sur le capital sera institué, et enfin qu'un impôt sur la fortune de 0,5 à 2 % sera créé au-delà de 2 millions de francs actuels, avec majoration sur les fortunes au-dessus de 10 millions pouvant aller jusqu'à 8 % au-delà de 50 millions.

● **Politique agricole.** — C'est ici un nouveau chapitre qui est présenté à ce pays (dix pays au lieu de deux). Il développera longuement des objectifs poursuivis, les mesures retenues pour l'installation des jeunes, l'organisa-

tion des marchés, la réduction des inégalités de revenus, la protection sociale, le sort des salariés, la coopération et le crédit, les zones défavorisées... La forêt, l'agrandissement de la politique foncière, le texte précise comment la réorganisation proposée des SAFER « garantira la sécurité des exploitants sur leur outil de travail pour que la terre ne soit plus objet de spéculation, mais d'abord instrument de travail mis en propriété ou en location, au service des producteurs qui en ont le plus besoin ».

● **P.M.E., commerce, artisanat.** — Une brève introduction au chapitre 6 justifie le rôle de ces petites et moyennes entreprises, qui « contribuent à l'équilibre et au dynamisme de l'économie » en « satisfaisant des besoins très importants et en créant des emplois ». Le texte prévoit d'instaurer pour les chefs d'entreprises individuelles, commerçants et artisans, un salaire fiscal fondé sur la connaissance des revenus réels. Une réforme de la taxe professionnelle évitera les distorsions entre redevables et encouragera la création d'emplois. La nouvelle politique du crédit apportera à ces entreprises des conditions respectant leur liberté de choix.

● **Fiscalité, budget.** — Ce chapitre 9 est peu modifié. Il précise que le prélèvement conjoncturel (« la seriette ») sera « adapté » pour lutter efficacement contre l'inflation, qu'un impôt sur le capital sera institué, et enfin qu'un impôt sur la fortune de 0,5 à 2 % sera créé au-delà de 2 millions de francs actuels, avec majoration sur les fortunes au-dessus de 10 millions pouvant aller jusqu'à 8 % au-delà de 50 millions.

● **Politique agricole.** — C'est ici un nouveau chapitre qui est présenté à ce pays (dix pays au lieu de deux). Il développera longuement des objectifs poursuivis, les mesures retenues pour l'installation des jeunes, l'organisa-

A mes camarades communistes

(Suite de la première page.)

S'il était de faire reculer le P.S. de réduire son audience ou encore de le faire dévier de sa route, vous avez manqué la cible. S'il était de rendre plus difficile l'arrivée de la gauche au pouvoir, vous avez pris une sérieuse option.

Mais je ne m'adresse pas à vous, camarades communistes, pour relancer une polémique que vous avez déjà portée sur des sommets lorsque, voulant à toute force faire la preuve d'un prétendu tournant à droite du parti socialiste, vous avez jeté péle-mêle dans les colonnes de « l'Humanité » Helmut Schmidt et la « main de Bonn », Mario Soares, l'Internationale socialiste, les pressions de la bourgeoisie, les appels de Lecanuet ou les dires de « l'éclaire », comme pièces à conviction d'une trahison dont vous avez ajouté, pour faire bonne mesure, quelle est dans la nature même du parti socialiste. Je note d'ailleurs en passant que vous refusez obstinément d'admettre que le P.S. d'aujourd'hui, né en 1971 à Epinay, soit un parti nouveau et que vous préfériez toujours vous référer à des époques passées qui, pourtant, ne furent pas non plus pour vous exemptes d'erreurs dont vous avez tenté depuis de vous dégarer.

Vous en avez tant dit en quelques semaines qu'il faudrait un volume pour vous répondre point par point, ce qui serait fastidieux et inutile puisque vous ne croyez pas vous-mêmes sérieusement aux accusations que vous portez contre nous. Ou, si vous y croyez, quelle a été la légèreté de votre parti lorsqu'il a conclu avec le mien une alliance fondée sur un programme commun de gouvernement pendant cinq ans, de juin 1973 à septembre 1977, vous n'avez pas plus que nous songé à dénoncer !

Vous en avez tant dit que vous avez tout dit, y compris que François Mitterrand, qui a été à deux reprises en dix ans notre candidat commun à la magistrature suprême de notre pays, partiellement le même langage que Raymond Barre. Ce qui ne manque pas de sel quand on voit le premier ministre, dans chacune de ses interventions, réserver ses flèches les plus acérées au parti socialiste et à son premier secrétaire. Comment en serait-il autrement puisque c'est précisément la proposition du P.S. depuis 1973 qui a rendu la gauche majoritaire et l'a mise en mesure de faire perdre à la droite le pouvoir qu'elle détenait depuis vingt ans ?

A vouloir trop prouver...

A vouloir trop prouver, vous n'avez rien prouvé. Vous vous êtes seulement fait grand tort à vous-mêmes en terminant cette image d'ouverture que vous aviez voulu donner de votre parti lors de son XXIV<sup>e</sup> Congrès et en amenant beaucoup de ceux que nous avions, nous socialistes, convaincus ces derniers années que l'exploitation capitaliste ne pouvait être brisée en France que par l'union des forces de gauche, à

s'interroger à nouveau sur les mobiles du parti communiste. Quelle contradiction, en effet, entre votre désir affirmé de tendre la main à tout le peuple de France et votre acharnement à la refuser à vos plus proches camarades de combat !

Nous n'avons pas cherché quant à nous à épiloguer. Nous n'avons retenu ni la thèse, révoquée à nos yeux, de la « main de Moscou », ni celle d'un affrontement interne dans la direction de votre parti. Nous avons seulement constaté que vous ne vouliez plus mettre toutes les chances du côté de la gauche et nous nous sommes sérieusement inquiétés lorsque nous avons entendu votre secrétaire général répondre à des journalistes que si la gauche ne l'emportait pas en mars prochain, ce serait « pour le coup » sa défaite. Vous avez d'ailleurs semblé comprendre que ce jour-là une gaffe avait été commise, que vous essayiez de réparer en répétant désormais, jour après jour, que c'est en mars qu'il faut gagner.

C'est bien ce que, pour notre part, nous n'avons cessé de dire, car nous sommes convaincus que les travailleurs, que les millions de Français et de Françaises qui ont du mal à vivre n'ont pas le temps d'attendre. Ils comptent sur la gauche pour que dès avril

prochain quelque chose d'important change dans leur existence. Si vous êtes d'accord, il faut que votre conférence nationale le dise clairement dimanche et qu'elle se déclare prête, comme nous vous y avons invité à plusieurs reprises, à reprendre sans préalable les négociations pour l'instauration d'un programme commun qui reste le nôtre autant que le vôtre. Nous retrouverons alors les problèmes que nous avons laissés en suspens le 22 septembre, qui s'appellent nationalisations, taux du SMIC, impôt sur le capital des sociétés, droit des travailleurs dans les entreprises, force de frappe, etc. Problèmes importants, essentiels même, mais dont aucun n'est insoluble si l'on a la volonté d'aboutir. Dont aucun, en tout cas, ne vaudrait, parce qu'on aurait refusé d'en débattre, de laisser Raymond Barre au pouvoir pour cinq années de plus.

Camarades communistes, vous avez en cette fin de semaine une occasion historique de prouver que vous voulez vraiment la victoire de la gauche. C'est en nom du combat unitaire que j'ai mené toute ma vie, et que je continuerais à mener quoi qu'il arrive, que je vous demande de ne pas la manquer.

CLAUDE ESTIER.

LE P.C.F. ET LA DÉFENSE

La France conservera ses alliances défensives existantes

« L'indépendance nationale représente pour les communistes un impératif majeur de la politique qu'ils proposent aux Français et aux Français. Certains d'entre nous ont vu dans cette détermination politique, et les conséquences qui en découlent, une tendance à ce que la France sombre dans l'isolementisme ou l'autarcie », déclarait mercredi 4 janvier à Paris, M. Robert Ballanger, député communiste de la Seine-Saint-Denis et président du groupe communiste à l'Assemblée, qui présentait à la presse la proposition de loi du P.C.F. sur l'organisation de la défense nationale (le Monde daté 18-19 décembre).

« Comme le précise l'exposé des motifs, il n'en est rien, puisque notre pays cherchera à conserver ses alliances défensives existantes, à en étendre le réseau et travailler à l'organisation de la plus large possible de la sécurité collective, sous les seules conditions de servir son intérêt national, de rester maître de ses décisions et de ne favoriser aucune hégémonie », a encore expliqué M. Ballanger.

La défense nationale que nous préconisons est fondée sur trois préoccupations conjuguées : — Mettre notre pays à l'abri de toute menace militaire ; — Réaliser l'union de la nation et de son armée ; — Assurer l'unité de l'armée française.

« Pour répondre à ces trois préoccupations, il est clair que la

défense doit être à même de maintenir la volonté de notre peuple de répondre à toute menace (agression, pression, intervention, etc.) d'où quelle vienne. D'où cette idée fondamentale que la stratégie globale doit être de dissuasion, c'est-à-dire qu'elle s'appuie sur des moyens diversifiés et pas seulement nucléaires (la maintenance de l'armement nucléaire étant réaffirmée) et qu'elle est omnidirectionnelle ou tous azimuts selon l'expression couramment utilisée. Pour que puisse se manifester en permanence cette volonté de défense, il convient que soit maintenue la conscription ».

Interrogé sur ce qu'il pensait de la réunion prochaine du P.S. sur la défense, samedi 7 et dimanche 8 janvier à Paris, le président du groupe communiste a estimé qu'il y avait « beaucoup d'idées giscardiennes dans la proposition soumise à la convention socialiste » et qu'on notait même « un certain degré d'abandon de l'idée d'indépendance nationale ».

« M. Hervé de Charette, secrétaire national chargé des problèmes de défense au parti républicain, a déclaré : « Je constate à nouveau que le parti communiste, après vingt ans de dénigrement systématique d'une politique de défense garantie de l'indépendance nationale, prend enfin conscience non sans maladresse de ses impératifs ».

JACQUES ISNARD.

Un nouveau désaccord avec le P.S.

Dans leur texte de loi, les communistes affirment que « la maîtrise de la production et de l'utilisation des armements est un droit de la nation », grâce à des arsenaux ou à des établissements de l'Etat et à la nationalisation de l'industrie d'armement. Cette proposition inquiète de nombreux socialistes qui, s'ils reconnaissent que le programme commun de 1972 prévoit bien la nationalisation de l'ensemble des industries de l'armement, constatent néanmoins l'existence entre le P.S. et le P.C.F. de divergences ou de difficultés d'interprétation sur ce point précis.

Certains industriels ne font, en général, selon les experts du P.S., qu'une partie de leur chiffre d'affaires avec la fabrication d'armements en sens strict du terme. Devrait-on les nationaliser eux aussi ? D'autre part, de nombreux socialistes continuent de s'interroger sur l'opportunité de maintenir ou non un stimulant privé dans ce secteur, qui « alanguirait » l'ensemble des industries. Devrait-on se priver de ce stimulant et supprimer, ainsi, tout avantage d'une compétition interne ?

Mais il n'est pas l'essentiel d'un désaccord, sur ce point, entre socialistes et communistes. Il serait davantage dans l'articulation de la proposition de loi

du P.C.F. qui stipule : « Les entreprises ou arsenaux dépendant du responsable gouvernemental (chargé de la mise en œuvre de la politique d'armement sous l'autorité du premier ministre) sont mis et maintenus en mesure de fabriquer l'ensemble des armements nécessaires à la défense du pays ». Les communistes, interrogés, expliquent que le principe d'une politique indépendante de défense nationale implique qu'aucun abandon de souveraineté ne soit consenti sur les moyens scientifiques et industriels de fabriquer toutes les armes nécessaires.

Pour aller à l'extrême, une telle politique de l'armement revient à exclure tout accord de coopération avec autrui pour la conception des matériels d'armement destinés aux forces françaises. Les socialistes redoutent que cette exigence du P.C.F. ne ferme les portes, définitivement, à la conclusion d'accords de coopération avec des partenaires européens et ils ne se cachent pas de dire qu'une telle éventualité n'est pas acceptable... eut à préconiser une exportation accrue des armes ou une diversification de la production, accompagnée d'une hausse sensible du budget militaire, pour pouvoir continuer à utiliser « à plein » les capacités des arsenaux.

III. — Contribuer à la paix et développer la coopération internationale

● **Le désarmement.** — Parmi les initiatives que prendra le gouvernement, on relève :

— Le soutien de l'idée d'une session extraordinaire de l'ONU sur le désarmement et l'action en faveur d'une conférence mondiale visant à l'arrêt de la course aux armements.

— Révisant toute idée d'un condominium de superpuissances sur le monde, la France demandera à s'associer à l'accord États-Unis-URSS sur la prévention de la guerre nucléaire et participera à l'étude à toutes les puissances nucléaires. De même, le gouvernement prendra toutes les initiatives en vue de l'élargissement à toute autre puissance nucléaire, notamment la France, des négociations sur les BALT au moment

requis par l'état de ces négociations :

— La renouveau de la France à l'arme nucléaire sous quelque forme que ce soit étant l'objectif du gouvernement, celui-ci agira pour l'organisation d'une conférence mondiale ou, à défaut, d'une conférence des pays détenteurs de l'arme nucléaire en vue du désarmement nucléaire général.

En attendant, l'armement nucléaire sera maintenu en état. La décision finale devra appartenir aux Français.

● **La défense nationale.** — Le gouvernement adoptera une stratégie de dissuasion au sein d'un pacte visant à empêcher le déclenchement de tout conflit.

Il maintiendra les armements nucléaires tactiques sur le territoire et recherchera les moyens d'assurer l'indépendance de la France en matière de système de détection et de repérage.

La décision de l'emploi relèvera de la responsabilité présidentielle et gouvernementale.

Refusant de réintégrer l'OTAN, la France mettra fin aux mesures de réinsertion dans cette organisation militaire par le pouvoir dans la période écoulée.

Le service militaire national obligatoire et égal pour tous sera réorganisé : la période de formation initiale sera ramenée à six mois ; elle sera complétée par une préparation militaire et des périodes de réserve.

Un statut démocratique du soldat et des cadres leur garantira notamment l'exercice des libertés de l'information, d'expression et d'association.

● **La sécurité européenne.** — Le gouvernement agira pour l'application de l'acte final de la conférence d'Helsinki dans toutes ses dispositions.

Il participera immédiatement à la conférence de Vienne sur la réduction des forces et des armements en Europe centrale.

Il refusera que le traité de l'Atlantique nord ou le traité de Varsovie puissent servir de prétexte à l'intervention d'un Etat dans les affaires intérieures d'un autre Etat, intervention formellement condamnée par l'acte final d'Helsinki.

● **La France et la C.E.E.** — Le gouvernement demandera notamment un contrôle réel de l'activité des firmes multinationales agissant dans les pays membres (en particulier des mouvements de fonds, des prix de transfert, des processus d'approvisionnement) par des commissions d'enquête.

● **Les conflits en cours et les reconnaissances d'Etats.** — Ce chapitre expose la position du gouvernement face au problème du Proche-Orient et à la question chypriote. Il précise qu'il rompra ses relations diplomatiques avec le Chili.

● **La politique de coopération et d'aide au développement.** Ce nouveau chapitre définit ce que

sera la politique de coopération internationale du gouvernement et évoque la mise en œuvre d'un nouveau type de relations avec les pays en développement, plus précisément concernés par la construction d'un nouvel ordre économique mondial.

S'agissant des Etats d'Afrique et des autres pays en développement avec qui la France a passé des accords de coopération et entretient des relations particulières, plus précisément concernés par la construction d'un nouvel ordre économique mondial.

Le gouvernement devra lutter contre le flottement monétaire international, cause d'instabilité et d'inflation. Il contrôlera les mouvements de capitaux pour les rendre compatibles avec le Plan.

Conformément aux engagements pris par notre pays, l'aide publique française au développement sera portée à 0,7 % du P.N.B. (hors crédits affectés aux DOM-TOM) en accordant une priorité aux pays les plus pauvres. Cette aide sera apportée dans un cadre bilatéral et multilatéral.

La décision de l'emploi relèvera de la responsabilité présidentielle et gouvernementale.

Refusant de réintégrer l'OTAN, la France mettra fin aux mesures de réinsertion dans cette organisation militaire par le pouvoir dans la période écoulée.

Le service militaire national obligatoire et égal pour tous sera réorganisé : la période de formation initiale sera ramenée à six mois ; elle sera complétée par une préparation militaire et des périodes de réserve.

Un statut démocratique du soldat et des cadres leur garantira notamment l'exercice des libertés de l'information, d'expression et d'association.

● **La sécurité européenne.** — Le gouvernement agira pour l'application de l'acte final de la conférence d'Helsinki dans toutes ses dispositions.

Il participera immédiatement à la conférence de Vienne sur la réduction des forces et des armements en Europe centrale.

Il refusera que le traité de l'Atlantique nord ou le traité de Varsovie puissent servir de prétexte à l'intervention d'un Etat dans les affaires intérieures d'un autre Etat, intervention formellement condamnée par l'acte final d'Helsinki.

● **La France et la C.E.E.** — Le gouvernement demandera notamment un contrôle réel de l'activité des firmes multinationales agissant dans les pays membres (en particulier des mouvements de fonds, des prix de transfert, des processus d'approvisionnement) par des commissions d'enquête.

● **Les conflits en cours et les reconnaissances d'Etats.** — Ce chapitre expose la position du gouvernement face au problème du Proche-Orient et à la question chypriote. Il précise qu'il rompra ses relations diplomatiques avec le Chili.

● **La politique de coopération et d'aide au développement.** Ce nouveau chapitre définit ce que

ACTUELLEMENT

**FERRIN**

luminaires de france

39 Boulevard Raspail, Paris 7<sup>e</sup>

AVANT TRAVAUX D'EMBELLISSEMENT

met en

**LIQUIDATION**

LA TOTALITE DE SON STOCK

**LUMINAIRES** tous styles

**PETITS MEUBLES, VERRERIES**

**ABAT-JOURS etc.**

**ENORME REMISE**

OUVERT TOUS LES JOURS de 9 h. à 19 h.

Métro : Sévres-Babylone - Tous les bus

AUTORISATION PREFECTORALE



LÉGISLATIVES

La polémique sur le vote des Français de l'étranger

LE MAIRE DE MONTPELLIER INVITE LA POPULATION A JUGER SUR PIÈCES DES IRÉGULARITÉS COMMISSÉES (De notre correspondant.)

Montpellier. — M. Georges Frêche (P.S.), maire de Montpellier, député de l'Hérault, a jugé « ridicule » mercredi soir 4 janvier, au cours d'une conférence de presse, la plainte déposée, mercredi matin, contre lui par M. François Delmas, député régional du parti républicain, qui accuse de s'être « arrangé » un droit de « contre-fait » en donnant à la population l'impression d'être le héros outragé, à l'occasion de la démission de Montpellier, qui a invité ses concitoyens à venir juger sur pièces des diverses « anomalies » constatées, au cours d'une réunion qui doit avoir lieu le vendredi 6 janvier, de 14 h. 30 à 18 heures, à l'hôtel de ville.

Commentant un tableau comparatif des inscriptions des Français de l'étranger dans la 1<sup>re</sup> circonscription de l'Hérault M. Georges Frêche a noté que de 30 à 31 décembre 1977 inscriptions en provenance de la Côte-d'Ivoire avaient été enregistrées. Quatre d'entre elles seulement avaient été adressées directement par les demandeurs, soit 0,33 %. Les autres avaient été transmises par l'intermédiaire des services du ministère des affaires étrangères, soit 99,67 %. Trente signataires possèdent des attaches locales (2,64 %), les autres (97,36 %) n'en ont aucune.

Le dossier présenté par M. Georges Frêche indique, en revanche que 41 signataires ont des attaches en Girande, 36 à Paris, 27 en Seine-Maritime, 23 dans les Pyrénées-Atlantiques, 23 dans la Loire-Atlantique, 24 dans le Nord, etc.

Le maire de Montpellier a fait également état de contacts téléphoniques, avec certains Français de Côte-d'Ivoire qui paraissent confirmer quelques « détournements » de leurs intentions de vote.

Une électorale aurait déclaré avoir voulu s'inscrire à Toulon. Un électeur aurait affirmé être déjà inscrit à Anglet (Pyrénées-Atlantiques). « Au ministère des affaires étrangères », a ajouté M. Frêche, il y a quelques qui ont détourné des centaines de voix. Le ministère est donc complice. Selon M. Frêche, cette « centralisation » au ministère des affaires étrangères était « nécessaire pour ne pas tomber sous le coup de la règle des 2 %, le groupement permettant d'atteindre un seuil de 1,9 % et de répartir les inscriptions sur d'autres circonscriptions pour ne pas gaspiller des procurations ».

« Nous ne contestons pas à nos adversaires le droit d'inviter les électeurs à voter pour eux, mais tel on a violé la liberté du vote », a-t-il conclu.

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE SUR LES ONDES

Après TF 1 (« le Monde ») et 1<sup>re</sup> 2 (Antenne 2) et France-Inter viennent de rendre public un premier calendrier de leurs émissions politiques dans la perspective des élections législatives.

Sur Antenne 2, le journal « Samedi et dimanche », de 12 h. 30 à 13 h. 30, donnera la parole à MM. Georges Marchais (le 7 janvier), Michel Rocard (le 14), Jean Lecanuet (le 21), Robert Fabre (le 4 février). Sur France-Inter, les « Petits déjeuners politiques » du jeudi, de 7 heures à 8 heures, seront consacrés à MM. Jean Lecanuet (le 12 janvier), Jacques Chirac (le 19), Michel Poniatowski (le 26), Georges Marchais (le 2 février), François Mitterrand (le 9), Raymond Barre (le 16).

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le président de la République a réuni le conseil des ministres, mercredi 4 janvier 1978 au palais de l'Élysée. Au terme de la séance, le communiqué officiel suivant a été rendu public.

L'ADMINISTRATION DES FINANCES ET LE PUBLIC

Le ministre délégué à l'économie et aux finances a présenté au conseil des ministres le bilan des premiers mois d'activité de la direction générale pour les relations avec le public, créée par le décret du 6 mai 1977.

Il a rappelé que l'objectif de cette réforme est d'améliorer les relations du service public avec toutes les catégories de citoyens : pensionnés, contribuables, fournisseurs, collectivités locales, entreprises, exportateurs, afin de faciliter l'accès de tous aux procédures économiques et financières.

L'action de cette nouvelle direction générale s'est engagée dans plusieurs volets : développer l'information des usagers et poursuivre avec eux un dialogue qui permette de corriger les imperfections des procédures ; améliorer l'accueil en faisant mieux connaître les divers services et en accélérant les réponses, en simplifiant les procédures et les formalités ; rapprocher les décisions de ceux qu'elles concernent en encourageant et en faisant aboutir les suggestions de déconcentration, émanant soit du

public, soit des services extérieurs. Pour assurer cette mission, la direction générale pour les relations avec le public a été dotée de moyens volontairement réduits pour marquer qu'elle est une administration de mission qui ne doit pas gêner, mais au contraire, coordonner et assister les autres directions dans leurs relations avec le public.

La première étape de cette action — qui se poursuivra en 1978 — est une phase expérimentale qui permettra de tester sur pied d'un programme d'action à moyen terme.

Elle a été concentrée, pour l'essentiel, dans les régions Aquitaine, Bretagne et Rhône-Alpes, où elle a concerné les petites et moyennes entreprises, les contribuables, les fournisseurs et les agriculteurs. Elle a comporté des journées d'études et d'information, l'édition de brochures et de fiches de vulgarisation, le diffusion de programmes audiovisuels.

Tout en indiquant qu'il est prématuré de tirer les conclusions des premières expériences, le ministre délégué à l'économie et aux finances a fait remarquer que ces actions ont suscité un vif intérêt non seulement des publics concernés, mais des équipes de fonctionnaires qui se sont consacrées à cette mission, tant à Paris que dans les régions. Il prévoit, dans les prochains semaines, la mise en place de trois services régionaux de l'information et des relations publiques, dont le premier vient d'être installé en Aquitaine.

LA QUALITÉ DE LA VIE

Le ministre de la culture et de l'environnement a présenté au conseil des ministres le projet de loi de la qualité de la vie, préparé par le gouvernement, à la demande du président de la République.

La loi, édictée en étroite concertation avec les associations du cadre de vie et de protection de la nature, et après consultation du haut comité de l'environnement,

comporte pour les cinq prochaines années un ensemble de mesures destinées à améliorer la vie quotidienne, en répondant aux aspirations profondes des Français qui veulent pouvoir maîtriser leur environnement, échapper aux tensions excessives de la vie moderne et retrouver un meilleur équilibre de la vie familiale.

Les actions qu'entreprendra le gouvernement pour redonner plus d'ordre et plus de sens à l'acte de vivre consisteront à aménager les rythmes de vie, à libérer les initiatives locales en déconcentrant les responsabilités en matière d'urbanisme et d'environnement et en encourageant la vie associative, à développer les loisirs, notamment en réalisant les inégalités de l'accès aux vacances.

Pour prendre en compte ces priorités, le conseil des ministres a décidé de créer une délegation à la qualité de la vie.

Le délégué assurera sous l'autorité du ministre de la culture et de l'environnement l'animation et la coordination de la politique déclinée par le gouvernement pour l'amélioration de la qualité de la vie des Français.

M. Giscard d'Estaing : l'écologie a acquis droit de cité

Le président de la République a déclaré à ce sujet : « L'écologie a désormais acquis droit de cité. En trois ans, la France s'est dotée d'un arsenal législatif parmi les plus riches du monde, dans les domaines de la protection de l'environnement et de l'amélioration du cadre de vie ».

« La bataille de l'écologie ne se gagnera pas en un jour. C'est une guerre de vingt-cinq ans. Toutefois, pour les cinq prochaines années, la France peut, en matière de qualité de la vie, franchir une nouvelle étape et remporter des victoires décisives ».

C'est pourquoi je propose aux Français le Charte de la qualité de la vie, véritable guide d'actions pour les cinq prochaines années. Cette Charte a pour ambition de réduire les inégalités écologiques et de créer un environnement meilleur pour tous.

« Enrichie au fil des années, grâce à une concertation étroite avec tous, la Charte contribuera ainsi au développement d'un nouveau art de vivre en France. » (Lire page 25.)

POLITIQUE DE LA JEUNESSE

Le secrétaire d'État à la jeunesse et aux sports a fait une communication sur la jeunesse.

La jeunesse est la catégorie sociale pour laquelle les changements de la société française ont été les plus profonds et les plus rapides au cours des dernières années. Pour faire face aux exigences nouvelles nées de cette évolution, la société française et l'État seront appelés, dans les années à venir, à mettre en œuvre une politique globale en faveur de la jeunesse, qui corresponde véritablement à ses besoins et à ses aspirations nouvelles. Pour mieux concevoir cette politique, le secrétaire d'État a procédé à une large consultation nationale des jeunes et des personnes exerçant des responsabilités auprès d'eux. Il s'est agité des conditions dans lesquelles elle se déroule à travers le pays et il a rendu compte des premiers résultats de cette consultation, qui s'achèvera à la fin du mois de janvier.

Le secrétaire d'État a plus particulièrement insisté sur la nécessité d'une politique d'ensemble en faveur des enfants, des adolescents et des jeunes, qui concernent à la fois la famille, la culture, les loisirs, l'éducation, l'emploi et la formation, le service national, l'amélioration du cadre de vie et l'ouverture sur le monde.

Le secrétaire d'État a, en outre, annoncé les grandes lignes de l'ac-

tion qui sera engagée dès cette année.

Une plus large ouverture des jeunes aux réalités du monde du travail sera recherchée. Une priorité sera donnée aux actions favorisant, pour tous les jeunes qui le désirent, l'accès aux responsabilités et l'engagement au service des autres : c'est ainsi que le secrétariat d'État doublera les crédits consacrés aux chantiers de jeunesse bénévoles. Un programme de rénovation des centres de vacances sera lancé, ainsi que l'étude des dispositions améliorant leur statut fiscal et social afin d'attirer à tous les jeunes, notamment aux enfants, le droit aux vacances.

Enfin, des mesures seront prises en vue de permettre une meilleure ouverture des jeunes sur le monde, notamment pour les jeunes travailleurs et les jeunes ruraux en particulier, à la faveur de voyages à l'étranger.

Le président de la République a souligné que les jeunes ont souvent le sentiment de ne pas être compris de leurs aînés, et qu'une meilleure compréhension de leurs aspirations est la première condition d'une politique de la jeunesse. À cet égard, l'enquête faite auprès des jeunes comporte des enseignements très importants dont le gouvernement tiendra compte dans l'ensemble de son action.

● Promotions militaires. — Au conseil des ministres du mercredi 4 janvier, ont été promus : ingénieur général de première classe, les ingénieurs généraux de deuxième classe de l'armement Jean Barbary et Alain Guigue ; ingénieur général de deuxième classe, l'ingénieur en chef de l'armement Jean Morvan.

● La prochaine réunion du conseil des ministres aura lieu le mardi 10 janvier du fait du départ du président de la République pour la Côte-d'Ivoire le mercredi 11.

LE CONSEIL D'ÉTAT ANNULE PLUSIEURS ÉLECTIONS MUNICIPALES

Le Conseil d'État a annulé, mercredi 4 janvier, les élections municipales qui ont eu lieu dans les communes suivantes :

● MOROSAGLIA (HAUTE-CORSE). — L'ensemble des irrégularités constatées est de nature à vider les opérations du scrutin, alors même qu'aucune manœuvre n'est alléguée.

● BIGUGLIA (HAUTE-CORSE). — Les forces de l'ordre avaient, « sans motif valable », fait évacuer la salle du scrutin lors du vote. En mars 1977, la liste conduite par M. Chet-Gandoulli (ma.) l'avait emporté.

● RONVILLE (GARD). — Le Conseil d'État a jugé que le comportement du porteur de cette commune, qui a utilisé des membres du personnel communal pour la distribution d'un document, constituait une manœuvre de nature à fausser les résultats des opérations électorales.

● FLEURS (MARNE). — Le maire sortant a, selon le Conseil d'État, « porté une atteinte grave à la liberté et à la sincérité du scrutin » en s'appuyant au dépôt des bulletins d'une liste, le matin du scrutin, avant l'ouverture de celui-ci.

● HERRLISHEIM (BAS-RHIN). — Le maire a refusé de mettre les bulletins de vote de deux listes de candidats à la disposition des électeurs.

● MONTROD-LES-BAINS (LOIRE). — Les membres du bureau de vote se sont absentés pour fuir le dépouillement du scrutin.



PIEDS LONGS OU LARGES 38 au 50

Un choix unique de chaussures exclusivement pour homme, du 38 au 50, par demi-pointure de la 6ème à la 11ème largeur.

PALAIS DE LA CHAUSSURE 39, av. de la République 75011 Paris Tél. : 357.45.92 Catalogue gratuit - Parking

RONDE HIVERNALE 77 SERRE-CHEVALIER/BRIANÇON 1<sup>ER</sup>: PEUGEOT

J.-C. Lefebvre sur 104 ZS.



En 1977, la 104 ZS a fait la loi dans les rallyes. Après son triomphe aux 24 h de Chamonix (les 2 premières places du classement général), après sa victoire dans le Tour de Corse (1<sup>er</sup> au classement tourisme groupe 2), la 104 ZS Peugeot vient encore d'enrichir son palmarès sportif avec une 1<sup>re</sup> place au classement général de la Ronde Hivernale de Serre-Chevalier/Briançon.

C'est J.-C. Lefebvre qui a mené la danse dans cette épreuve d'endurance sur neige et sur glace en conduisant la 104 ZS à la victoire, face à une concurrence redoutable.

Au cours de cette spectaculaire démonstration, la 104 ZS a une fois encore prouvé ses qualités : maniabilité, tenue de route, accélérations.

Peugeot fait confiance à ESSO

104 PEUGEOT

**SAINT-TROPEZ**  
Votre résidence principale ou secondaire confortablement aménagée, 1, 2 ou 3 pièces dans les vignes, face à la mer, à Pampelonne

**LA FERME DE SAINT-AMÉ**  
Renseignements Charles BERNHOLC - Tél. (94) 97 10 67  
Agence de Pampelonne - 83350 Ramatuelle  
2 aller-retours Paris-Nice remboursés à tout acheteur

هكذا من الأصل



## congrès

## LE PEN-CLUB A ADOPTÉ UN PROJET DE « DÉCLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'ÉCRIVAIN »

● La liste des écrivains en prison ne cesse de s'allonger dans le monde entier.

Le 42<sup>e</sup> congrès du PEN-Club international s'est tenu en Australie, à Sydney, du 11 au 17 décembre 1977. En plus des réunions du comité exécutif, il comprenait des séances littéraires sur le thème suivant : « La littérature, pont entre les cultures d'Asie et d'Europe ».

Le délégué du PEN américain, le poète Richard Howard, et le président du PEN français, G.-E. Clancier, ont fait adopter par le Congrès un projet de « Déclaration universelle des droits de l'écrivain ». Le PEN international va demander à l'ONU de promouvoir cette « Déclaration », aux termes de laquelle, conformément à la « Déclaration des droits de l'homme », « les gouvernements de tous les pays doivent exercer une surveillance incessante pour la sauvegarde de la liberté d'expression des écrivains, indépendamment de la race, de la religion, de la nationalité, de la langue ou des opinions de ceux-ci. Les gouvernements doivent s'abstenir, à l'égard de l'écrivain, de sa famille et de son œuvre, de tout acte répressif ou punitif ».

Le Congrès a approuvé le rapport du comité d'aide aux écrivains en prison, dont la liste, dans le monde entier, ne cesse de s'allonger.

Les centres PEN d'Angleterre, d'Australie, de Belgique, de langue flamande, de Hollande, de Suisse romande, prennent comme « membres associés », afin d'es-

sayer de les protéger, certains de ces écrivains emprisonnés (ainsi, on peut citer parmi les membres associés du PEN français : l'Argentin Antonio di Benedetto, l'Uruguayen Elber Cordero, le Soviétique Vladimir Osipov, le Yougoslave Mihalio Mihailov, récemment amnistié).

La presse australienne a fait état pendant le Congrès de mesures de censure prises à l'égard d'un autre membre associé du PEN français : Maxime Veldimev, nouveau président de la section soviétique d'Amnesty international. Le secrétaire général du PEN français, Dimitri Stolytine, a donné lecture de la lettre de démission adressée par Vladimir à l'Union des écrivains soviétiques. De nombreux délégués présents à Sydney ont signé avec leurs confrères français un télégramme de protestation en faveur de l'écrivain menacé.

Une commission de défense des écrivains emprisonnés vient d'être constituée à la section française des PEN-Clubs.

Cette commission, en liaison avec le comité des écrivains en prison de la Fédération internationale des PEN-Clubs, s'attachera plus spécialement à la situation des écrivains étrangers ayant des liens particuliers avec la France, sa langue et sa littérature.

Elle est composée des écrivains G.-E. Clancier, président, et Albert Memmi, vice-président du PEN-Club français, Dimitri Stolytine, secrétaire général, Georges Ancelin, Guy Le Clech, Jeanne Ferre, Faye, Alfred Kern, Vercors. Un des premiers effets des interventions effectuées a été la récente libération de l'écrivain d'Argentine Antonio di Benedetto.

## LA PENSÉE UNIVERSELLE

Important Editeur Parisien

recherche pour création et lancement de nouvelles collections manuscrits inédits de romans, poésie, essais, théâtre. Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision.

Adresser manuscrits et C.V. 3 bis Quai aux Fleurs 75004 PARIS

Tél. 325.85.44

Conditions d'édition fixées par contrat régi par l'article 49 de la loi du 11 Mars 1957 sur la propriété littéraire.

## Le Monde DE L'ÉDUCATION

Numéro de janvier

## LA POLITIQUE AU LYCÉE

« Un cancer ronge l'éducation, qui a nom : politisation », écrit le R.P.R. dans sa brochure sur l'éducation. M. Haby, de son côté, a souvent dénoncé les « propagandistes sans scrupules », qui « endoctrinent » les jeunes.

Où en est-il dans la réalité ? Une grande enquête menée par « Le Monde de l'éducation » dans plusieurs régions françaises montre que ces alarmes sont bien excessives. L'agitation politique a pratiquement disparu des établissements scolaires. Mais le militantisme diminue, un soulèvement apparaît : le désir de nombreux élèves et enseignants d'aborder franchement les sujets politiques en classe.

## Egalement au sommaire :

— Les métiers de la psychologie.  
— La presse à l'école : ce qu'en pensent les professeurs.  
L'adieu de « Défense de la jeunesse scolaire ». Tableau comparé de trente collections de littérature de jeunesse et de leur utilisation pédagogique possible. Les directeurs d'école sur la sécurité en Grande-Bretagne. Index des articles publiés dans « Le Monde de l'éducation » en 1977.

Le Monde de l'éducation

5, rue des Italiens, 75477 PARIS CEDEX 09.

Le numéro : 6 F. Abonnement (11 numéros) : 60 F.

## Les militaires argentins n'aiment pas la Dame Tango

« S'il faut offrir des spectacles au peuple, on fera flamber des livres. Il y en a toujours de condamnables », dit le narrateur de la Dame Tango, le dernier roman d'Anne Capelle (Belind, 22 p., 39 F.). La Dame Tango ne connaît pas le bûcher, elle est simplement interdite de séjour en Argentine, ainsi qu'a décidé le junta militaire. Ce livre, estimant les censeurs de Buenos-Aires, « par son contenu, ses intentions et une interprétation déformée des événements qui se sont produits en Argentine ces dernières années, est destiné à provoquer des réactions de violence dans différents secteurs de la société argentine ».

L'interdiction concerne non seulement la version originale en français, mais également toute publication partielle ou résumée de l'œuvre.

Le roman d'Anne Capelle conte, dans un style lyrique, et secret, l'échec d'une femme parvenue au pouvoir, après avoir épousé le « Lider », ascension et chute d'une petite danseuse qui évolue irrésistiblement le destin d'Isabelle Peron sous l'écorce fragile de la parabole. — B. A.

## la vie littéraire

## Un « Jules Verne » chez Julliard

Dirigée par Camille Bourmiquel, une collection intitulée « Biographies » va prendre place chez Julliard. Elle réunira quatre ouvrages par an. C'est Marc Souto qui publiera le premier texte de la collection avec un Jules Verne, mis en place chez les libraires le 31 mars prochain. Il sera suivi d'un Verdi, par Jacques Bourgeois. Des biographies de Dostoïevski et de Cervantès sont d'ores et déjà prévues. — B. A.

## Une nouvelle collection de politique-fiction : « Scoop »

L'éditeur Tchou lance une nouvelle collection de politique-fiction, « Scoop », dirigée par Alain Candès et Muriel Lesterlin. Quatre ouvrages seront publiés chaque année sous ce label et c'est un livre de Geneviève Moll, une journaliste, intitulée l'Homme du Vatican, qui inaugurera la collection en février prochain. Dans ce roman où se mêlent l'information et l'imagination, l'enlèvement du pape est le trame de fond d'un vaste complot qui vise à mettre en place un nouvel ordre du monde. Décidément, les romanciers n'ont plus de respect : à quand le rapt du Malin ? — B. A.

## Le peintre et le juge

« La peinture est condamnée à pleurer. Par aucun détail, il ne pourrait faire un objet d'effusion d'un tableau. Un éboulement pour lui d'effrayer les oiseaux, de les éloigner du champ où il est dressé, tandis que le tableau le plus terrifiant est le pour effrayer les visiteurs. Un supplice réel qui lui-même indurcir, mais on ne pourrait dire, en général, qu'il a cette fin : il a lieu pour un complexe de raisons : même en principe ses fins diffèrent peu de celles de l'épouvantail : à l'inverse de l'objet d'art, il est proposé à la vue pour éloigner de l'horreur qu'il étale. Tandis que le supplice des tableaux ne s'agit que de nous corriger. Jamais l'art ne prend à son compte la besogne du juge... » Ce texte, de Georges Bataille — l'Art, exercice de la cruauté, — qui parut en 1949 dans la revue Médecine française, a été repris dans le numéro 1 des Cahiers du double (12, rue Ganneuron, 75018 Paris, 30 F.). Au même sommaire : un article de Michel Leiris, datant de 1933, sur des poèmes inédits de Pier Paolo Pasolini. On découvre aussi, dans ce numéro, un texte de Stanislas Levis, qui a publié d'autre part un récit tourmenté, Fascisme, où le langage même une étrange aventure. (Transédition, 21, rue P.-E. Jenson, 1050 Bruxelles).

## Une année Voltaire-Rousseau

Ils ont eu la bonne — ou la mauvaise idée — de mourir la même année 1778, Voltaire le 30 mai, Rousseau le 2 juillet, ce qui va faire de 1978 une année placée sous leur double égide. Et on les célébrera ensemble, en dépit de leur éternelle querelle : la mort affaiblit.

Trois importantes colloques sont prévus : — A Nice, les 28, 29 et 30 juin, organisé par le groupe de recherches sur Jean-Jacques Rousseau et le dix-huitième siècle de l'université de cette ville. Six groupes de travail étudieront Rousseau et Voltaire pendant les deux dernières années de leur vie avec cette orientation : « Regards de 1978 sur les occupations et les préoccupations de l'homme en retraite ». On verra les deux hommes dans leurs rapports avec la nature, la maladie, la mort, on étudiera leur vocabulaire au terme de leur œuvre, leurs positions morales, politiques, philosophiques, on les éclairera dans les regards étrangers.

— A Paris, du 3 au 7 juillet, un colloque, International celui-là, est organisé par la Société d'histoire littéraire de la France et la Société française d'étude du dix-huitième siècle. Il se tiendra au C.N.R.S., qui prête son concours, ainsi que le ministère de la

culture. L'accent est mis aussi sur la dernière année des deux écrivains, mais c'est tout le mouvement du siècle — lettres, arts, sciences, idées — qui sera évoqué dans les communications, tandis qu'on évaluera l'image que la conscience nationale et internationale garde d'eux. Les participants viennent de Genève, de Polono, d'Italie, des États-Unis, de Berlin, etc.

— A Chantilly, les 5, 6, 7 et 8 septembre, un colloque, international encore, organisé par l'université de Picardie et les associations culturelles de la région, se tiendra au centre culturel « Les Fontaines » (route de Gouvieux, Chantilly). Là on ne s'occupera que de Rousseau et on sera plutôt entre philosophes pour étudier la place de l'écrivain « dans la crise contemporaine de la conscience ».

En dehors de ces grandes réunions d'autres manifestations sont encore prévues : — Une exposition consacrée à « Voltaire voyageur » au Musée de l'Île-de-France, à l'Orangerie du château de Sceaux, du 27 avril au 5 juillet. Voltaire seul bénéficiera de ce genre d'hommages. En novembre la Bibliothèque nationale est son tour lui consacrer une exposition ; — Des conférences surtout axées sur

Rousseau seront données par la Société d'histoire du protestantisme (54, rue des Saints-Pères, Paris, 6<sup>e</sup>), les 19 janvier, 16 février, 18 mars, 27 avril, 25 mai. Y sera présenté Rousseau et l'éducation, la médecine, la théologie. Une seule conférence sur Voltaire et les protestants le 16 mars.

Des circuits touristiques par le Touring Club-Radio-France, en juin, juillet, septembre, dans la région parisienne. On prévoit encore la représentation du Devin de village de Rousseau à Montmorency (septembre), divers spectacles à Ermouville et à Ferney-Voltaire, la représentation d'Irène, de Voltaire, à Oxford, en français (29-28 mai).

Car l'étranger tient sa part dans ce concert d'hommages. La R.F.A., à Mannheim, programme un colloque Voltaire (18-21 juillet), Bruxelles un colloque et une exposition sur les deux écrivains (30 mai), Varsovie un colloque (2-7 octobre), ainsi que la Maison Descartes à Amsterdam (novembre). Quant à la Suisse, de janvier à juin, elle multiplie les conférences et présente en juin une exposition au Musée de Neuchâtel sur son grand homme.

## vient de paraître

## Lettres étrangères

TENNESSEE WILLIAMS : *Mémoires* — Les événements publics et privés qui ont marqué l'auteur de *La Chèvre sur la loi brûlée*. Trad. de l'américain par M. Pons et M. Wiza. (Robert Laffont, 305 p., 49 F.)

WILLIAM S. BURROUGHS : *Heure des saints*. — Un témoignage de personnages étonnants menaces, à la mesure de Burroughs, tous les ordres créateurs. Trad. de l'américain par F. Mikramnos. (Flammarion, 255 p., 45 F.)

## Essais

LOUIS LEPRINCE-RINGUET : *Le Grand Merle ou l'Espoir pour demain ?* — L'auteur de *Seneca et le bonheur des hommes* prolonge ses réflexions sur la place de la France dans un paysage planétaire qui change profondément. (Flammarion, 251 p., 35 F.)

NICOS POLANTZAS : *Filos, la Pensée, la Société*. — Une analyse des fondements et des transformations de l'État et du pouvoir moderne, qui se voit aussi une réponse aux « nouveaux philosophes ». (P.U.F., 300 p., 49 F.)

PIERRE BERNBAUM, FRANCIS HAMON, MICHEL TROPER : *Réinventer le Parlement*. — Par trois professeurs membres du parti socialiste, une chaire selon laquelle les véritables représentants de la nation seront de plus en plus les partis politiques dont les élus devraient être les délégués. Pour restaurer la prééminence du Parlement. (Flammarion, coll. « La rose au poing », 223 p., 20 F.)

## PANNEKOCK ET LES CONSEILS

OUVRIERS. — Nouvelle édition revue et augmentée. Serge Bichner présente un choix de textes du penseur hollandais, théoricien des conseils ouvriers. (Céres et Documentations internationales, 29, rue Descartes, Paris-5<sup>e</sup>.)

## en poche

## Fêtes et illusions

CHRONIQUEUR d'une société qui déjeune à Rio et soupe chez Maxim's, Jean d'Ormesson brosse dans *Les Illusions de la mer* un tableau lucide et ironique de la « jet-society » internationale. C'est un monde aussi bien marginal, par ses rapports avec la vie actuelle, que central pour les mêmes raisons. L'auteur, qui est, selon le mot de Tocqueville d'abord de sa classe — de grand lauréat — et ensuite de son opinion, parle aussi des fêtes somptueuses où la haute société se mélange au de bizarre cocktail : « Les fêtes m'ont mené souvent, je regardais celle-ci d'un peu loin et c'était un spectacle d'une gaieté ahurissante et d'une animation qui me laissait presque horreur. » Dans cette cour de Versailles composée de grands yachts, de résidences princières et de palais, les meubles estampillés et les tableaux de maître sont toujours comptabilisés (tout comme les mines d'étain et le pétrole) en millions de dollars. Les armateurs, les banquiers, les nobles et les politiciens s'entassent sur les yachts, aux mennequins divorcés, voire eux assassins, dans un opéra où les accessoires sont en vrais diamants et la vie en stress.

Ce spectacle, que le grand public regarde du pontail ou à travers les actualités et la presse multicolore, est souvent payé avec le sang des mineurs de l'Amérique du Sud, ou d'autres prolétaires du tiers-monde.

Pierre, l'organisateur de ces fêtes, victime fascinée d'un monde qui la drogue de coups de carats et de titres, introduit Philippe (l'auteur) au cœur même de la dolce vite internationale. Philippe qui préfère l'amour sous les oliviers des îles grecques, contemple ces sirènes depuis le pont du Cygne noir, tel Ulysse attaché au mât de son navire. Il écoute leur chant, qui est celui d'un cygne qui dure et d'une vie qu'il ne partage pas, mais qui le fascine.

DIMITRI T. ANALIS.

★ LES ILLUSIONS DE LA MER, de Jean d'Ormesson, éd. Le livre de poche, 316 pages, 5,50 F.

● LE PRIX DARNAUD, fondé en 1967 pour couronner l'auteur d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages ayant servi la cause du rationalisme, de l'esprit critique et de la méthode scientifique, a été décerné pour 1977 à René Zazzo, professeur à l'université Paris-X, directeur du laboratoire de psychobiologie de l'enfant, pour l'ensemble de son œuvre.

● LE CENTRE D'INFORMATION ET DE COORDINATION DES REVUES DE POÉSIE vient de publier son bulletin numéro 24. Ce bulletin, très utile, regroupe la plupart des informations sur l'actualité poétique en France.

(Rédaction : Jacques Leys, chemin des Serres, 9678 Saint-Martin-du-Var. Ed. Jean-Michel Place, 12, rue Pierre-et-Marie-Curie, 75008 Paris.)

● POUR LA PREMIÈRE FOIS, le 20 janvier, sera remis, en marge du Festival du film fantastique d'Avoriaz, le Grand Prix de littérature fantastique. Le jury d'Avoriaz se compose de huit membres permanents qui élisent tous les ans deux lauréats d'honneur. Les membres permanents sont André Pieyre de Mandiargues, Louis Leprince-Ringuet, Louis Pauwels, Lionel Chouchon, Marcel Jullian, Paul Géminy, Régine Deforges, Robert Sabatier, et les invités d'honneur Claire Bretécher et Robert Baroin.

● LE FOU PARLE, revue d'art et d'humour, présente dans son numéro 4 une étude humoristique et poétique sur le souvenir romain : « Le Voyage Interdit » d'André-Louis Ronquier. En couverture de la revue, on trouve un dessin de Sini sur l'auton des goéches. (19, rue Cassette, 75006 Paris, 8 F.)

● RECTIFICATIF. — La présidente de l'association de la Bibliothèque catalane de Perpignan, a été élue au Congrès de culture catalane pour la Catalogne-Nord, et à souligner la participation de la Catalogne-Nord aux travaux du congrès dont les actes de clôture se sont tenus à la fin du mois de novembre 1977, à Barcelone (voir le Monde des livres du 3 décembre 1977). Elle souligne notamment plusieurs manifestations culturelles : les Six Heures de campo (des Six Heures de la chanson), l'Apic au monastère de San-Miquel-de-Cuix, ainsi que la visite itinérante du bibliobus Cultura en ruta (culture en route) à travers la région.

dans tous les kiosques

et les librairies des femmes

à Paris, Lyon et Marseille.



des femmes en mouvements

mensuel

janvier 78 n°1 6F

premier magazine écrit, fabriqué, réalisé, par des femmes.

70, rue des Saints-Pères 75007 Paris. Tél. 022.02.08.

هكذا من الأصل

**NOM :** \_\_\_\_\_

**ADRESSE :** \_\_\_\_\_

► Désire recevoir le volume **SADE/Cent Gravures.**

► Vous prie de trouver ci-joint la somme de **125 F** (chèque bancaire ou C.C.P. à l'ordre de Roger Borderie).

**DATE :** \_\_\_\_\_ **SIGNATURE :** \_\_\_\_\_



## histoire

## Cinquante - trois millions d'individus

## ● Trois enquêtes d'opinion.

Les Français sont cinquante-trois millions. On peut les répartir en neuf catégories socio-professionnelles, en vingt et une régions, en quatre tranches d'âges, en deux sexes, en tempéraments nerveux et sanguins, bilingues et apatrichiens. De cette variété de caractéristiques économiques, géographiques et mentales, l'atmosphère électroale devra tirer, au mois de mars de cette nouvelle année, comme en 1973, quatre ou cinq groupes parlementaires principaux. Ce processus de réduction est appelé par les politologues agrégation des groupes et des exigences politiques. Les élections sont pour les votants à la fois le moment d'un choix et celui de mille renoncements. Ils décident du principal, taisant leurs différences secondaires. Les enquêtes d'opinion, au contraire, s'efforcent de restituer la complexité initiale des goûts, des attitudes et des aspirations des Français. Elles permettent, parfois, de ne pas céder à ce que Marx appelait l'illusion du politique.

Trois livres récemment publiés s'efforcent de dépasser la segmentation politique classique des Français, de les laisser exprimer autre chose qu'un choix idéologique. Avec des succès divers.

## Une image rassurante

Toutes les enquêtes ne sont pas des sondages. Une autre idée des Français, de Maurice Dailly, s'appuie surtout sur les « tables rondes » organisées de 1975 à 1977 par les caisses d'épargne et de prévoyance. Il ressort de cette « auscultation », qui voudrait bien dépasser le jargonisme des statistiques, une image rassurante, tranquille, provinciale, familiale, travailleur et équilibrée, pour tout dire un peu simple, des brétiers d'Astérix. L'auteur avoue, dans une introduction et une conclusion militantes, avoir l'intention de faire parler une majorité silencieuse. C'est une partie de la vérité. Les Français, comme la plupart des peu-

ples, sont, dans l'ensemble, des gens raisonnables. Mais le problème de l'année 1978 est justement celui d'une situation qui leur semble déraisonnable. Comment la raison réagit-elle à la déraison ? Raisonnablement ? Déraisonnablement ?

Avec les *Styles de vie des Français*, 78-98, de Bernard Cathelat, est offerte une autre tentative de débordement des sondages. Il s'agit de reconstituer, à partir des questionnaires classiques, une « typologie » des styles de vie français.

## Echelle de sensibilité

Cette typologie, telle une boule de cristal, nous permettrait d'observer le futur social jusque vers 1993. Les publicitaires et les spécialistes du marketing connaissent souvent merveilleusement, par l'analyse de la consommation, l'évolution culturelle de la France. Mais pourquoi donc a-t-il fallu que Bernard Cathelat éprouve un irrésistible besoin de jargonner, d'allier des concepts, sociostyles et sociostuctures, « flux culturels (qui) sont des tendances macro-sociologiques lourdes, des courants dynamiques modifiant en nature, en structure et en intensité, le système des valeurs de l'ensemble de la culture ». Pourquoi cette agresse de diagrammes imprécis, probablement dérivés de « analyses factorielles » mal définies, dont l'une place le Monde à égale distance entre lui et le Nouvel Observateur sur une échelle de sensibilité ? En fait, il faut tant pour aboutir à la conclusion que les Français hésitent entre le repli et l'aventure ? C'est dommage, les sociologues auraient beaucoup à apprendre des données recueillies par les publicitaires.

La Parole aux Français, de Roland Muraz, ne cherche pas à dépasser, méthodologiquement, les sondages. C'est un document brut, l'ensemble des réponses de 142 834 sondés à 294 questions posées entre 1972 et 1977 : sur l'amour, la mort, l'éducation, la politique, l'écologie, la télévision. Chacun peut chercher ce qui l'intéresse dans cette information foisonnante et inorganisée. Moins ambitieux que les précédents, ce recueil apporte probablement davantage. Un résultat est particulièrement frappant et important : les Français sont déjà profondément écologistes : 46 % contre 45 % d'entre eux sont prêts à payer plus cher certains produits si ceux-ci sont fabriqués de façon polluante. Pourtant, ces trois ouvrages retardent déjà sur l'évolution des mentalités. Aucun ne s'interroge réellement sur les consé-

quences psychologiques et morales à long terme du chômage. Aucun ne reflète avec exactitude l'extraordinaire climat de pessimisme qui descend sur la France, sur les deux France.

EMMANUEL TODD.

★ UNE AUTRE IDÉE DES FRANÇAIS, Maurice Dailly, Albin Michel, 158 p., 25 F.

★ LES STYLES DE VIE DES FRANÇAIS 78-98, Bernard Cathelat, Stanké, 308 p., 48 F.

★ LA PAROLE AUX FRANÇAIS, CINQ ANS DE SONDAGES, Roland Muraz, Dunod, 270 p., 49 F.



★ Dessin de Plantu.

## Les nouveaux Gaulois

Les Gaulois collectionnaient les têtes coupées de leurs ennemis, ils pratiquaient d'effroyables sacrifices humains. Les auteurs militaires romains, notamment, César en personne, n'ont pas exagéré en décrivant les mœurs de nos barbares ancêtres. Dans son dernier livre, la *Somme pré-romaine* et romaine, M. Roger Agache tente de faire une synthèse des recherches archéologiques (fouilles et prospection photographique aérienne systématique) et des textes anciens pour aboutir à un récit coloré et plein de détails sur la vie de tous les jours des Gaulois avant et après la conquête du pays par l'envahisseur latin.

Bassin de la Somme, abords de l'Artois, Beauvais et Vermandois : l'auteur nous entraîne dans l'histoire d'une colonisation réussie. L'*Aedificium* gaulois aux enclos curvilignes précède le « ville » gauloise, à l'architecture géométrique, l'enclos des bâtiments de ferme entourés de murs encore posés, de nos jours sur le plateau picard. L'égrotisme latin, « élite transplacée dans le nord de la Gaule », se fait de travail, de terre et son mode de vie. Et l'indigène s'est d'autant plus laissé prendre à cette civilisation importée qu'il était sans doute flatté par la construction de grands ensembles monumentaux, temples, thermes, théâtres, édifiés en pleine campagne et qui devenaient des emplacements de centres urbains ayant sans doute plus d'attrait pour le Gaulois moyen que la hutte traditionnelle dont parlent nos livres d'histoire.

C'est là que l'étude de Roger Agache devient encore plus passionnante. Elle décrit l'effondrement d'une civilisation, où il y a des avertissements à recueillir. L'occupant épuise systématiquement les richesses naturelles, il pratique une culture intensive qui aboutit à une rupture écologique. Des problèmes de main-d'œuvre se posent et la crise économique survient après une prospérité éphémère. Lorsque les barbares venus de l'est envahissent cette région auréolée, bien des terres sont déjà abandonnées. A Rome, les intellectuels du Bas-Empire se posent des questions sur la pérennité de « la » civilisation latine que les conquérants de l'époque cherchent un exemple de vie saine dans cette Gaule que leurs ancêtres ont conquise. Ne portent-ils pas ostensiblement la cucule, vêtement du paysan gaulois, symbole en quelque sorte, au milieu d'une Rome décadente, d'une vie simple et tournée vers les éléments naturels.

MICHEL CURIE.

★ La Somme pré-romaine et romaine » se présente sous la forme d'un volume relié pleine toile, sous jaquette illustrée. Cinq cents pages, 270 photos, 40 figures regroupant de nombreux plans et deux cartes. Prix : 149 F + 15 F de port. Les chèques, libellés au nom de la Société des antiquaires de Picardie, doivent être adressés à M. Roger Agache, 20, rue des Capucines, 93100 Abbévillers.

## COMMENT EST NÉ LE LYCÉE DE FILLES

## ● Sexisme et éducation.

« QUAND les écoles que l'on projette nous auront tourné plusieurs générations de femmes athlètes et révolutionnaires, la République n'en sera pas plus sage, mola, en revanche, l'ordre social en sera terriblement ébranlé », écrit le Monde. Un autre Monde, celui du 22 novembre 1880. Baroud d'honneur : le loi Camille Sée sur l'enseignement secondaire des filles sera votée le 21 décembre.

En ce temps, une étudiante d'école une « mimi-pinson », une petite femme - du quartier Latin. Ou alors un bas-bleu en passe de devenir bas-rouge.

La loi Camille Sée, la fondation des lycées et collèges et de l'école normale supérieure de Sèvres (1881), permettent l'ascension des filles des classes moyennes vers l'enseignement supérieur. Donc vers les professions qu'il ouvre.

Ce qu'étaient ces enseignantes, à quelles barrières sociales, intellectuelles, morales, elles se heurtaient, comment elles ont,

non sans mal, franchi les étapes, nous pouvons le présenter le savoir. Une thèse écrite avec une remarquable simplicité, en langage agréable et sans pédanterie, illustrée de tableaux clairs, nous offre le panorama de cette évolution. Françoise Meyer, maître de conférences à Lille, enregistre le changement d'attitude envers les femmes pendant près d'un siècle. L'angle d'approche est excellent : dit-nous comment tu échoues les filles, le le dire quelle société tu veux.

Egallité ? En apparence seulement, et pas trop. Quels retards dans la réglementation des droits des professeurs féminins, et quelle incohérence ! En 1911, un professeur femme malade doit rétribuer sa suppléante sur ses propres deniers !

Ces dames sont priées d'avoir de la « tenue » : pas de cheveux dénoués, comme au lycée de Tournon. Dans les grands établissements parisiens, on réclame de la « distinction ».

Vers les années 20, le pacifisme ou la fondation d'une « université populaire » valaient un rapport qui ne favorisait ni l'avancement ni même

le succès d'Astérix et du Mal français démontre que ces stéréotypes nationaux tiennent bon. Le côté rose de la légende insistait sur la Belle Époque. Le french-cancan, l'aisette, la décontraction sexuelle et le radical-socialisme contrastent avec l'austérité protestante du nord de l'Europe à la fin du siècle dernier. La légende noire dénonce les affrontements politiques, sociaux et religieux qui jalonnent l'histoire du dix-neuvième et du vingtième siècle français. Ces conflits sont pourtant interprétés en termes de rationalité économique ou idéologique : reconnaître leur existence n'implique pas l'abandon de notre caractéristique numéro 1, la logique, parfois appelée « cartésianisme ».

Théodore Zeldin, doyen du St. Anthony's College d'Oxford, vient de détruire, en deux mille pages en anglais, ces visions complémentaires et conventionnelles de notre histoire. On hésite à commenter rapidement l'un des livres les plus importants et les plus complexes jamais écrits sur la civilisation française. *France 1848-1945*, section indépendante de l'*Oxford history of modern Europe*, est un ouvrage inclassable, rappelant seulement par son ampleur et sa densité les grandes synthèses de Fernand Braudel. Il s'agit d'histoire sociale, et totale, traitant à peu près tous les aspects de la vie des Français : nature des groupes économiques et sociaux, habitudes et transformations familiales, sentimentales et sexuelles, éducatives et politiques, intellectuelles et esthétiques. Les thèmes traités en détail vont des eaux minérales à la criminalité de l'hypochondrie au système militaire. Mille anecdotes et portraits rendent ce parcours plus que distrayant. La date limite de 1945 est assez formelle puisque Zeldin ne s'interdit pas l'usage rétrospectif de sondages d'opinion effectués durant les années 50 et 60. Les sous-titres des deux volumes successifs — I. *Ambition, amour et politique*, II. *Intellect, goût et anxiété* — indiquent que l'angle d'attaque est psychologique. Les pressions contradictoires exercées sur les individus par une société en voie de modernisation sont au cœur de l'analyse.

## Une société inconsciente

Vus d'Angleterre, les Français ne sont ni légers ni décontractés. Les cents ans de leur histoire comprise entre 1848 et 1945 ne furent pas uniquement consacrés à la discussion politique et à la création artistique. Ce siècle fut plutôt dominé, selon Zeldin, par l'esprit de compétition et l'anxiété. L'adoption des grands principes de 1789 n'a pas ouvert la voie à l'égalité mais à l'obscureté de la mobilité sociale. Le développement de la folie et de l'hypochondrie sous le Second Empire et la III<sup>e</sup> République, mesure la montée de cette tension psychologique. L'inquiétude qui accompagne les progrès de l'individualisme laïque et républicain est, au fond, assez proche du malaise protestant, accou-

cheur d'un autre individualisme. Les intellectuels de cette France-là, angoissée plutôt que catholique, sont fascinés par la culture allemande depuis le milieu du dix-neuvième siècle.

Les grands débats politiques et religieux de notre histoire contemporaine sont empreints, pour nos voisins d'outre-Manche, d'une certaine obscurité. La propension à la division en deux blocs idéologiques de notre société diversifiée, fragmentée, cellulaire, laisse rêveurs les Britanniques, qui savent d'expérience ce qu'est une société bipolaire, séparant clairement classes dirigeantes et laborieuses. En France, la coupure idéologique représente peut-être un effort d'organisation, de structuration, de sécurisation. Elle serait moins le reflet d'intérêts divergents qu'une façon pour les individus d'échapper à leur isolement et à leur anxiété. Le rôle des intellectuels français — catégorie exceptionnelle en Europe par son importance — serait alors, non d'expliquer le réel, mais de le simplifier, de le forcer à l'intelligibilité en créant des mythes. La France est-elle une société inconsciente, de son unité comme de sa parcellisation ?

Zeldin glisse subtilement de l'inconscient de la société à celui des individus. Les Français refoulent leurs émotions et sentiments d'une manière originale. Ce refoulement n'a jamais pris chez eux les formes virulentes du puritanisme protestant. Il est caractérisé par le culte de l'intellect et de la rationalité plus que par l'exclusion de la sexualité.

Ce livre est peut-être, tout simplement, une psychanalyse de la France de 1848 à 1945, où Zeldin voit l'histoire d'une enfance. La longueur et les détours de son cheminement sont ceux de toute exploration analytique. Où en est cette nation, en 1978 ? Après trente ans de croissance économique, nous sommes adultes, bien sûr... — E.T.

★ THEODORE ZELDIN, France 1848-1945, Oxford, at the Clarendon Press. Volume I : *Ambition, love and politics*, 823 pages, 1974, 2 livres (2). Volume II : *Intellect, taste and anxiety*, 1 232 pages, 1977, 15 livres (2). En vente à la Librairie Galimard, 224, rue de Rivoli, Paris.

## UNE ÉDITION FRANÇAISE

L'IMPORTANT ouvrage de Théodore Zeldin France 1848-1945 va être prochainement traduit en français par les soins d'une jeune maison d'édition, Recherches. L'édition française, sous le titre de *Histoire des passions françaises 1848-1945*, comportera cinq volumes contre deux dans l'édition anglaise, pour un nombre de pages équivalent. Les deux premiers volumes paraîtront en mars 1978. On peut souscrire dès maintenant au prix de 300 francs pour les cinq tomes, au lieu de 370 francs.

RECHERCHES, 45, rue Dalmat, 94120 Fontenay-sous-Bois. C.C.P. 15-25-75 Paris.

Un livre d'art pas comme les autres : Un des chefs-d'œuvre de la peinture mondiale, le triptyque de :

Jérôme BOSCH LE JARDIN DES DELICES reproduit GRANDEUR NATURE

avec ses vraies couleurs en 56 doubles planches et un texte passionnant de J.-P. JOUFFROY.

Editeurs Hier et Demain chez votre librairie.

## PRIX MÉDICIS ÉTRANGER HECTOR BIANCIOTTI

## Le traité des saisons

"Le seul héritier légitime du grand Borgès".

Françoise Wagnier - Le Monde.

"Et bien ce livre est, avec un bonheur rare, la musique, l'algèbre et le poème de la mémoire".

Jean-François Josselin - Magazine Littéraire

GALLIMARD

هكذا من الأصل

638-00-01.





# RADIO-TÉLÉVISION

VU

## KATYN

C'est quand même incroyable, cette affaire de Katyn. Comment se fait-il que, trente-sept ans plus tard, on puisse encore poser la question de savoir qui, des Russes ou des Allemands, est coupable du massacre de plusieurs milliers d'officiers polonais dans une forêt des environs de Smolensk en avril 1940 ?

Seule, en l'occurrence, la date du crime peut désigner le coupable. L'arme, elle — chacun de ces hommes a été abattu d'une balle allemande tirée à bout portant dans la nuque et ressortie par le front, — ou, l'arme ne prouve rien. Ces munitions avaient été vendues en très grand nombre aux pays belligères avant la guerre et auraient pu être utilisées aussi bien d'un côté que de l'autre.

« Alors ? » s'exclame Alain Decaux en nous rappelant, mercredi soir sur Antenne 2, la peur qu'on ait eu ces exterminations en masse. L'émotion du gouvernement polonais en exil après la découverte de la fosse, la rupture avec Moscou, des bruits, des on-dit, une colère de Staline, une lettre de Gorbachev, la réponse embarrassée de tel notable soviétique à qui l'on demandait ce qu'il savait de ces crimes ? A qui pouvait-on les livrer ? Et qui — ce n'est pas Staline apparemment — les a ordonnés ?

CLAUDE SARRAUTE

### TRIBUNES ET DÉBATS

VENDREDI 6 JANVIER

— M. Michel Jobert, président et fondateur du Mouvement des démocrates, est interrogé sur Europe 1, à 8 h 30.

— Le magazine « Panorama », sur France-Culture à 12 h 45.

est consacré au Centre Georges-Pompidou, avec la participation de MM. Robert Boudin, ancien président de l'établissement, et Jean Baudrillard, sociologue.

— Le magazine « R.M.C. Choc », à 20 h 30.

— Le magazine « La France », avec M. Jacques Delors, conseiller économique du F.S., sur R.M.C., à 19 h 20.

### JEUDI 5 JANVIER

#### CHAÎNE I : TF 1

18 h 30, L'île aux enfants ; 19 h 55, Animaux ; 20 h 30, L'île aux enfants ; 20 h 55, L'île aux enfants ; 21 h 30, L'île aux enfants ; 21 h 55, L'île aux enfants ; 22 h 30, L'île aux enfants ; 23 h 10, Journal.

#### CHAÎNE II : A 2

19 h 20, Émissions régionales ; 19 h 45, Jeu ; 20 h 30, Journal ; 20 h 55, Série : Banlieue sud-est, d'après R. Fallet, réal. G. Grangier ; 22 h 30, Série documentaire : Légendaires, de Ph. Allouf, P. Dumayet et P. Pesnot (Le Morfondard, réalisation M. Touladze).

#### CHAÎNE III : FR 3

19 h 5, Émissions régionales ; 19 h 40, Tribune libre ; 20 h 30, Journal.

20 h 30, FILM (un film, un auteur) : L'HOMME DES HAUTES PLAINES, de C. Eastwood (1973), avec C. Eastwood, V. Bloom, M. Hill, M. Ryan, S. Gierach.

22 h 15, Journal.

22 h 30, Un événement (l'année de l'Europe et de la mer : portrait d'une ville d'Avignon).

#### FRANCE-CULTURE

20 h 30, Trentième anniversaire de la mort de Georges Bernanos : « Sous le soleil de Satou » et « Histoire de Monsieur de Chambrier », L'Exemple de H. Poirier, G. France, V. Billeloux, réal. G. Godebert ; 22 h 30, Noëls magiques : New-York-Moyse Agé.

#### FRANCE-MUSIQUE

19 h 30, Jazz time ; 19 h 45, Un petit train de plaisir ; 20 h 30, Musique de chambre : L'Exemple de H. Poirier, G. France, V. Billeloux, réal. G. Godebert ; 22 h 30, Noëls magiques : New-York-Moyse Agé.

### VENDREDI 6 JANVIER

#### CHAÎNE I : TF 1

13 h, Journal ; 13 h 35, Émission régionale ; 18 h, A la bonne heure ; 18 h 25, Pour les petits ; 18 h 30, L'île aux enfants ; 19 h 55, Animaux ; 20 h 30, L'île aux enfants ; 20 h 55, L'île aux enfants ; 21 h 30, L'île aux enfants ; 21 h 55, L'île aux enfants ; 22 h 30, L'île aux enfants ; 23 h 10, Journal.

#### CHAÎNE II : A 2

15 h 55, Aujourd'hui magazine ; 17 h 55, Fenêtre sur... ; 18 h 25, Dorothée et ses amis ; 18 h 40, C'est la vie ; 18 h 55, Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h 40, Jeu ; 20 h, Journal ; 20 h 30, Série : Les folles Offenbach (la Grande Duchesse), réal. M. Boissard ; 21 h 35, Littéraire : Apostrophes, de B. Pivot.

22 h 45, Journal.

22 h 50, FILM (Ciné-club) : JE VOUS AI TOUJOURS AIMÉ, de F. Borzage (1946), avec

Ph. Dorn, C. McLeod, W. Carter, M. Ouspenskaya, F. Bressart (V.O. scénariste N.).

#### CHAÎNE III : FR 3

18 h 35, Pour les jeunes ; 19 h 5, Émissions régionales ; 19 h 40, Tribune libre ; 20 h, L'Exemple de H. Poirier, G. France, V. Billeloux, réal. G. Godebert ; 22 h 30, Noëls magiques : New-York-Moyse Agé.

#### FRANCE-CULTURE

20 h 30, Récit d'Alfred Jarry, avec François Chénier, Michel Arrivé, Thierry Foulé, Jean-Jacques Brocchi, textes lus par F. Chénier, J. Foulé et J. Brocchi ; 21 h 30, Musique de chambre : Haydn, Schoenberg, Kurt Weill, Debussy ; 22 h 30, Noëls magiques : New-York-Moyse Agé, par F. Dupont.

#### FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Cycle d'œuvres franco-allemandes aux Chorégies d'Orange 1977. Orchestre national de France et Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, sous la direction de M. Charles Münch ; 22 h 30, Noëls magiques : New-York-Moyse Agé, par F. Dupont.



**CREDIT GRATUIT**

12 mois sur tous les appareils SINGER

Pour un achat minimum de 1000 F. Offre valable jusqu'au 1<sup>er</sup> Avril 1978.

**SINGER**

l'Ami sincère

## Nomination de directeurs généraux

### Antenne 2 :

M. Xavier Larère.

● M. Xavier Larère, nouveau président de la deuxième chaîne, s'apprête à recevoir les anciens collaborateurs de M. Marcel Julien, on apprend que M. Xavier Larère est maintenant pour trois ans dans ses fonctions de directeur général d'Antenne 2, poste qu'il occupait depuis janvier 1977.

Ami et conseiller de l'ancien président, M. Jacques Chancel, demeure, quant à lui, producteur du « Grand Échiquier », émission mensuelle, dont la prochaine édition sera, à la fois du mois, consacrée au violoniste de jazz Stéphane Grappelli.

### FR 3 : M. Claude Lemoine.

● M. Claude Lemoine, directeur des régions à FR 3 depuis 1975, est nommé directeur général de cette société, dont le président est M. Claude Contamine, récemment reconduit dans ses fonctions. La création de ce poste fait de M. Claude Lemoine le numéro 2 de la troisième chaîne et traduit la volonté d'accroître le développement régional de FR 3.

Le 21 avril 1977 à Paris (Somme), M. Claude Lemoine est licencié, sa lettre, Journaliste à l'action autonome, secrétaire de rédaction de la Société générale de presse (1963), il entre au cabinet du ministre de l'Information (1964-1965), avant de devenir conseiller technique au cabinet de M. de Bresson, directeur général de l'O.R.T.F. (1969-1972), puis adjoint au directeur de la région des régions régionales, il devient, lors de l'établissement de l'O.R.T.F., directeur à FR 3 chargé des régions.

M. Claude Lemoine est, par ailleurs, collaborateur du Monde, où il tient la rubrique des échecs.

Pour sa part, M. Bertrand Cousin, qui était directeur du cabinet de M. Contamine, est nommé

secrétaire général. M. René Han restait directeur délégué aux stations d'outre-mer et M. Noël Sanvitt directeur administratif et financier. M. Maurice Cazeuve, directeur chargé du programme national de FR 3 depuis janvier 1975, qui redevient réalisateur de télévision.

[Né en 1941, ancien élève de l'ENSA, maître des requêtes au Conseil d'État depuis 1976, M. Bertrand Cousin fut chargé de mission auprès du commandant en chef de l'Armée de l'air, rapporteur près le conseil de discipline budgétaire et financière (1975), secrétaire général du haut comité de la jeunesse, des sports et des loisirs (1974), avant d'être à FR 3 comme directeur du cabinet de M. Contamine.]

### Radio-France :

M. Gabriel de Broglie.

● M. Gabriel de Broglie, qui était directeur de Radio-France, est nommé directeur général. Sont confirmés d'autre part dans leurs fonctions : M. Jean Leffevre, directeur de l'Information ; Pierre Wlehn, directeur de France-Inter ; Yves Jaugu, directeur de France-Culture ; Pierre Voziniski, directeur des programmes et services musicaux ; M. Albert Ayraud, directeur de Radio-France Internationale.

[Né le 21 avril 1931 à Versailles, ancien élève de l'ENSA, maître des requêtes au Conseil d'État depuis 1967, M. Gabriel de Broglie a appartenu aux cabinets de MM. Jean-Marcel Jeanneney, ministre des affaires sociales (1968-1969) ; Maurice Schumann, ministre des affaires sociales (1969) ; Maurice Couve de Murville, premier ministre (1969-1969) ; René Monod, ministre des affaires culturelles (1970), avant d'être à Radio-France, où il a été directeur des affaires juridiques (1971), secrétaire général pour l'administration (1972) et directeur général adjoint (1973). Il était directeur de Radio-France depuis 1975.]

### T.D.F. : M. Maurice Rémy.

● Le conseil des ministres a confirmé mercredi 4 janvier la reconduction de M. Jean Autin dans ses fonctions de président de la T.D.F. (M. Autin avait été renouvelé le 15 décembre — le Monde du 17 décembre — dans son mandat d'administrateur) et annoncé son maintien à la tête de la T.D.F. dans ses fonctions de directeur général.

## SPORTS

### AUTOMOBILISME

### APRÈS SIX ANNÉES D'INTERRUPTION Citroën revient à la compétition

Citroën revient à la compétition officielle, après six années d'interruption. Le programme établi prévoit une participation dans quatre épreuves — Portugal, Grèce, Sénégal, plus un rallye à choisir — avec l'engagement de deux voitures officielles conduites à Wagram et Luc, sous la direction de Mme Marthe Cotton. « Il s'agit d'un redémarrage », a précisé M. Jacques Wolgensinger, directeur des relations extérieures de la firme, et nous sommes assez lucides, après six années d'interruption, pour limiter nos ambitions.

Si les objectifs sont modestes à court terme, le développement de la compétition automobile sur la motorisation, principal point faible actuel en regard à la puissance insuffisante des moteurs, devrait assez vite permettre à Citroën d'avoir un bon comportement dans les courses sur piste, où la tenue de route et la robustesse des voitures sont des qualités prépondérantes.

### La recherche de partenaires

Outre sa participation officielle, Citroën recherche aussi des partenaires capables de lui proposer un programme original. C'est ainsi qu'un accord a été passé avec une équipe privée, dirigée par M. Bob Neyret, qui prendra part au prochain rallye de Monte-Carlo avec trois équipages féminins sur des CX diesel. On ne saurait en effet nier : sortir des sentiers battus.

Les objectifs avoués par Citroën pour son retour à la compétition correspondent au mouvement à une longue tradition. De la croisière noire à la croisière jaune en passant par les récents parcs des grands raids — Londres-Sydney, Londres-Mexico — le constructeur français a toujours été intéressé par ce genre d'épreuves qui se déroulent sur des terrains difficiles. Même si le palmarès de la firme a comporté, de 1959 à 1965, des succès dans des courses plus tra-

## CARNET

### Naissances

— Le docteur et Mme Claude Santusan et Eve sont heureux de faire part de la naissance de Constance, le 29 décembre 1977, 48, rue Fessier, 75017 Paris. Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le docteur et Mme Patrick Guesnon, ainsi qu'Emmanuel, sont heureux de faire part de la naissance de Caroline, le 3 janvier 1978, 3, rue Neuve-Saint-Germain, 82 Boulogne.

### Fiançailles

— On nous prie d'annoncer les fiançailles de Mlle Barbara le Roy-Liberge, fille de M. Fernand le Roy-Liberge, décédé, et de Mme, née Colette Morle, avec M. François Forme-Bercharat, fils de M. Jean-Louis Forme-Bercharat et de Mme, née Mathilde Soula de Marail, 11, rue Visconti, 75008 Paris.

— On nous prie d'annoncer les fiançailles de Mlle Barbara Triboulet, fille du ministre et de Mme Raymond Triboulet, avec Jérôme Durand-Smet, fils de Joseph Durand-Smet, décédé, et de Mme Joseph Durand-Smet.

### Mariages

— Florence Carminac et Hervé Desse sont heureux de faire part de leur mariage, célébré dans l'intimité familiale en l'église de Louvois (Marne), le jeudi 22 décembre 1977, rue Basile, Elron, 11, rue Antoine-Sus, Elron.

— Anne-Marie Dion et Alain Lercher ont le plaisir de faire part de leur mariage, célébré à Paris, le 4 janvier 1978.

### Décès

— Les obsèques de M. Maurice BOITEL, avocat honoraire, directeur au chef du « Droit ouvrier », organ de la C.G.T., auront lieu le vendredi 6 janvier 1978 en province.

Une garde d'honneur aura lieu dans la chapelle de la Fédération des cheminots, 19, rue Pierre-Semard, Paris (6<sup>e</sup>).

Un hommage public lui sera rendu à 10 h 30, par le bâtonnier Bernard Lasserre, au barreau de Paris, par M. Louis Baillet, au nom du comité central du parti communiste français, et Marcel Collin, au nom du bureau confédéral de la C.G.T.

— Mme Micheline Garand, née Coya, et son époux, M. et Mme Pascal Pallet, Mlle Françoise Autier, Mme veuve Edmond Barlier, M. et Mme Georges Marr, Mme Simone Gail, Les familles Coya, Marx, Manin, Barlier.

— Mme veuve Francis COYE, née Germaine Barlier, survenue paisiblement le 30 décembre 1977 dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques auront lieu le vendredi 6 janvier 1978, à 8 heures, au cimetière du Père-Lachaise, boulevard Charles-Livon, 13007 Mar-saillat, avant l'indication qui aura lieu au cimetière Saint-Pierre.

— « Mmes mortes dans un grand feu, on ne sera pas brûlé ; même si l'on est à la dérive dans l'océan, on pourra parvenir à son endroit moins profond. »

M. Pascal Pallet, 15, rue Bravel, 13005 Marseille.

— On nous prie d'annoncer le décès de Mme veuve Rite DALLOZ, née Marie Guesney, survenue le 28 décembre, à Lyon, dans sa quatre-vingt-septième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité le 31 décembre.

De la part de : M. et Mme Jean Dalloz, M. et Mme Falsan, ses enfants.

M. et Mme Jean-Pierre Claret, M. et Mme Agnès Falsan, M. et Mme Maurice Falsan, Mlle Marie Falsan, M. et Mme Patrick Jumeau, M. et Mme Marcel Roux, ses petits-enfants.

Et ses arrière-petits-enfants. Ainsi que de toute sa famille.

— Mme Alexandre Delapierre, ses enfants et petits-enfants, M. et Mme Joseph Delapierre, leurs enfants et petits-enfants, Et toute la famille.

— M. Alexandre ORLAPPIERRE, chevalier de la Légion d'honneur, ancien élève de l'école polytechnique, ingénieur en chef des fabrications d'armement en retraite.

président d'honneur de SOFREL, survenue à son domicile 140, avenue de Suffren, à l'âge de soixante-huit ans.

Ses obsèques ont eu lieu en l'église Saint-François-Xavier, le 29 décembre 1977.

— Mme Michèle Gohier-Fouchard et ses enfants ont le plaisir de faire part du décès de Georges FOUCARD, survenue le 3 janvier 1978, à l'âge de quarante-huit ans.

Les obsèques ont eu lieu au cimetière de Boulogne, le 5 janvier 1978, à 11 heures.

— Mme Jean Gallois, Mme Gérard Gallois et ses fils, Mlle Bernadette Gallois, M. et Mme Jean-Noël Gallois et leurs fils, Mlle Claude Gallois, M. et Mme Yves Gallois et leur fils, M. et Mme Olivier Gallois, ont le plaisir de faire part du décès de M. Jean GALLOIS, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918.

survenue le 28 décembre 1977. La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse, a été célébrée dans l'intimité familiale le 30 décembre 1977.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Dans l'avis de décès de Mme André LABAT, née Blanche Aviat, paru dans notre numéro du 5 janvier, il a été omis l'adresse. Il fallait lire : 3, boulevard Emile-Augier, Paris (19<sup>e</sup>).

**à partir du 6 janvier 78**

**SOLDES exceptionnels**

démarque réelle de 20 à 50% dans tous les rayons

**cristal - orfèvrerie - porcelaine**

**petits meubles - lampes - etc...**

**le pavillon d'antin**

25, boulevard Haussmann

75009 - Tél. 770.83.97

**SAINT LAURENT**

rive gauche

hommes

**SOLDES 50 %**

12, Place Saint-Sulpice PARIS 6<sup>e</sup>

46, Avenue Victor-Hugo PARIS 16<sup>e</sup>

38, Faubourg Saint-Honoré PARIS 8<sup>e</sup>

**CARNET**

**BILAN MADELI**

pour ceux qui savent

مكتبة من الأصل



	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,18
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,22
AUTOMOBILES	30,00	34,22
AGENDA	30,00	34,22
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

## ANNONCES CLASSEES

	Le m/m col.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOI	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOI	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux

Le P.D.G. d'une société en développement  
RÉGION ALSACE  
ARTICLES DE MÉNAGE  
MÉTALLIQUES ET PLASTIQUES  
300 personnes - C.A. 40-M. F.  
recherche son

**Directeur Général**

- chargé de :
- mettre en œuvre le plan de réorganisation et de redressement de l'entreprise;
  - prendre en main directement l'Unité de Production;
  - assurer une coordination efficace entre les différentes fonctions : Commercial, Production, Finances;
  - 35 ans minimum - Formation supérieure. Expérience de 5 à 6 années dans une fonction similaire;
  - Rémunération élevée;
  - Intéressement sous forme de prise de capital envisageable;
  - Logement assuré.

Envoyer C.V., photo et prétentions à  
**OURUMOFF et ASSOCIÉS**  
21, rue de la Source - 75016 Paris

**AIRWELL**

Dans le cadre de l'extension de son unité de fabrication Electro-mécanique, 100 kilomètres à l'Ouest de PARIS  
Projet, pour assurer le démarrage et la responsabilité d'une importante installation de peinture, un emploi

**D'AGENT DE MATRISE**

Ce poste conviendrait à un homme jeune, de bonne formation de base, ayant le goût de l'animation de personnel et une expérience technique de fabrication, qui sera adaptée par une formation spécialisée.

Adresser C.V. + photo, Service du Personnel, route de Vernueil - 27570 VILLERS-SUR-AYE. Téléphone (21) 32-50-14.

**LA DIRECTION REGIONALE DES TELECOMMUNICATIONS DU LANGUEDOC ROUSSILLON**

374, Allée Henri IV de Montmorency 34035 MONTPELLIER

recherche  
**1 INSPECTEUR SPECIALITE «GENIE CIVIL»**  
pour études, réalisations techniques, et organisation

**RECRUTEMENT SUR TITRES RESERVE AUX DIPLOMES D'ECOLE D'INGENIEURS**

ou titulaires :  
- d'une maîtrise d'informatique ou de Télécommunication  
- de certains diplômes d'études supérieures commerciales

**PARTICIPATION**  
sous condition admise pour les candidats susceptibles d'obtenir leur titre ou diplôme à la fin de l'année scolaire 1977-1978

**ADRESSER VOTRE CANDIDATURE AVANT LE 31 JANVIER 1978**  
Renseignements et inscriptions dans les Directions Régionales des Télécommunications des Chefs-lieux de région

**IMPORTANT SOCIÉTÉ GRANDE VILLE DU SUD-OUEST**

**CHEF D'EQUIPE EXPLOITATION ORDINATEUR**

Trois à cinq ans d'expérience dans cette qualification sur Iris 80.

Disponible immédiatement. Nationalité française exigée.

Ecrire avec C.V. détaillé, prétentions et photo sous n° 41.594, CONTEXTE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra - 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

**POUR RENFORCER SON EQUIPE MARKETING IMPORTANT GROUPE EUROPEEN (100 KM EST PARIS)**

recherche  
**CHEF DE PRODUIT**  
Ayant l'expérience des produits de grande consommation.

**LE CANDIDAT SE VERRA CONFIER :**

- la gestion d'une ligne de produits leaders;
- la mise sur le marché de nouveaux produits.

Responsable du mix de sa gamme, il possèdera une bonne connaissance des études marketing et un sens du terrain.

Pratique du français souhaitée. Envoyer C.V. manuscrit et photo récente à : HAVAS 51106 BESIMIS, n° 7.330, qui transmettra.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIAIRES » de vouloir bien indiquer fidèlement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit de « Monde Publicité » ou d'une agence.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

DANS LE CADRE DU RECRUTEMENT SUR TITRES ORGANISE PAR L'ADMINISTRATION DES PTT LA DIRECTION DES AFFAIRES INDUSTRIELLES ET INTERNATIONALES recherche

**DIPLOMES D'ECOLE D'INGENIEURS et D'ECOLE SUPERIEURES de COMMERCE**

Age : 30 ans au plus  
Libérés des obligations militaires

**POSTES A POURVOIR :**

- 1) Ingénieur électronique ou informaticien, très bonne connaissance de l'anglais et d'une autre langue pour coordonner opérations coopération technique et promotion exportation industrie télécommunications (réf A)
- 2) Diplômé d'études commerciales (ESCP - HEC JF-DEA ou DESS Marketing de Grenoble II) ou Licence de Sciences économiques plus : ESCAE - ESSC Angers - EDHEC du Nord, IC Nancy, IEECS Strasbourg ISS - IEP de Paris (Section économique et financière) pour préparer et suivre l'implémentation des nouveaux services de télécommunications; connaissance méthodes de sondage et tests produits nouveaux souhaitée. (réf B)

Adresser avant le 31 Janvier 1978, C.V. détaillé et photo en précisant la réf du poste sous numéro 6368 à LTP 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris

**LEADER DANS LE DOMAINE DE LA PETITE MECANIQUE**

recherche  
**INGENIEUR**

**POUR SON DEPARTEMENT PRODUCTIVITE SA FONCTION :**

- Recherche des actions de productivité;
- Coordination et suivi des objectifs de productivité;

**SON PROFIL :**

- Ingénieur environ 30 ans;
- Expérience de problèmes de production et de méthode;
- Sens de l'animation;
- Capacité de l'analyse de la valeur appréciée.

Env. C.V. manuscrit, photo et présent. à 43.041, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, 75004 Paris Cedex 01.

offres premier emploi

**le CELSA**  
organise à l'attention des Jeunes sans emploi de 18 à 25 ans des stages de formation (loi du 5/7/77), en **LANGUE ANGLAISE**

option 2ème Langue possible

**Objectifs :**

- acquérir la maîtrise de la langue de la communication quotidienne;
- s'initier ou se perfectionner à la langue de l'entreprise

**Formation complétée par un stage à l'étranger de 4 semaines (voyage, hébergement, frais de scolarité pris en charge)**

**Conditions :**

- Niveau Bac ou Bac plus 2 ans
- Durée du stage : 7 mois
- Début du stage : 23 Janvier 1978
- Lieu : Neuilly sur Seine
- Stage rémunéré à 80% du SMIC

**Renseignements et inscriptions au CELSA 77 rue de Villiers 92523 Neuilly/Seine Tél : 747.60.26**

**cergie**

vous êtes disponible, vous avez une forte personnalité, une grande facilité d'adaptation et le goût des contacts humains.

Vous avez moins de 25 ans et un niv. bac + 2 ans d'ét. sup.

**REALISEZ VOS AMBITIONS faites une carrière commerciale**

**GROUPE ESSEC**  
vous permet, grâce à une formation supérieure pratique, spécialisée, de faire de vous celui que les entreprises recherchent pour ses spécialisations :

- Responsable d'unité de Distribution ;

- Vendeur, Négociateur de contrats ;

8 mois d'enseignement dont 2 mois de stage d'application en entreprise (assuré).

Rémunération : 90 % du SMIC. Début des cours : 16 janvier 78. Inscriptions dès ce jour, au : 285-41-77.

offres premier emploi

**Le Monde**

met chaque jour, à la disposition de ses lecteurs cette rubrique dans les pages d'annonces classées :

**OFFRES PREMIER EMPLOI**

offre de rassembler les propositions uniquement destinées aux jeunes à la recherche d'un premier emploi.

**CALCOMP S.A.**  
dans le cadre de l'expansion de ses activités en France, recherche pour son Siège à PARIS

1) pour sa division O.E.M. produits mémoires **INGENIEUR MAINTENANCE** Réf. M. 159

Support avant et après vente  
Expérience : disque - exigé - connaissance MINI MICROS

2) pour son département produits graphiques. **TECHNICIENS DE MAINTENANCE** Réf. G. 169

pour son service après-vente  
Expérience informatique - Niveau S.T.S.  
Anglais exigé - Formation assurée

Env. C.V. et prêt. en indiquant référence du poste à : CALCOMP, 43, rue de la Brèche-aux-Loeufs PARIS-12

Importante Société française d'électronique recherche

1) **2 INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX**

pour vente de systèmes informatiques, de matériels périphériques et de microprocesseurs. (Réf. 1259 et 1260)

2) **2 INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX**

pour vente de composants électroniques actifs (Réf. 1262 et 1264)

Ces postes, qui pourront conduire leurs titulaires à exercer rapidement des responsabilités importantes, seront confiés soit à des vendeurs ayant déjà une solide expérience commerciale de ce type de matériel, soit à des techniciens ayant acquis dans l'industrie une parfaite connaissance des produits concernés.

Postes situés en proche banlieue Sud-Ouest de Paris. Voiture fournie. Avantages sociaux. 15° mois.

Env. C.V. détaillé en précisant la référence du poste à N° 3334 PUBLICITES REUNIES 112, boul. Voltaire, 75011 Paris, qui transmettra.

Discretion absolue garantie  
Il sera répondu à toutes les candidatures

Société multinationale basée en France recherche

**analyste-programmeur**

pour restructurer service informatique existant et y incorporer de nouvelles méthodes.

Il devra posséder une grande expérience des ordinateurs DEC - PDP-11 et des systèmes RSX-11 ou IAS.

Connaissances COBOL et RPG II également demandées.

Envoyer C.V. et prétentions sous référence 3951 à **ORF** Organisation et Publicité 2, rue de Valenciennes 75001 PARIS

**INTERNATIONAL HARVESTER FRANCE**  
Avenue McCormick - 91130 RIS-ORANGIS

recherche  
**CHEF DE PROJET**

**FORMATION GRANDE ECOLE**

- Anglaise courant obligatoire.

- Solide expérience informatique.

- Bonnes connaissances des problèmes financiers.

Pour coordonner étude financière sur le plan européen

Adr. C.V., photo et prêt. au Directeur Informatique.

**SG2**

Société Générale de Service et de Gestion

recrute  
**PROGRAMMEURS et ANALYSTES-PROGRAMMEURS EXPERIMENTES**

Ecrire avec C.V. sous réf. P.H.T. 01/78

**SG2** 12, avenue Vion Whitcomb 75016 PARIS

**PUISSANT GROUPE INTERNATIONAL LEADER MONDIAL DANS UN DOMAINE DE TECHNICITE DE POINTE - RECHERCHE**

**JEUNE DIPLOME GRANDE ECOLE SCIENTIFIQUE OU COMMERCIALE**

sa mission :

- développement des carrières d'ingénieurs et techniciens hautement qualifiés d'une société de 1.000 personnes;
- élaboration et mise en œuvre de plan de formation;
- recrutement...

son expérience :

2 à 3 ans d'expérience acquise dans cabinet conseil forte renommée ou entreprise performante.

son avenir :

la réussite de cette première mission lui ouvrira de larges perspectives d'évolution et de diversification au sein du groupe.

Connaissance de l'anglais nécessaire.

**LIEU DE TRAVAIL : BANLIEUE SUD PARIS**  
Ecrire sous référence, PB 289 CM.

4, rue Massenet, 75016 Paris  
discretion absolue

**etap**

**IMPORTANT SOCIÉTÉ MACHINES-OUTILS région parisienne Nord**

recherche  
**CADRE TECHNICO-COMMERCE**

pour assister Direction Promotion à l'Exportation

● Ayant 3 ans min. d'expérience industrielle.

● Appréhendant les voyages et les contacts à tous niveaux.

● Anglais parlé et écrit indispensable.

● Disponible rapidement.

Ecrire avec C.V. photo et prétentions n° 42.330 CONTEXTE Publicité, 20, avenue Opéra, 75004 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

**Important Groupe industriel Région Sud de Paris RECHERCHE POUR DEPARTEMENT AVIATION**

**INGENIEUR ELECTRONICIEN**

● Quelques années d'expérience

● Connaissant équipement avion

● Appelé à prendre beaucoup d'initiatives

● Connaissances de l'anglais.

Adresser curr. vit. photo et prétentions n° 42.670 CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

**IMPORTANT GROUPE MULTINATIONAL recherche un**

**DOCTEUR VETERINAIRE ou INGENIEUR AGRONOME**

afin de lui confier, à l'échelon national, le poste de

**DIRECTEUR ADJOINT**

**DIVISION VETERINAIRE**

Ce rôle, essentiellement technico-commercial, exige une expérience marketing dans le domaine vétérinaire et la parfaite connaissance des productions animales françaises.

Les candidats qui ont exercé pendant au moins 5 ans une fonction similaire et possèdent bien la langue anglaise, sont invités à adresser leur candidature (lettre man. + CV dét., photo et prétentions) sous référence 14281 à SNPM - PA - 100 Avenue Charles de Gaulle - 92522 Neuilly Cédex, qui transmettra.

هكذا من الأصل



Le Monde

## économie

SELON LA SOFRES

## Une majorité de chefs d'entreprise estiment que le plan Barre a échoué

M. Raymond Barre, qui devait répondre jeudi 5 janvier aux questions de plusieurs centaines de chefs d'entreprise réunis à l'occasion du forum de l'expansion, aura peut-être quelques difficultés à les convaincre du bien-fondé de son action. C'est du moins ce qui ressort d'un sondage effectué entre le 21 novembre et le 9 décembre par la SOFRES auprès de deux mille patrons (1) : 50 % d'entre eux estiment que le plan Barre a été « plutôt un échec », 39 % seulement jugeant qu'il s'est « plutôt soldé par un succès ». L'action du premier ministre n'est estimée positive qu'en ce qui concerne le commerce extérieur (58 % d'avis favorables). Elle est en revanche jugée négative en ce qui concerne l'emploi (55 %), les prix (54 %), la croissance (53 %) et surtout les marges des entreprises (79 %).

Dès lors, on ne saurait s'étonner que les chefs d'entreprise soient moroses en ce début d'année. C'est ainsi que 40 % d'entre eux estiment que le résultat d'exploitation de leur firme s'est dégradé en 1977 (29 % jugeant qu'il s'est amélioré) et que 53 % considèrent leurs marges de commandes inférieures à la normale. Conséquence : 59 % n'ont

embouché définitivement aucun salarié depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1977. Pourtant, 60 % des chefs d'entreprise interrogés estiment peu probable une victoire de la gauche aux prochaines élections (contre 28 % en septembre 1976) et s'en félicitent. La mise en place d'un gouvernement de gauche déboucherait, selon eux, sur la nationalisation des banques et des grands groupes industriels, une forte augmentation de leurs charges, une profonde dépréciation du franc et une forte hausse des prix. Les perspectives offertes par un gouvernement socialiste homogène ne sont guère plus souriantes : seule différence, les chefs d'entreprise seraient ou peu moins tentés de réduire leurs investissements ou leurs effectifs. En revanche, 52 % d'entre eux estiment probable, dans cette hypothèse, une grève générale (contre 13 % seulement dans l'hypothèse d'un gouvernement social-démocrate) et 49 % des occupations d'usines (contre 29 %).

Souhaitée par les patrons, une victoire de la majorité d'aurait cependant pas sans problèmes. Les perspectives économiques seraient certes meilleures (hausse des prix comprise entre 6 et 10 %

selon les chefs d'entreprise interrogés, légère propension à augmenter les investissements et les effectifs), mais bon nombre de patrons sont convaincus que des concessions sociales devraient être faites. Ainsi 44 % d'entre eux (contre 42 %) pensent qu'une cinquième semaine de congés payés serait accordée : 46 % que le SMIC serait porté à 1 900 F ou 2 000 F, 39 % estiment même qu'il pourrait être supérieur à cette somme.

(1) Il faut noter que ce sondage a été effectué avant que soit connu le bon résultat enregistré sur les prix de détail en novembre, à un moment de tension à l'É.D.P.

## ÉNERGIE

Le gouvernement saoudien a récemment reçu un « plan technique et économique détaillé » de l'ARAMCO (consortium de quatre compagnies américaines exploitant l'essentiel des ressources pétrolières d'Arabie Saoudite) pour porter de 11,8 à 16 millions de barils par jour la capacité de production du royaume, annonce le 4 janvier, le bulletin The Middle East Reporter. Ce plan prévoit des investissements de l'ordre de 22 milliards de dollars d'ici la fin de 1980.

La société IRA-SPIE-CAPA, filiale iranienne du consortium de l'ARAMCO (consortium de quatre compagnies américaines exploitant l'essentiel des ressources pétrolières d'Arabie Saoudite) pour porter de 11,8 à 16 millions de barils par jour la capacité de production du royaume, annonce le 4 janvier, le bulletin The Middle East Reporter. Ce plan prévoit des investissements de l'ordre de 22 milliards de dollars d'ici la fin de 1980.

## LES PROFESSIONNELS DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS S'ATTENDENT A UN LÉGER MIEUX EN 1978

Pour la première fois depuis 1974, l'activité dans le secteur des travaux publics devrait enregistrer une légère progression en 1978 (+ 1,5 % en volume par rapport à 1977) tout en restant encore nettement inférieure par rapport à 1974 (+ 4,8 %). Indique la Fédération nationale des travaux publics (F.N.T.P.) dans son bulletin de fin d'année. Voici par secteur d'activité les prévisions pour 1978 de la F.N.T.P. avec entre parenthèses les dernières estimations de la profession pour 1977.

Travaux effectués pour le compte de l'État (+ 1,1 % en volume en 1977 et + 2,2 % en volume en 1978). En 1978, l'augmentation des crédits de paiement inscrits au budget (+ 4,4 %) et le retard dans l'utilisation de crédits (malgré la faiblesse des autorisations de programme) par une augmentation d'activité de 4,4 % en valeur et de 3,3 % en volume par rapport à 1977.

Secteur des collectivités locales (+ 2,8 % en volume en 1977). Avec la poursuite de l'encadrement du crédit et de la baisse de l'épargne des ménages, la croissance en 1979 se devrait être de 8,8 % en valeur et de 6,6 % seulement en volume.

Secteur des entreprises publiques (+ 4,5 % en volume en 1977). Il restera l'élément moteur de la branche avec une progression prévue de 14,5 % en valeur et 8 % en volume.

Nominations à la Cour des comptes. — M. René Noiret, conseiller-maire à la Cour des comptes, est nommé président de chambre en remplacement de M. Le Conte, admis à faire valoir ses droits à la retraite. D'autre part, MM. Jacques Brunaud, Philippe Enner, Pierre Viot, Jean Frada, Michel Benoist, conseillers référendaires, sont nommés, par décret du 4 janvier, conseillers-maires. Sont aussi nommés conseillers-maires MM. Jean Langlois, administrateur civil ; Jean Michardière, ingénieur général du génie rural, des eaux et forêts ; et Pierre Lemoine, administrateur civil au ministère de l'économie et des finances.

## Les grands contrats français à l'étranger ont représenté 47 milliards de francs en 1977

Le Monde du commerce international, organe du C.F.C.E. (Centre français de commerce extérieur) vient de publier une enquête sur les grands contrats signés par des entreprises françaises avec l'étranger. Ce document recense quatre cent cinquante contrats d'au moins 10 millions de francs conclus entre le 1<sup>er</sup> novembre 1979 et le 31 octobre 1977, qui portent sur des équipements industriels, des usines « clés en main », des travaux publics et de bâtiment, des études d'ingénierie, leur montant total représenté 47 milliards de francs de commandes, à l'actif de deux cent soixante entreprises.

Les seuls contrats couverts par la COFACE (Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur) ont représenté 49 milliards de francs en 1975 et 43 milliards en 1976. Ces contrats devraient, en 1977, atteindre le même montant, ce qui, compte tenu de la hausse des prix, correspond à un tassement en volume.

Le Proche et Moyen-Orient ont signé 46 % — en valeur — de ces contrats, l'Iran et l'Arabie Saoudite se plaçant en tête des pays acheteurs. L'Afrique noire et l'Afrique du Sud viennent en second rang avec 16 % du total. Les meilleurs clients étant le Nigeria, la Côte-d'Ivoire et le Gabon. Puis figure l'Europe de l'Est, avec une place prépondérante pour l'Union soviétique, qui a représenté 11 % des contrats.

Sur les 47 milliards, 15 milliards sont revenus à la construction électrique, 12 milliards aux infrastructures et au bâtiment,

6 milliards à la pétrochimie et 5 milliards au pétrole et au gaz. Le plus important contrat a concerné la livraison à l'Iran d'une centrale nucléaire de deux unités de 900 MW (10 milliards de francs), précédant la fourniture de deux complexes aromatiques (1) à l'Union soviétique (2 milliards) et d'une usine de camions au Pakistan (1,3 milliard). Huit contrats ont dépassé le milliard de francs.

(1) Organisation du pétrole pour obtenir des produits de base pour colorants, détergents, insecticides et plastiques.

## LES PRINCIPAUX PAYS ACHETEURS (Résultats d'un mois 500 millions de francs.)

	En milliards de FF
Iran	13,5
Arabie Saoudite	12,5
Union soviétique	4,6
Nigeria	2,6
Côte-d'Ivoire	2,6
Gabon	1,8
Pakistan	1,6
Maroc	1,5
Vietnam	1,4
Brazil	1,3
Algérie	0,7
Qatar	0,7
Tunisie	0,6
Vietnam	0,6
Abou-Dhabi	0,6
Indonésie	0,6
Egypte	0,5
Etats-Unis	0,5

## AFFAIRES

## C.M. Industries prend le contrôle des chocolats Poulain

C.M. Industries, holding dont l'activité principale est la pharmacie avec le laboratoire Clin Midy, vient de renforcer sa position dans le secteur alimentaire. Après des prises de participation importantes dans l'industrie des dragées Poulain, les fruits confits Apulmon, les biscuits Gestel-Voix et Céraliment-Lu-Brun (premier groupe chocolatier français), C.M. Industries vient de prendre le contrôle — avec vraisemblablement plus de 50 % du capital — de Poulain S.A., holding du premier groupe chocolatier français. Les chocolats Poulain, Les Chocolateries d'Anancy (450 millions de chiffre d'affaires) et la Segma, moutardes et condiments (110 millions de chiffre d'affaires).

Affaire familiale fondée en 1948, le groupe Poulain, qui a été restructuré en 1972, gérait, outre, une participation de 40 % dans le capital de la société suisse Interfood, qui réalise 1 milliard de francs suisses de chiffre d'affaires avec les mar-

ques Suchard et Tobler. A la faveur des difficultés financières que Poulain a connues avec l'augmentation vertigineuse des prix du cacao, sur les marchés mondiaux, C.M. Industries, prend donc une position très importante dans le secteur chocolatier. Dans le même temps, ce groupe, dont les activités pharmaceutiques sont menacées de nationalisation en cas de victoire de la gauche aux prochaines élections, accélère sa diversification dans le secteur alimentaire — après Apulmon en 1976 et Céraliment-Lu-Brun en 1977 — équilibrant ainsi la part des deux activités dans son chiffre d'affaires — A. G.

Les grands magasins parisiens ont en décembre réalisé un chiffre d'affaires en augmentation de 8,5 % par rapport à décembre 1976. En volume, en tenant compte à la fois de la hausse des prix et du nombre de jours ouvrables, les ventes ont en fait fléchi de 5 %. Quatre magasins (Bon Marché, Printemps, Trois Quartiers et B.H.V.) ont connu une progression du chiffre d'affaires supérieure à la moyenne, et deux (la Samaritaine et la Galeries Lafayette) moins importants. Les magasins Armand Thierry et Sigrand ont pour leur part enregistré une progression de 22 %, globalement, l'année 1977 a été meilleure que 1976 avec une augmentation de 8 % du chiffre d'affaires.

## PRESSE

Les Echos ont reparu jeudi 5 janvier. Les journalistes, réunis en assemblée générale mardi 3 janvier, avaient en effet décidé de reprendre le travail (le Monde du 5 janvier). Mais la direction du quotidien économique a précisé, mercredi 4 janvier, que :

« Le dernier communiqué de la rédaction (du journal), faisant mention d'un accord intervenu avec elle, ne correspond pas à la réalité. Dans un communiqué, la direction souligne que « ce communiqué, ayant un caractère purement individuel, il ne peut être régi par la voie d'un accord collectif ». Le communiqué ajoute : « La direction des Echos, confrontée à un litige strictement individuel avec l'un de ses collaborateurs, a réglé ce litige, conformément au droit et à la procédure en vigueur. L'intéressé ayant bénéficié des garanties et disposant des recours d'usage. Elle a, quant à elle, rigoureusement respecté le caractère confidentiel de ce différend. Elle s'oppose de la publicité donnée à cette affaire, publicité déplacée dont personne n'ose assumer la responsabilité ».

Le Financial Times, quotidien des milieux d'affaires britanniques, a modifié sa maquette : les pages 2 et 3, qui étaient traditionnellement consacrées aux arts et spectacles, traitent désormais des affaires européennes. Les pages culturelles sont renvoyées à l'annexe, juste avant les éditions.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
	Rep + ou Dég	Rep + ou Dég	Rep + ou Dég	Rep + ou Dég
1. 1901	4.7300 4.7400 4.3450 4.3150 1.9870 1.9670	+ 75 + 105 + 50 + 90 + 100 + 140	+ 155 + 195 + 120 + 175 + 210 + 260	+ 240 + 310 + 480 + 560 + 680 + 770
D.M.	2.2670 2.2110	+ 110 + 135	+ 228 + 255	+ 340 + 400
Finland	2.6580 2.6630	+ 50 + 75	+ 110 + 140	+ 395 + 445
F.B. (1901)	14.3900 14.3700	+ 150 + 170	+ 290 + 310	+ 440 + 460
F.S.	5.3250 5.3310	+ 140 + 160	+ 280 + 310	+ 420 + 450
L. (1 000)	5.4000 5.4200	+ 130 + 150	+ 270 + 300	+ 410 + 440
S.	5.9980 5.9100	+ 130 + 150	+ 260 + 290	+ 400 + 430

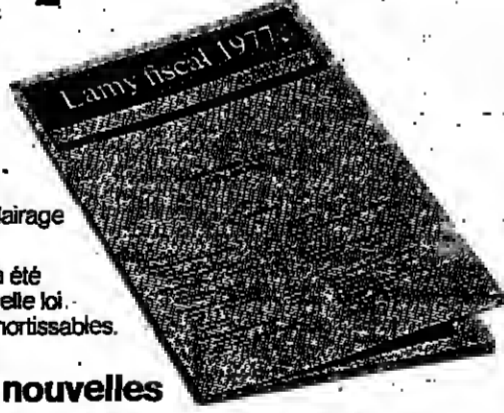
## TAUX DES EURO-MONNAIES

	2 1/2	3 3/8	2 3/4	3 1/4	3 1/2	3 1/2	3 1/2
U.S.	2 1/2	3 3/8	2 3/4	3 1/4	3 1/2	3 1/2	3 1/2
Finland	3 1/4	4 1/8	3 3/4	4 1/4	4 1/2	4 1/2	4 1/2
F.B.	6 3/4	7 1/4	6 1/2	7 1/4	7 1/2	7 1/2	7 1/2
F.S.	7 1/4	8 1/4	7 1/2	8 1/4	8 1/2	8 1/2	8 1/2
L. (1 000)	7 1/4	8 1/4	7 1/2	8 1/4	8 1/2	8 1/2	8 1/2
S.	8 1/4	9 1/4	8 1/2	9 1/4	9 1/2	9 1/2	9 1/2
Fr. franc.	9 1/2	10 1/4	9 1/2	10 1/4	10 1/2	10 1/2	10 1/2

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

## A L'OCCASION DE LA LOI DE FINANCES 1978

## deux études du Lamy Fiscal



**La révision des bilans :** un éclairage particulier des nouvelles dispositions fiscales. La révision des éléments non amortissables a été fixée par la loi de finances pour 1977. La nouvelle loi prévoit la réévaluation des immobilisations amortissables.

**Un panorama complet des nouvelles mesures :** une présentation de toutes les nouvelles dispositions fiscales découlant notamment de la loi de finances pour 1978 et de la loi de finances rectificative pour 1977.

Ces deux études donnent un aperçu de l'information claire, complète et sans cesse mise à jour que reçoivent régulièrement les abonnés du LAMY FISCAL.

Si ces deux études vous intéressent, nous pouvons vous les envoyer à titre gracieux. Elles vous permettront de faire connaissance avec le LAMY FISCAL, ouvrage indispensable pour une bonne gestion de l'entreprise.

Lamy S.A.

155, rue Legendre - 75850 Paris Cédex 17 - Tél. 627.28.90  
S.A. au capital de 360.000 F - R.C. Paris B 305 254 161 - CCP Paris n° 20581 11 H

Faites parvenir ce coupon-réponse à : LAMY S.A. 155, rue Legendre - 75850 PARIS CEDEX 17

Veuillez m'adresser, gratuitement et sans engagement de ma part :

☐ "Le point complet sur la révision des bilans".

☐ "La loi de finances pour 1978 et la dernière loi rectificative pour 1977".

M.

Fonction

Société

Adresse

Code postal

Ville

Tél.

Ecole Nouvelle d'Organisation  
Economic et Sociale  
Etablissement privé d'enseignement  
Technique et Supérieur

## EXPERTISE COMPTABLE

Préparation sur place et à distance  
CERTIFICATS SUPERIEURS  
de Janvier à Juin 1978.

Révision comptable.  
Juridique et fiscal.  
Organisation et gestion des entreprises.

Dans un centre d'études  
reconnu par l'Etat.

NIVEAU D.E.C.S. exigé.  
**ENOES**  
62 r. Miromesnil 75009 Paris  
522.53.86 (lignes groupées)

(PUBLICITE)  
Grand Hôtel, PARIS  
26 et 27 janvier 1978  
1<sup>er</sup> colloque international

## INFORMATION DES ACTIONNAIRES

Renseignements : O.F.I.C.  
6, rue Sayer, 92200 Neuilly  
747.24.57 - 266.53.34

**Bonsard**  
TAILLEUR-CHIMISIER

## SOLDE

Collection HIVER 77  
les 5, 6 et 7 janvier

Rabais de  
**20 à 40 %**  
M. CH. ELYSEES

هكذا من الأصل

RÉG

Paris

Etat au secours  
France fragile

## TRANSPORTS

Marchandises de la S.N.C.F.  
taux de 3 % en 1977

## M. d'Ornano annoncé cent mesures pour la qualité de la vie et la réorganisation du ministère

## M. d'Ornano annonce cent mesures pour la qualité de la vie et la réorganisation du ministère

Le programme « qualité de la vie » que les partis de la majorité présidentielle présenteront lors des prochaines élections groupera cent mesures. Ce programme — cette « charte » annoncée voici six mois par M. Giscard d'Estaing — sera définitivement mis au point et publié d'ici à deux semaines.

- L'augmentation du nombre des femmes dans les commissions du cadre de vie ;
- Des auditions publiques pour les grands projets d'aménagements.

● **FACILITER L'EPANOUISSEMENT DE LA PERSONNE.** — L'effort portera sur l'aménagement du temps de travail, sur les loisirs et sur l'éducation. Cela se produira par :  
— La signature de conventions entre employeurs et syndicats pour améliorer le cadre du travail ;

- La généralisation des horaires variables ;
- Une attention nouvelle portée aux loisirs de fin de journée ;
- L'aménagement des rythmes scolaires ;
- La création de cartes d'abonnement culturelles ;
- La généralisation des classes « vertes » et « bleues », etc.

Pour faciliter la mise en œuvre des cent mesures — le terme avait été employé déjà pour qualifier un programme « environnemental » lancé par le président Pompidou — en 1970 — M. d'Ornano a annoncé une reorganisation des services de l'environnement. Deux directions qui ont fait leur preuve, celle des pollutions et des nuisances et celle de la protection de la nature sont maintenues. Mais cette dernière se voit confier

clair », les dépenses de l'Etat en faveur de l'environnement, il a été décidé qu'en 1979 les budgets « environnement » des différents ministères seraient regroupés dans une enveloppe commune. Cette nouvelle présentation sera l'occasion de vérifier que les crédits imputés à l'amélioration du cadre de vie concourent effectivement à cette politique.

D'autre part, la mission de l'environnement rural et urbain (MERU), le secrétariat du haut comité de l'environnement, les services d'études du tourisme et la cellule « aménagement du temps » sont regroupés dans une « délégation à la qualité de la vie » dont le responsable sera nommé avant la fin du mois de janvier. Le ministère de l'environnement ne comptera donc plus que trois services.

Enfin, pour qu'on y voit « plus

● **Pétrolier « Venou »** : transfert de la cargaison. ... Des experts ont entrepris de transférer les 200 000 tonnes de pétrole encore contenues dans les réservoirs du **Venou**, endommagé le 16 décembre dernier au large de l'Afrique du Sud, dans un autre tanker. L'opération, très délicate, est la plus importante jamais tentée. On estime à 50 000 tonnes les quantités de pétrole qui sont allées à la mer lors de la collision. — (A.F.P.)

Au moment où, dans beaucoup de branches et de régions, l'industrie donne des signes de faiblesse, peut-on trouver, dans l'artisanat, un relais économique susceptible d'offrir des emplois et de réanimer les départements ou les localités les plus touchées par la crise économique ?

Au moment où, dans beaucoup de branches et de régions, l'industrie donne des signes de faiblesse, peut-on trouver, dans l'artisanat, un relais économique susceptible d'offrir des emplois et de réanimer les départements ou les localités les plus touchées par la crise économique ?

C'est ce que pensent en toutes les régions les responsables de l'aménagement du territoire et ceux du ministère de l'Équipement, du Commerce et de l'Industrie. Les services d'information de M. René Monory viennent de faire connaître de quelle manière, région par région, les primes artisanales avaient été accordées par les préfets entre août 1976 et août 1977.

Ces primes d'installation ou de transfert, qui varient de 6 000 à 25 000 francs selon l'importance du programme d'investissement et la région concernée, semblent, à l'analyse des statistiques, aller dans le sens des priorités de la politique d'aménagement du territoire.

été versées en France métropolitaine pour une enveloppe de 32,5 millions de francs, ce qui représente des investissements de 320 millions de francs.

320 millions : ce sera pour les cinq années à venir. De quoi construire quelques dizaines de kilomètres d'autoroute ou de combler un cinquième du déficit de la R.A.T.P., ou d'assurer pendant huit heures seulement l'exécution du budget de l'Etat. Mais, pour d'autres, cette enveloppe d'investissement produira — en valeur ajoutée, en créativité et en emplois — le bien-être des bourgeois des villages, aura un considérable pouvoir d'équilibre économique et social. C'est 320 millions de francs, c'est

En effet, les Pays de la Loire (avec 303 primes), l'Auvergne (273), la Bretagne (270), l'Aquitaine (141), le Limousin (122), qui sont des régions étiées à la DATAR, bénéficient des attributions les plus nombreuses. C'est même le Puy-de-Dôme (128) suivi du Maine-et-Loire (101) qui détendent les records nationaux. En revanche, les départements de l'île-de-France, du Centre, de Picardie, de Lorraine sont beaucoup moins bien lotis, les derniers rouges se recrutant dans le Val-d'Oise (une prime), l'Eure-et-Loir (1), le Gers (2), le Maine (5) et Paris (1).

Certains désolent de ces châtiments que le dynamisme créateur et l'esprit d'entreprise trouvent des terrains plus propices à l'ouest d'une ligne Caen-Nice qu'à l'est, ce qui renverserait les jugements habituels sur la France résistante et la France fragile.

Au total, 95 % des primes ont été attribuées à des artisans pour le plupart âgés de vingt à trente-cinq ans, qui s'installent en milieu rural. Deux mille quatre cent cinquante-cinq primes ont

alégrement lorraines.

Dans le pollitique d'aménagement du territoire comme dans la pollitique économique générale, l'artisanat mérite, au même titre que l'agriculture, l'industrie ou le secteur de services, une place éminente. Peut-être même une place privilégiée si les experts parviennent à démontrer que, à investissement égal, l'artisan est davantage créateur d'emplois que l'industrie.

**FRANÇOIS GROSCHARD.**

été versées en France métropolitaine pour une enveloppe de 32,5 millions de francs, ce qui représente des investissements de 320 millions de francs.

320 millions : se sera pour les uns une bagatelle. De quoi construire quelques dizaines de kilomètres d'autoroute ou de combler un inquiétant déficit de la R.A.T.P., ou d'assurer pendant huit heures seulement l'exécution du budget de l'Etat. Mais pour d'autres, cette enveloppe d'investissement productif — en valeur ajoutée, en créativité et en capacité de réanimer les bourgs et les villages, — aura un considérable pouvoir d'entraînement économique et social. Car 320 millions de francs, c'est l'équivalent de trois cinquièmes des investissements industriels réalisés par la R.A.T.P. Ce sont, investissements industriels, devront « produire » trente-cinq mille cinq cent quarante-huit emplois. En raisonnant par analogie, les 320 millions d'investissements artisanaux devraient donc pouvoir produire au moins vingt mille à vingt-cinq mille emplois.

Toujours au chapitre des compensations quantitatives, vingt à vingt-cinq mille emplois, c'est une pondération importante de réguler une large charge de sécurité un problème aussi difficile que la conversion de la sidérurgie loraine.

Dans la politique d'aménagement du territoire comme dans la politique économique générale, l'artisanat mérite, au même titre que l'agriculture, l'industrie ou le secteur de services, une place entière. Peut-être même une place privilégiée si les experts parviennent à démontrer que, à investissement égal, l'artisanat est davantage créateur d'emplois que l'industriel.

**FRANÇOIS GROSSRICHARD.**

Lors d'une première réunion, le 15 décembre dernier, la commission avait demandé à être informée sur l'aménagement d'ensemble de l'ancien carreau des Halles. M. Dominique Saglio, directeur de la Société d'aménagement des Halles (SEMAR), lui a présenté le 4 janvier l'état actuel du plan-masse et des contraintes dues à l'installation de la gare souterraine du métro express et du centre commercial.

La commission a souhaité voir sur une maquette les volumes des autres bâtiments qui seront édifiés autour du futur jardin, le long des rues Pierre-Lescot et Berger, pour avoir une idée de la conception architecture d'ensemble.

(La commission, des abords est en fait la dernière section de la commission supérieure des monuments historiques. Elle est chargée de donner un avis au ministre sur les projets de constructions aux abords des monuments historiques classés ou inscrits (dans le cas de Halles, l'église Saint-Eustache). La commission comprend des fonctionnaires et des personnalités désignées par le ministre, parmi lesquelles on compte actuellement quatre architectes libéraux et un représentant d'association.

Un décret du 28 décembre 1977 (« Journal officiel » du 5 janvier) modifie légèrement cette composition en portant à douze le nombre de membres désignés, parmi lesquels figureront obligatoirement trois représentants d'associations « qui se proposent d'assurer la conservation ou de favoriser la protection de l'esthétique urbaine et rurale de la France ».

1105. no Geoffrey Langford

117B, rue Geoffroy-l'Asnaye



LES ARCADES

**Le trafic marchandises de la S.N.C.F.  
a diminué de 3 % en 1977**

Le trafic voyageurs de la S.N.C.F. en 1977 sera supérieur d'environ 1,5 % à celui de 1976, a annoncé M. Paul Gentil, directeur général de la S.N.C.F., dans une conférence à l'Assemblée de la Vie du rail. Le trafic marchandises, en revanche, sera inférieur de 3 % à celui de 1976, avec un pessimisme de 66 millions de tonnes kilométriques compris le trafic des colis et de détail.

« Dans les conditions économiques actuelles », a déclaré M. Gentil, « un accroissement continu du trafic voyageurs est ce qu'il y a de modeste comme celui de cette année, constitue un résultat encourageant puisque nous conservons notre part du marché de 1960 et 1969. Cet accroissement devrait se poursuivre en 1978. » M. Gentil a souligné, à ce propos, que « la consommation d'essence, qui est un bon indicateur de la performance des voitures particulières, s'est accrue de moins de 1 % en 1977 ».

M. Gentil a annoncé, d'autre part, la suppression, au cours du premier semestre 1978, des contrôles d'entrée et de sortie des voyageurs « dans les gares autres que celles de la banlieue parisienne ».

Faisant allusion à l'étude de l'évolution de la Société nationale des chemins de fer français, il a révélé la préparation d'un premier « plan d'entreprise » envisageant ce qui pourrait être la situation de la S.N.C.F. à l'horizon 1985. « C'est un premier plan sans ambitions », qui o'« envisageait que des investissements de survie et un « scénario de concentration qui prévoyait la suppression du trafic du rail », la S.N.C.F. a retenu un « scénario adaptatif » qui vise à une meilleure utilisation de l'outil ferroviaire aux besoins de transport de la nation, avec un effort financier modeste mais important. Ce premier « plan d'entreprise », a précisé M. Gentil, est en cours d'élaboration en accord avec les pouvoirs publics.

Quant au trafic de marchandises, il a souffert de 13 % environ des transports de minerais, produits et matériaux de construction, qui représentent 30 % de l'ensemble des transports de marchandises de la S.N.C.F. Pour l'ensemble des autres trafics, on a observé une augmentation de 15 %.

Le directeur général de la S.N.C.F. a, enfin, évoqué la prévision, « actuellement en cours d'approfondissement », de la construction d'un « train à grande vitesse - Atlantique » (T.G.V.), desservant eu-dela du Mans et de Tours, la Bretagne et le Sud-Ouest, et qui mettrait Rennes et Nantes à trois heures de Paris.

M. Gentil a annoncé, d'autre part, la suppression, au cours du premier semestre 1978, des contrôles d'entrée et de sortie des voyageurs « dans les gares autres que celles de la banlieue parisienne ».

[illegible]

11/15, rue Geoffroy-l'Angevin *Paris 4<sup>ème</sup>  
le Marais*  
*au cœur  
du Marais  
historique*



**LES ARCADES DE L'ANGEVIN**

Studios et 2 pièces de grande qualité.

Un trois pièces exceptionnel :  
77 m<sup>2</sup> avec 135 m<sup>2</sup> de terrasse  
et 36 m<sup>2</sup> de combles.

Appartement décoré ouvert tous  
les jours de 13 h 30 à 19 h

Tél. 278.72.94 / 227.04.30

**Un trois pièces exceptionnel :**  
77 m<sup>2</sup> avec 135 m<sup>2</sup> de terrasse  
et 36 m<sup>2</sup> de combles.



## Aux Terrasses de Rueil

Très beaux appartements dans un parc de 2 hectares  
avec piscine et tennis.

(Tous les grands appartements ont une terrasse de 20 à 58 m²).

Vivez toute la semaine à quelques minutes de Paris,  
dans une ambiance de week-end.

Visite de l'appartement témoin tous les jours  
de 13 h 30 à 19 h, rue Roger Jourdain à Rueil-Malmaison  
tél. 977.26.98 / 227.04.30.

## LES HAÛTS DE VANVES

**VANVES**

Découvrez les Hauts-de-Vanves.  
Proximité à 2 stations de métro,  
ligne 12 et 14 directs pour  
Concorde et Champs-Élysées.

Sur place, tous les jours  
de 13 h 30 à 19 h, rue Sud-Cermet,  
un appartement témoin pour mieux  
apprécier les surfaces dont vous  
disposez :

- 1<sup>st</sup> lot : 227,04 m<sup>2</sup> / 845,80 m<sup>3</sup>
- 3<sup>e</sup> place : 73 m<sup>2</sup> + balcon
- 4<sup>e</sup> pièces : 87 m<sup>2</sup> + balcon
- 5<sup>e</sup> places : 110 m<sup>2</sup> + balcon et loggia.

**CHATILLON**

*Meudon Bellevue*



**LE BEAUREGARD**

2 et 4, rue du 11 Novembre  
 Résidence de très grande qualité  
 26 appartements avec balcons sur jardin  
 3, 4 et 5 pièces.  
 Les commerces sont à quelques minutes  
 de la résidence.

**Renseignements : Cica 227.04.30**  
 heures de bureau.

**Bureau de vente sur place**  
 17, rue Marcel Allegot à Mondon Bellevue  
 626.11.47.

1. *Journal of the American Medical Association*, 1997; 278: 1039-1044.

**cica** 227.04.30

Je désire obtenir des renseignements sur le programme

☐ Paris 4<sup>e</sup>    ☐ Rueil-Malmaison  
☐ Meudon    ☐ Vanves

Je suis intéressé(e) par 1 appartement

☐ ST    ☐ 2 P    ☐ 3 P    ☐ 4 P    ☐ 5 P

☐ HABITATION    ☐ INVESTISSEMENT

NOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

TÉL. \_\_\_\_\_

Veuillez retourner  
ce bon à CICA 45, rue de Courcelles 75008 Paris

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**Jacques borel international**  
Société Anonyme au capital de F 143.404.900  
Siège social : Tour Maine-Montparnasse 33, avenue du Maine - 75755 PARIS CEDEX 15  
Régistre du Commerce Paris B 802 036 444

**EMPRUNT DE F 70 MILLIONS NOMINAL**  
représenté par 500.000 obligations de F 140 nominal  
Convertibles en actions

- Prix d'émission : F 140.
- Jouissance : 1<sup>er</sup> janvier 1978.
- Intérêt annuel : 10,50 %.
- Taux de rendement actuariel brut : 11,40 % (en cas de non conversion).
- Durée de l'emprunt : 12 ans.
- Souscription des obligations - Droit de priorité aux actionnaires : du 2 janvier 1978 au 23 janvier 1978 inclus, à raison de DEUX obligations pour CINQ actions de F 100 possédées.
- Amortissement : en 7 ans maximum à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1983, par voie de tirage au sort annuel, et remboursement à des prix progressant de F 142,80 à F 182.
- Convertibilité en actions : à tout moment, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1978, à raison d'UNE action de F 100 nominal pour UNE obligation de F 140 nominal.

Une note d'information ayant reçu le visa de la COB n° 77/71 en date du 21 décembre 1977 est tenue à la disposition du public (BALO du 28 décembre 1977).

### SILIC

Les loyers du premier semestre de l'exercice en cours (1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 1977) et ceux émis le 1<sup>er</sup> janvier 1978 pour le troisième trimestre, sont compris par conséquent les émissions complémentaires d'ici au 31 mars s'élèveront à 37.238.000 F.

Ce chiffre est à comparer à ceux des deux exercices précédents pour les périodes correspondantes :

	1975 - 1976	1976 - 1977	1977 - 1978
28.168.000 F	31.580.000 F	37.238.000 F	
	+ 12 %	+ 18 %	

Cette progression confirme les indications concernant l'exercice en cours publiées par la société à l'occasion de l'ouverture de la souscription à son augmentation de capital, qui se terminent le 19 janvier.

### CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

GAZ DE FRANCE  
Obligations 8,30 % 1973

Les intérêts courus du 22 janvier 1977 au 21 janvier 1978 sur les obligations GAZ de France 8,30 % 1973 sont payables, à partir du 22 janvier 1978, à raison de 74,70 F par titre de 1.000 F nominal, contre détachement du coupon n° 3 ou estampillage du certificat nominatif après une retenue à la source d'un montant égal à un avoir fiscal de 6,30 F (montant global : 68,40 F). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 12,44 F, soit un net de 65,96 F.

Le paiement des coupons est effectué sans frais aux caisses des comptables directs du Trésor (trésoreries générales, recettes des finances et perceptions), à la Caisse nationale de l'énergie, à Paris 17, rue Caumartin, ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires désignés ci-après : Crédit lyonnais, Société générale, Banque nationale de Paris, Banque de Paris et des Pays-Bas, Crédit du Nord, Crédit commercial de France, Crédit industriel et commercial et banques affiliées, Société générale algérienne de banque, Société marseillaise de crédit, Banque de l'union européenne, Banque de l'Indochine et de Suez, Caisse centrale des Banques populaires et toutes les Banques populaires de France, Société centrale de banque.



**SOCIÉTÉ NANCÉENNE DE CRÉDIT INDUSTRIEL ET VARIN - BERNIER**

Répartition d'actions gratuites

A partir du 9 janvier 1978, attribution gratuite de 151.083 actions de 100 F nominal, créées jouissances du 1<sup>er</sup> janvier 1977, libérées par prélèvement sur les réserves, réparties à raison d'une action nouvelle de 100 F nominal pour quatre actions anciennes de 100 F, droit d'attribution : coupon n° 12.

Les demandes d'attribution sont reçues sans frais :  
— au siège social et dans toutes les agences ;  
— au Crédit industriel et commercial, 64, rue de la Victoire, à Paris ; et à tous les guichets des banques affiliées à son groupe.

La notice exigée par la loi a été publiée au Bulletin des annonces légales obligatoires du 2 janvier 1978.

## SOCIAL

### RUPTURE ENTRE LES SYNDICATS C.G.T. ET C.F.D.T.

Pas de grève à l'E.D.F.

Il n'y aura pas de coupures de courant dans les prochaines semaines à l'E.D.F. Les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. n'ont pu, le 4 janvier, se mettre d'accord. Les cégétistes proposent, à compter de la seconde quinzaine de janvier, soit des grèves de deux heures, avec baisse de la production, deux fois par semaine, soit des grèves courantes, avec coupure quotidienne d'une heure. Les cfédétistes ont repoussé ces recours à l'action en estimant qu'un fait nouveau s'était produit le matin même avec la lettre que M. Boiteux, directeur général de l'E.D.F., avait adressée à tous les syndicats. Il leur a offert d'ouvrir dans la seconde quinzaine de janvier des négociations sur une révision de la grille des salaires.

• Les débrayages chez Michelin plus suivis à Cholet qu'à Clermont-Ferrand. — Les deux syndicats C.G.T. et C.F.D.T. devaient reconnaître jeudi 5 janvier pour déterminer les modalités de l'action aux usines Michelin, des arrêts de travail étant d'ores et déjà prévus samedi 7 janvier. L'appel à deux heures de grève, lancé par la seule C.G.T., mercredi 4 janvier aux usines de Clermont-Ferrand, a été peu suivi : moins de 10 % des ouvriers, selon la direction. En revanche, à l'usine de Cholet (deux mille cinquante personnes) la majorité des salariés ont participé à des débrayages, et certains d'entre eux ont manifesté dans la ville, le matin, puis l'après-midi, pour protester contre la modification des horaires de travail le samedi et le dimanche soit.

• Débrayage dans une entreprise textile de Rouen, Aunay-Portier, où la quasi-totalité du personnel (environ mille cent personnes) a débrayé une heure, mercredi 4 janvier, pour s'opposer à la disparition de la firme, dont le bilan a été déposé le 16 décembre (le Monde du 5 janvier).

• La Fédération C.G.T. des travailleurs de la métallurgie envisage de lancer un mot d'ordre d'arrêt de travail, dans la deuxième quinzaine de janvier, pour obtenir une convention collective nationale, un salaire minimum de 2.300 francs, une réduction de la durée du travail et la cinquième semaine de congés payés.

### EN VUE DE LA RÉUNIFICATION

### Une délégation de l'U.C.T. participerait au comité national de la C.G.C.

L'année qui commence va-t-elle se réaliser la réunification de la C.G.C. et de l'U.C.T. ? En tout cas, la plupart des étapes du retour des cégétistes (dont le chef de file est aujourd'hui M. J.-L. Mandinaud) à la centrale des cadres que préside M. Yvan Charpentier devraient être franchies en 1978, si le projet mis sur pied en marge du dernier congrès de la C.G.C., en juin dernier, est respecté. Il prévoit une période d'association qui doit commencer avec l'année 1978.

L'U.C.T. aura huit représentants avec voix consultative au comité confédéral de la C.G.C., deux au comité directeur et un dans les commissions consultatives de la confédération ainsi que dans ses unions locales ou régionales. En outre, des contacts seront établis en cas de décision importante ou de négociation nationale. D'autre part, les syndicats d'une même branche industrielle fusionneront. Sauf imprévu, les militants U.C.T. sous une forme non encore définie, seront présents au prochain congrès de la C.G.C., en 1979. Dix ans après la création de leur union, ils s'intégreraient de nou-

veau dans la centrale de de Gramont.

En ce qui concerne les organisations de base, les plus scabieuses de l'U.C.T. sont ceux du pétrole et des graphiques. Chez les électriciens le regroupement ne présente de difficultés. Il y en a quelques-unes à surmonter dans l'industrie pétrolière. Dans les imprimeries le syndicat U.C.T. d'aujourd'hui étant autrefois autonome, certains militants n'ayant jamais adhéré à la C.G.C. paraissent que peu réticents.

Quant au schéma d'association jusqu'à présent resté en noir il devrait prendre forme dans les jours qui viennent. Après série de contacts, durant somme entre les dirigeants des organisations, la C.G.C. concrétiser sa volonté d'association en invitant les représentants de l'U.C.T. à ses prochains ou ses confédéraux (peut-être à celui du 14 janvier). Dans cette perspective, l'U.C.T. a inscrit à l'ordre du jour de son comité national du samedi 7 janvier la désignation de la délégation qui entrera M. Mandinaud.

## AGRICULTURE

### Manifestations d'agriculteurs.

• A Moutiers (Savoie), quelque sept cents agriculteurs de Savoie, de Haute-Savoie et de l'Isère ont manifesté, mercredi 4 janvier, pour réclamer la revalorisation des aides à l'agriculture de montagne, inchangées depuis 1972, et l'étude de dispositions pour éviter le dépeuplement des villages et des vallées en haute montagne. Près de Bonlieu-sur-Mer (Pas-de-Calais), une cinquantaine de producteurs de lait ont bloqué l'entrée d'une halle de Vél-Moutier pour protester contre la « taxe de coresponsabilité » sur le lait (le Monde du 29 décembre 1977).

• Polémique entre éleveurs et vétérinaires. — Les dirigeants des syndicats de vétérinaires ont estimé récemment que les éleveurs maîtrisaient mal les problèmes sanitaires, surtout dans

les élevages industriels qualifiés de « concentratoires » qu'ils pratiquaient un « mélange médicamenteux » (antibiotiques et antiparasitaires) pour la qualité de la viande. Les vétérinaires ont regretté notamment que, en dépit de la loi sur la pharmacie vétérinaire (1975), trop de dérogations soient accordées aux groupements producteurs qui peuvent ainsi procurer des médicaments sans ordonnance.

Réponse de la Confédération nationale de l'élevage (C.N.E.) : ces accusations « sont parfaitement injustifiées », il s'agit « d'une opération publicitaire faite sur le dos des éleveurs ». Dans l'intérêt du consommateur la C.N.E. estime « logique que les groupements d'éleveurs disposent des moyens prophylactiques nécessaires ».

## Chemical Bank a maintenant sa propre banque d'affaires internationale

London Multinational Bank Limited est devenue filiale à part entière de la Chemical Bank et s'appelle désormais Chemical Bank International Limited.

## CHEMICAL BANK INTERNATIONAL LIMITED

1 Union Court, Old Broad Street, London EC2N 1EA.  
Telephone: 01-283 8171 Telex: 883615/6

## AFRICAN DEVELOPMENT BANK

U.S. \$125,000,000

Long-Term Credit Facility

MANAGED BY

Chase Manhattan Limited

First Boston (Europe) Limited

The Long-Term Credit Bank of Japan, Limited

Standard Chartered Merchant Bank Limited

Compagnie Luxembourgeoise de la Dresdner Bank AG - Dresdner Bank International -

Crédit Commercial de France

Midland Bank Limited

Union de Banques Arabes et Françaises-U.B.A.F.

CO-MANAGED BY

The Tokai Bank, Limited

Banque Européenne de Tokyo

First National Boston Limited

Banque Intercontinentale Arabe

Banque Worms

DG BANK

Provincial Bank of Canada International Limited

Deutsche Genossenschaftsbank

FINANCED BY

The Chase Manhattan Bank, N.A.

The Long-Term Credit Bank of Japan, Limited

Standard Chartered Bank Limited

Compagnie Luxembourgeoise de la Dresdner Bank AG

The Tokai Bank, Limited

Dresdner Bank International -

Crédit Commercial de France

Union de Banques Arabes et Françaises-U.B.A.F.

Compagnie Luxembourgeoise de la Dresdner Bank AG

Crédit Commercial de France

Crédit Commercial de France

Union de Banques Arabes et Françaises-U.B.A.F.

Compagnie Luxembourgeoise de la Dresdner Bank AG

Crédit Commercial de France

Crédit Commercial de France

Union de Banques Arabes et Françaises-U.B.A.F.

Compagnie Luxembourgeoise de la Dresdner Bank AG

Crédit Commercial de France

Crédit Commercial de France

Union de Banques Arabes et Françaises-U.B.A.F.

Compagnie Luxembourgeoise de la Dresdner Bank AG

Crédit Commercial de France

Crédit Commercial de France

Union de Banques Arabes et Françaises-U.B.A.F.

Compagnie Luxembourgeoise de la Dresdner Bank AG

Crédit Commercial de France

Crédit Commercial de France

Union de Banques Arabes et Françaises-U.B.A.F.

Compagnie Luxembourgeoise de la Dresdner Bank AG

Crédit Commercial de France

Crédit Commercial de France

Union de Banques Arabes et Françaises-U.B.A.F.

Compagnie Luxembourgeoise de la Dresdner Bank AG

Crédit Commercial de France

Crédit Commercial de France

Union de Banques Arabes et Françaises-U.B.A.F.

Compagnie Luxembourgeoise de la Dresdner Bank AG

Crédit Commercial de France

Crédit Commercial de France

Union de Banques Arabes et Françaises-U.B.A.F.

Compagnie Luxembourgeoise de la Dresdner Bank AG

Crédit Commercial de France

Crédit Commercial de France

Union de Banques Arabes et Françaises-U.B.A.F.

Compagnie Luxembourgeoise de la Dresdner Bank AG

Crédit Commercial de France

Crédit Commercial de France

Union de Banques Arabes et Françaises-U.B.A.F.

Compagnie Luxembourgeoise de la Dresdner Bank AG

Crédit Commercial de France

Crédit Commercial de France

Union de Banques Arabes et Françaises-U.B.A.F.

Compagnie Luxembourgeoise de la Dresdner Bank AG

Crédit Commercial de France

Crédit Commercial de France

Union de Banques Arabes et Françaises-U.B.A.F.

Compagnie Luxembourgeoise de la Dresdner Bank AG

Crédit Commercial de France

Crédit Commercial de France

Union de Banques Arabes et Françaises-U.B.A.F.

Compagnie Luxembourgeoise de la Dresdner Bank AG

Crédit Commercial de France

Crédit Commercial de France

Union de Banques Arabes et Françaises-U.B.A.F.

Compagnie Luxembourgeoise de la Dresdner Bank AG

Crédit Commercial de France

Crédit Commercial de France

Union de Banques Arabes et Françaises-U.B.A.F.

Compagnie Luxembourgeoise de la Dresdner Bank AG

Crédit Commercial de France

Crédit Commercial de France

Union de Banques Arabes et Françaises-U.B.A.F.

مَكْزَا مِنْ الْأَصْلِ



## UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDEES
- 3-4. DIPLOMATIE
  - La visite en France du président des Etats-Unis.
5. ASIE
  - Le conflit entre Hanoi et Phnom-Penh.
6. AMERIQUES
  - « Le Chili » normalisé (II), par Thierry Molinik.
- 7 à 11. POLITIQUE
  - LA PREPARATION DES ELECTIONS LEGISLATIVES : les compléments apportés au programme commun par la P.S.; la Haute-Normandie face à la relève de son personnel politique.
12. SOCIETE
  - La politique à l'école.
  - Les poursuites du maire de Nice contre trois journaux parisiens.

**LE MYTHE DES LIVRES**  
PAGES 12 A 18

**LE FEUILLETON** de Bertrand Poirot-Delpech : Le bilan (II).  
**LES TRIPS ETRANGERS** : Gabriel Garcia Marquez, voyant souverain.  
**CONGRES** : Le Pen Club adopte un projet de Déclaration des droits de l'étranger.  
**HISTOIRE** : Les Français.

- 17-19. ARTS ET SPECTACLES
  - THEATRE : les « Temps nouveaux », de l'Ensemble de Genevilliers ; le III<sup>e</sup> Festival des travailleurs immigrés.
- 24 à 26. ECONOMIE
  - CONJONCTURE : Selon la SORFES, une majorité de chefs d'entreprise estime que le plan Barre a échoué.
25. REGIONS
25. ENVIRONNEMENT
  - M. d'Ornano annonce cinq mesures pour la qualité de la vie.

**LIRE EGALEMENT**  
**RADIO-TELEVISION** (20)  
Annonces classées (22 et 23) : Aujourd'hui (21), 8 h 15 à 12 h d'enseignement (21) ; Canal (20 et 21) ; « Journal officiel » (21) ; Lettres nationales et Loto (21) ; Médecine (21) ; Mots croisés (21) ; Bourne (21).

**DAIM style**  
spécialiste du vêtement de peau H. et F.  
**SOLDES**  
réparat. transform. nettoyage  
8,91 des Victoires - Paris - 200 55 12

Demain Vendredi à 14 h.

**SOLDES**  
annuels de sacs et bagages  
34, boulevard Haussmann  
METRO CHASSE-ÉDANTIN

**Charron** crée et fabrique : c'est pourquoi il **SOLDE** ses meubles d'exposition 1977 pour faire place à ses nouvelles créations 1978  
à 1er, bd de Charente 75001 PARIS  
5 étages : 3.000 m<sup>2</sup> d'exposition de meubles contemporains, rustiques et de style et de tapis.

A B C D E F G

## Les autorités monétaires américaines annoncent qu'elles soutiendront le dollar

De notre correspondant

Washington. — Pour la deuxième fois en quinze jours, l'administration américaine s'est trouvée dans l'obligation d'affirmer sa volonté d'intervenir sur les marchés des changes pour défendre le dollar.

Le 21 décembre 1977, alors que la baisse de la devise américaine s'accroissait, le président Carter, en vacances à Plains, prenait l'initiative inhabituelle de faire publier par la Maison Blanche une déclaration affirmant sa volonté de préserver l'intégrité du dollar.

Avec le recul, il semblerait que cette affirmation visait autant à préparer la nomination de la Réserve fédérale de M. William Miller, en remplacement de M. Arthur Burns, qu'à calmer les critiques adressées par l'Europe et le Japon à l'indifférence affichée par Washington face au déclin persistant de la valeur de la monnaie américaine. La réaction des marchés à « l'inconnu Miller », après la réouverture au lendemain des fêtes de fin d'année, démontrait l'impact de cette opération. La baisse du dollar se transformait en débandade.

Face à cette situation, le Trésor a annoncé, mercredi dans un communiqué conjoint avec le Système de Réserve fédérale un accord de crédit réciproque avec le Bundesbank allemand, qui lui permettra d'acquiescer des deutschemarks pour soutenir le dollar. Elle a souligné

que cet accord est déjà en état d'être appliqué, laissant ainsi entendre que la crédit allemand était déjà utilisé pour intervenir sur les marchés. De fait, la devise américaine avait amorcé un redressement, mercredi, dès avant l'annonce de l'accord.

Le crédit en question a été ouvert en vertu des accords de « swap » conclus par la « Fed » avec les principales banques centrales étrangères, selon lesquelles elles peuvent se procurer des devises pour intervenir sur les marchés. Le réseau de « swaps » totalise quelque 20 milliards de dollars (dont 2 milliards avec le Bundesbank), mais une fraction seulement de cette somme est mobilisable en pratique (celle qui correspond aux monnaies fortes). Pour des opérations de soutien, le Trésor dispose des ressources du Fonds de stabilisation des changes, quelque 4,7 milliards de dollars, qui peuvent servir de contrepartie à des emprunts en devises.

Malgré l'est contraire à la politique américaine d'intervenir sur des marchés importants, bien que, sous la pression des pays européens, le Trésor fédéral ait augmenté son soutien en décembre.

### Nouveau voyage à Tokyo

Fondamentalement, la position américaine reste inchangée. Pour Washington, les interventions sur les marchés doivent corriger les désordres spéculatifs, mais nullement affecter les tendances de base. Un haut fonctionnaire du Trésor l'avait souligné avec force lors de la déclaration du président Carter. Personne n'a dit la déclaration du Trésor, c'est, pense-t-on à Washington, l'annonce du voyage à Tokyo, la semaine prochaine, du représentant spécial de la Maison Blanche pour les

négociations commerciales, M. Robert Strauss, qui constitue le meilleur augure à moyen terme pour le dollar, dans la conjoncture actuelle.

Dans l'immédiat, la devise américaine restera affectée, même si un redressement technique se produit après l'effondrement des derniers jours, par les incertitudes qui planent sur la politique que mènera M. William Miller à la tête du système bancaire central, incertitudes qui ne seront levées que par ses décisions. Le maintien d'un déficit considérable de la balance commerciale en 1978 jouera également. Or, faute d'un programme énergétique, et faute d'un repère économique en Europe qui atténuerait les importations de produits américains, la seule perspective d'amélioration de la balance commerciale est une réduction du déficit des échanges avec le Japon.

La visite de M. Strauss signifie que Tokyo est prêt à de nouvelles concessions. Le négociateur commercial américain avait catégoriquement déclaré la mois dernière, lors de la visite à Washington du ministre japonais des affaires économiques extérieures, M. Nobuhiko Ushiba, qu'il ne se rendrait au Japon que si ce dernier était prêt à faire un effort supplémentaire pour répondre aux demandes américaines.

M. Strauss ira à Tokyo non seulement pour obtenir une ouverture plus grande du marché japonais à la viande de bœuf et aux agrumes américains, objectif auquel tient Washington, mais surtout pour émettre la proposition japonaise d'accepter une réduction de l'excédent de sa balance des comptes plus rapide que ce qu'il envisage actuellement. Du point de vue américain, un excédent japonais de 6 milliards de dollars en 1978, au lieu de 10 milliards en 1977, reste trop considérable. Le Japon, estime Washington, doit faire plus pour assumer ses responsabilités internationales.

(Interim.)

## La polémique sur le vote des Français à l'étranger

A Nice

### LE P.C. ACCUSE M. MÉDECIN DE « FRAUDE ÉLECTORALE »

(De notre correspondant.)

Cannes. — Les candidats du parti communiste dans les trois circonscriptions de Nice, M. Charles Carasso (1<sup>re</sup>), Mme Janine Labica (2<sup>e</sup>) et M. Virgile Pasquetti (3<sup>e</sup>), ont annoncé mercredi à janvier qu'ils ont déposé une plainte pour fraude électorale à la suite de l'intervention directe de M. Jacques Médecin, en tant que maire de Nice et membre du gouvernement, auprès des Français résidents à l'étranger pour qu'ils se fassent inscrire sur les listes électorales de sa circonscription. Les élus communistes de Nice, M. Virgile Pasquetti, député, Charles Carasso, Louis Broch, Louis Fiori, conseillers généraux, ont d'autre part demandé au préfet des Alpes-Maritimes des inscriptions des Français de l'étranger sur les listes électorales du département. Le P.C. reproche notamment à M. Jacques Médecin d'avoir personnellement sollicité les suffrages des électeurs résidents dans la Principauté de Monaco.

En mars 1973, M. Médecin avait été réélu au deuxième tour après le retrait du candidat républicain indépendant, M. Jean-Claude Dischamps, avec 13 994 voix d'avance sur le candidat du P.C., M. Louis Broch. Mais aux élections municipales de mars 1977 il n'avait devancé le liste d'union de la gauche dans son propre secteur que de 333 voix sur 50 646 suffrages exprimés.

Le scrutin paraît être beaucoup plus serré dans la première circonscription (Nice 1, 2, 3) où se présente M. Charles Carasso (P.C.) et où M. Virgile Pasquetti ne l'avait emporté en 1973 que par 1 010 voix d'avance.

M. J. BONHOMME (R.P.R.) : MM. Defferre et Mitterrand sont plus amnésiques que jamais.

Intervenant dans la polémique sur le vote des Français de l'étranger, M. Jacques Bonhomme (R.P.R.), député de Tarn-et-Garonne, estime que « n'y a rien dans tout cela qui puisse évoquer la notion d'escroquerie » pas plus de « racket », à moins que le démarchage électoral que pratiquent tous les partis soit assimilé à un « racket ».

Il ajoute notamment : « Dans tout cela, nul dévouement, nulle contrainte, nulle illégalité. Or qui s'indigne, tonne et marmotte ? MM. Defferre et Mitterrand, c'est-à-dire les protagonistes majeurs, les pères pour ainsi dire de l'escroquerie électorale la plus finement élaborée de l'histoire de toutes les Républiques. »

Grâce aux appareillages institués par les formations politiques auxquelles appartiennent MM. Defferre et Mitterrand, les Français ont pu voter — en 1951 et en 1956 — des candidats communistes, gaullistes et notables battus par leurs adversaires qui avaient obtenu plusieurs milliers de voix de moins qu'eux.

« Mieux encore, ces mêmes élus politiques réussissent en 1958 à faire invalider par l'Assemblée le moment une quinzaine de députés pourtant régulièrement élus (il y en avait environ cinquante) ; il y en avait eu le double sans les appareillages sous des prétextes juridiques incroyablement anodins et à les faire remplacer dans la foule et sans réélection par de petits camarades. »

« Décidément, MM. Defferre et Mitterrand sont plus amnésiques que jamais. »

(Lire nos informations page 11.)

### LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE VISITERA LA BOURGOGNE LES 26 ET 27 JANVIER

Le voyage que M. Giscard d'Estaing doit faire en Bourgogne, et au cours duquel il prononcera un discours sur le « bon et sûr pour la France », aura lieu les jeudi 26 et vendredi 27 janvier. Selon des informations publiées le jeudi 5 janvier, par le quotidien dijonnais le Bien public, et confirmées par l'Élysée, le président de la République se rendra d'abord à Auxerre (Yonne), dont le maire, M. Jean-Pierre Sousson, secrétaire général du P.R., est candidat aux élections législatives. Puis M. Giscard d'Estaing gagnera la Côte-d'Or, s'arrêtera à Vitteaux, près de Thil, Saulieu et Sombernon, et passera la nuit à Dijon. Le 27 janvier, le chef de l'Etat se rendra à Beaune, où M. Jean-Philippe Lécat, chargé de mission auprès du président de la République, est candidat aux élections législatives. M. Giscard d'Estaing rencontrera les représentants des viticulteurs, avant de gagner la Saône-et-Loire, où il prononcera, dans la soirée, à Verdun-sur-le-Doubs, un discours retransmis en direct par la radio et par la télévision.

## NOUVELLES BRÈVES

● **Vente d'or du F.M.I.** à un prix record. Le Fonds monétaire international a vendu 524 000 onces d'or au prix record de 171,26 dollars l'once. Les offres des soumissionnaires acceptées par le F.M.I. s'élevaient de 171,26 à 180 dollars, pour un cours moyen de 172,24 dollars, légèrement supérieur au cours de clôture à Londres (171,85 dollars). Les enchères effectuées selon la méthode dite hollandaise, tout l'or a été adjugé au prix le plus bas accepté par le Fonds.

● **L'approvisionnement de la France en protéines.** Le conseil supérieur d'orientation des productions et de gestion des marchés agricoles, qui s'est réuni le 4 janvier sous la présidence de M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'Agriculture, pour entendre deux rapports (le Monde du 8 janvier) sur la réduction de la dépendance en protéines de la France, a décidé de constituer un groupe de travail. Il sera composé de M. Poty, directeur scientifique de l'Institut de la recherche agronomique (INRA), de M. Anberger, directeur de la production et des échanges au ministère de l'Agriculture et de professionnels. Le groupe rendra ses conclusions pour le 8 février prochain.

● **Le personnel navigant de la Compagnie Catala** (première compagnie charter privée française) est en grève depuis le mercredi 4 janvier, les salaires n'étant plus réglés depuis le 3 novembre dernier. Le tribunal de commerce de la Seine a été saisi à la demande de l'ensemble du personnel Catala, qui a réagi en déposant son bilan, puis en déclarant faillite et en employant une quarantaine de personnes.

● **Les Concorde d'Air France.** — Le coefficient de remplissage global des Concorde d'Air France pour l'année 1977 s'est établi à 53,6 % et non pas à 50,36 %, comme cela a été indiqué par erreur dans le Monde du 5 janvier.

● **L'éboulement du tunnel du Roy.** L'Etat a été rendu responsable par le tribunal administratif de Marseille de l'éboulement du tunnel navigable du Roy, reliant le Rhône à Marseille. Le procès avait été intenté par l'avocat des trois compagnies maritimes utilisatrices du tunnel. La navigation y était dévolue sans incident de 1971 à 1963 : elle dut cesser à cette dernière date en raison d'un éboulement au cours duquel la voûte s'effondra sur une centaine de mètres.

### En janvier chez Old England

#### Costumes - vestons sur mesure au prix spécial de 2200 F

Coupés dans nos tissus anglais exclusifs : peigné, saxony, tweed, flanelle, etc.  
Et aussi, importés d'Angleterre, les pyjamas ..... 78 F  
les chemises ..... 52 F

Old England  
12, bd des Capucines, Paris 9°  
9 h 30 / 12 h 30 - 14 h / 18 h 30

### solde ses collections

135, boulevard Saint Germain - Paris 6  
15, rue de Passy - Paris 16

### PRÊT-A-PORTER CLUB DU SAMEDI CCB

HOMMES - DAMES - JUNIORS  
RETOUCHES GRATUITES  
CARTE BLEUE

PLACE NETTE = SOLDES MONSTRES DES ARTICLES DÉMARQUÉS DE 10 % A 40 % JUSQU'À ÉPUISEMENT DES STOCKS D'HIVER

— Montau 75 % cachemire homme	540 F	432 F
— 3/4 mouton retourné homme	880 F	704 F
— Costume 3 pièces pure laine	545 F	490 F
— Pulls	69 F	51 F
— Montau femme 50 % poil de chamois	440 F	290 F
— Robes	219 F	165 F
— Pulls shetland	69 F	35 F

Remise de 5 % supplémentaire à la caisse sur présentation de ce bon Valable jusqu'au 28 janvier 1978

« CLUB DU SAMEDI »  
17, rue d'Aboukir, PARIS - Métro Sentier - Tél. 233-42-59  
Du Lundi au Samedi, de 9 h. à 19 h. Nocturne Mardi jusqu'à 21 h.

هكذا من الأصل